

cahiers

LEON TROTSKY



FASCISME, NAZISME

- G. Vergnon Face à Hitler ? Le K.P.D. de 1930 à 1933
J. P. Joubert Léon Trotsky, la montée du nazisme et les relations
germano-soviétiques G. Vergnon Goebbels et le parti nazi à
Berlin C. Boyard Les intellectuels français et le 6 février 1934

Poèmes

- Note de lecture P. Broué Faut-il récrire l'histoire de la
montée au pouvoir du nazisme ?

Documents

36

décembre 1988

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière,
Paule Gautier, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Paule Gautier, 63 rue Thiers 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Particuliers :

France : 4 n° (1 an) 200 F — Etranger : 250 FF ou \$ 50 U.S.
France : 8 n° (2 ans) 400 F — Etranger : 500 FF ou \$ 100 U.S.

Institutions :

France : 4 n° (1 an) 300 F — Etranger : 350 FF ou \$ 70 U.S.
France : 8 n° (2 ans) 600 F — Etranger : 650 FF ou \$ 130 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n° 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire
ou postal libellé à l'ordre de :
GAUTIER - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Paule Gautier
Publié avec le concours du Centre National des Lettres
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 36

DECEMBRE 1988

VOYAGE A MOSCOU

Pierre Broué 3

FASCISME, NAZISME

ARTICLES

- Gilles Vergnon — Face à Hitler ? Le K.P.D. de 1930 à 1933 13
Jean P. Joubert — Léon Trotsky, la montée du nazisme et
les relations germano-soviétiques 33
Gilles Vergnon — Joseph Goebbels et le parti nazi à Berlin 55
Claude Boyard — Les intellectuels français et le 6 février 1934
(La droite et les « inclassables ») 65

POEMES

- Pierre Roy — Les temps s'approchent 80
Vladimir Claude Fišera — Esprit d'opposition et traces de Léon
Trotsky : la poésie tchécoslovaque (1947-1988) 82

NOTE DE LECTURE

- Pierre Broué — Faut-il récrire l'histoire de la montée au pouvoir
du nazisme ? 89

DOCUMENTS

Rosmer - Lettre sur l'Allemagne, 6 juillet 1933	107
Léon Sedov — Lettre sur l'Allemagne, 3 février 1933	110
Léon Sedov — Lettre sur l'Allemagne, 22 février 1933	111
Alfonso Leonetti — Rapport à Trotsky sur le régime fasciste en Italie, 1933	113

COURRIER

Christopher Farley	119
------------------------------	-----

LES DEPARTS

Felix Morrow (1906-1988)	121
Erwin H. Ackerknecht (1906-1988)	123
Livio Barreto Xavier (1900-1988)	126

Errata (N° 34)	127
--------------------------	-----

Pierre Broué

Voyage à Moscou

C'est grâce à l'entremise de Louis Astre qu'Isabelle Longuet et moi-même, de fait une délégation de l'Institut Léon Trotsky, avons eu la possibilité de nous rendre à Moscou dans le cadre de l'initiative du comité parisien de France-U.R.S.S., *Paris-Moscou 1988*. Bien entendu, nous avons tous deux à prendre dans la capitale de l'U.R.S.S. des contacts professionnels et nous l'avons fait, mais il faut souligner que j'étais invité et reçu en toute connaissance de cause et que les responsables soviétiques qui m'ont donné le visa savaient qu'ils le donnaient à un militant qui est en même temps l'historien de Trotsky, que je comptais retrouver à Moscou les familles ou amis de Trotsky, notamment l'une de ses petites-filles que nous savions vivante et que je comptais également prendre contact avec les Soviétiques qui souhaitent retour dans l'Histoire, réhabilitation et publication de Trotsky en U.R.S.S. C'est sans doute un indice intéressant que de constater que les autorités d'U.R.S.S. - France, à la suite de celles de France - U.R.S.S., ont mis à notre disposition les moyens matériels dont nous avons à certains moments besoin et particulièrement une voiture, qui nous a valu bien des plaisanteries de nos compagnons de voyage, puisqu'il s'agissait d'une limousine Volga noire avec chauffeur.

J'ai rencontré assez longuement I.N. Afanassiev, le directeur de l'Institut d'Histoire et des Archives, qu'il n'est pas besoin de présenter. Je pense qu'il s'agit d'un des hommes les plus lucides que connaisse l'U.R.S.S. aujourd'hui. Il circule à Moscou un texte signé de lui et d'autres comme Sakharov, protestation contre les réformes constitutionnelles octroyées qui ne donnent nullement la parole au peuple. L'historien nous a expliqué la situation dans le domaine des archives : celles-ci ne sont pas ouvertes et on s'occupe actuellement en haut lieu

de déterminer les conditions dans lesquelles elles le seront. Nous savions par ailleurs que plusieurs auteurs, le dramaturge Chatrov, l'historien Loginov, ont eu accès aux deux fonds d'archives les plus utiles, le Fonds Staline et le Fonds KGB. D'autres, notamment ceux qui ont la charge de rédiger une partie des manuels nouveaux y ont accès sur demande et au coup par coup. I.N. Afanassiev nous a parlé également de ma biographie de Trotsky : il est persuadé que tous les membres historiens de la commission éditoriale du Progrès seront en faveur de sa publication en russe, mais ne pense pas que la commission du bureau politique qui « révisé l'Histoire » et prononce les réhabilitations puisse y être favorable dans l'immédiat. Je l'ai également entretenu de nos travaux et recherches dont il nous a assuré qu'elles soulèvent un immense intérêt parmi les chercheurs et les étudiants soviétiques privilégiés qui les connaissent.

La deuxième partie de notre tâche était plus difficile. Il s'agissait de retrouver une petite-fille de Trotsky, la fille de Zinaïda, donc la soeur aînée de notre ami Sieva, Esteban Volkov, qui vit au Mexique. En vérité ce fut dérisoirement facile. Une amie de la famille, rencontrée quarante-huit heures après notre arrivée, nous a donné son numéro de téléphone et, bien que malade, elle nous a reçus. Il m'est impossible de décrire la joie de cette dame de soixante-trois ans, privée de nouvelles de son petit frère — dont elle serrait la photo dans ses doigts — depuis cinquante-huit ans. Il m'incombait de l'informer, cinquante-cinq ans après, des conditions de la mort, par suicide, de sa mère. Puis-je dire tout de même que je ressentais, au fur et à mesure que je parlais, les ravages monstrueux du stalinisme dans mon corps même et dans le caractère barbare d'une telle situation ?

C'était le mardi 15 novembre que nous avons appris l'adresse téléphonique d'Aleksandra. Ce jour marqua le point de départ de notre fantastique périple dans le passé et le présent et constitue sans doute le point le plus élevé de ma vie de militant et d'historien, les heures les plus belles, les plus chaleureuses, les plus exaltantes qu'il m'ait été donné de vivre jusqu'à présent.

C'est par le correspondant du *Monde*, Bernard Guetta, que nous avons eu l'information, le lundi 14 : il allait se tenir le lendemain 15 novembre à la Maison de la Culture de l'Institut d'Aviation (MAI) une ré-

union publique organisée par le groupe Mémorial consacrée à Trotsky et à la nécessité de sa réhabilitation. Les 400 billets d'entrée avaient été vendus en deux jours sans la moindre publicité. La salle était bondée : cinq cents personnes environ et des centaines n'ont pu assister. C'est mon livre, brandi par moi à bout de bras, qui nous a frayé un chemin dans la foule et conduit au premier rang de l'auditoire dans une intense curiosité. A l'entrée, nous avons seulement entr'aperçu les panneaux avec des photos que nous connaissions bien, de Trotsky, de Léon Sedov, de leurs proches compagnons et camarades.

La réunion était présidée par un jeune universitaire V. Lyssenko qui l'a fait avec un calme olympien et un sang-froid exceptionnels face aux provocateurs de l'organisation *Pamiat*. A ses côtés, le professeur S.S. Dzarasov, orateur fougueux, économiste, Iouri Heller, qui a parlé surtout de l'histoire de la guerre civile, l'historien Boulgakov, Igor, le fils du vieux-bolchevik Ossip Piatnitsky, et Nadejda Joffé, fille d'A.A. Joffé, ami de Trotsky, grand diplomate, qui se suicida en 1927 en signe de protestation contre la politique de Staline qui privait en outre ce grand malade de la possibilité de se soigner.

Dans le public, des gens de tout âge et de toutes conditions depuis les intellectuels et les étudiants et lycéens jusqu'aux enseignants en passant par les travailleurs jeunes ou vieux. Il y avait aussi une douzaine de personnes de mon âge qui portent des noms du Gotha des vieux bolcheviks : Lomov, Lominadzé, Antonov-Ovseenko, Smilga, Vuyović, d'autres sans doute, et cet ouvrier anonyme qui s'est dit « vieux trotskyste » avant de nous embrasser et qui, pris de remords, nous a laissé son numéro de téléphone.

Il y avait aussi les gens de *Pamiat*, chauvins russes, xénophobes, antisémites, une poignée de réactionnaires fascisants enragés qui essayaient une fois de plus de régler leurs comptes avec leur ennemi numéro 1. La séance a été interrompue quelques minutes pour expulser avec ménagements mais fermeté ceux d'entre eux qui sabotaient par le bruit. Quelques-uns de leurs orateurs ont essayé de monopoliser la parole pour parler des « crimes de Trotsky », justifier leur antisémitisme par la haine que les révolutionnaires portent aux Russes, etc.

La tribune a présenté Trotsky. Boulgakov a résumé sa biographie, rappelé dates et faits. Iouri Heller s'en est pris une à une aux légendes anti-trotskyistes qui circulent actuellement dans la presse en U.R.S.S. à

propos de la Guerre civile et du rôle de Trotsky à la tête de l'Armée rouge. Igor Piatnitsky a donné des citations de Boukharine au temps où il justifiait la révolution permanente, de la correspondance entre Lénine et Trotsky montrant la confiance qui existait entre les deux hommes. Nadejda Joffé, contemporaine et camarade d'école de Sedov, a évoqué l'homme Trotsky à travers ses souvenirs. Dzarasov a brillamment polémique contre les gens de droite.

Parmi les intervenants, Galina Antonov-Ovseenko, avec une fougue exceptionnelle, a parlé de son travail de recherche : « Le Trotskysme, c'est ma vie. J'étudie ma propre histoire et celle de notre pays. Je ne cherche que la vérité ». Tatiana Smilga, elle aussi oratrice inspirée, a commenté en évoquant ses souvenirs d'enfant : « Mon coeur bat à l'écoute de l'évocation de Trotsky ». Elle a raconté la manifestation de la gare d'Iaroslav lors de l'exil de son père, et la figure du bon géant Mouralov : « ça c'était du romantisme. Mon dieu, où est-il ? » Et de Trotsky qui la consolait dans ses chagrins d'enfants, « cultivé, charmant, gentil ». Boulgakov l'a appuyée ; Trotsky était profondément humain, mais il avait conscience de son devoir révolutionnaire. Une historienne — dont le nom nous a échappé — s'est réjouie de la volonté de restaurer la vérité et a revendiqué plus d'information sur Trotsky homme politique. Piatnitsky, en réponse, a expliqué la théorie de la révolution permanente, a souligné les responsabilités historiques de Zinoviev et Kamenev, « premiers responsables des déformations » selon lui. Il a reproché à Trotsky de n'avoir pas donné un contenu au bloc avec Lénine, après la maladie de ce dernier, d'avoir « louvoyé », au sommet, après la mort de Lénine. Obolgaiev, apparemment un historien, a critiqué l'article de Trotsky accusant Staline d'avoir empoisonné Lénine, revendiqué la publication des écrits de Trotsky dont, dit-il, « les analyses sont encore actuelles » en particulier les positions sur la bureaucratie. Il a souligné qu'il fallait « aborder tout cela tranquillement » et ne jamais oublier qu'il « n'y avait aucune fatalité dans ce qui s'est passé ».

L'économiste Victor Chelnis a abordé la question de la réhabilitation de Trotsky, qui lui semble bien éloignée aujourd'hui et il accuse les historiens, en rangs serrés devant les mensonges qui leur ont valu leur situation, « dernier carré qu'ils défendent pour la défendre »... Un des derniers intervenants, Aliocha Zverev, a demandé ce qu'étaient devenues les archives de Trotsky, fait allusion aux documents de la IV^e Internationale et s'est déclaré prêt à aider ceux qui désireraient lire *Ma Vie* ou *La Révolution trahie*, qu'il possède.

J'ai eu l'honneur d'être le dernier orateur à cette réunion. Me présentant comme « trotskyste, historien, professeur » depuis plusieurs dizaines d'années, j'ai parlé de notre travail à l'Institut brièvement et répondu longuement à Zverev sur la question des archives. J'ai ensuite apporté notre appui à ceux qui luttent en U.R.S.S. aujourd'hui pour Trotsky et contre « les assassins de la mémoire » et offert mon livre à Nadejda Joffé. Elle a répondu que, de ses quatre-vingt ans de vie combattante, mon cadeau était le plus beau qu'elle ait jamais eu. On comprendra mon émotion en cette soirée mémorable, d'être applaudi à Moscou sur un tel sujet.

Nous voulons faire mieux pour l'information de nos lecteurs que ce résumé des notes prises par Isabelle sur la réunion du 15 novembre. Cette dernière a été enregistrée, nous aurons une copie dans quelques semaines et nous publierons une traduction du procès-verbal de cette réunion qui s'est terminée par une résolution revendiquant la réhabilitation de Trotsky, sa réintégration dans le parti et la nationalité soviétique, la publication de ses oeuvres. Nous avons aussi des promesses de Soviétiques pour les *Cahiers Léon Trotsky* : études par des historiens, témoignages par des militants. Il y a bien des difficultés sur cette route, mais nous ferons tout pour les surmonter.

Nous sommes bien plus avancés que lorsque nous avons posé, voici dix ans, la première pierre de l'Institut Léon Trotsky — et c'est un sujet de grande satisfaction.

Si vous êtes contents comme nous, alors soyez fidèles-nous et surtout gagnez de nouveaux abonnés !

P.S. de la rédaction — *Pierre Broué nous adresse copie du texte qu'à la demande de l'Evènement du jeudi il lui a adressé pour parution dans le numéro du jeudi 8 décembre 1988. la rédaction de cet hebdomadaire s'est crue autorisée à pratiquer des coupures et surtout à modifier l'articulation d'un texte dont les deux parties n'étaient pas destinées à être présentées séparément. On trouvera donc ci-dessous ce texte sans modifications.*

Moscou novembre 1988

Aleksandra Zakharovna est devant nous. Son visage émacié porte les traces de la maladie et ses yeux celles de l'angoisse et de la peur. Son rêve le plus fou — celui qu'elle a caressé pendant cinquante-huit ans — est en train de devenir réalité avec la visite de ces deux Français qui l'ont retrouvée, elle, la petite-fille de Trotsky, et qui viennent lui parler de son frère, ce Siéva dont ils sont les amis et qu'il a chargés de la retrouver.

Ce n'est pas elle qui parle. C'est moi. Elle se tait depuis un demi-siècle. Il n'y a que trois mois qu'elle a enfin osé dire qu'elle était la petite-fille de Trotsky et elle n'était pas certaine de n'avoir pas été imprudente. Tant d'années de peur laissent la marque de l'angoisse.

C'est moi qui parle. C'est juste que ce soit moi qui parle. Je suis l'historien de Trotsky. Je lui dois le récit de la vie et de la mort des siens, au-delà du temps, au-delà de la barbarie infinie des geôliers staliniens. Je lui dis que sa maman n'a pas « fait le choix de Sophie », qu'elle ne l'a pas abandonnée, qu'elle s'est suicidée parce qu'elle était malade, dans une crise affreuse de désespoir, séparée d'elle pour toujours, de son mari, de son pays, de sa mère à elle.

J'entends ma voix qui raconte, un peu sèche, presque officielle et pourtant la révolte me saccage. Cette femme a soixante-trois ans. La petite fille avait huit ans quand sa maman est morte. Cinquante-cinq ans à attendre pour savoir quand et comment, à attendre pour n'être plus un chien qui ne sait rien de la mort de la chienne qui l'a mis au jour : le sort de l'humanité pour Staline.

Aleksandra Zakharovna, vos mains tourmentées, vos yeux clairs et tant d'angoisse, vos beaux habits pour être assise sur le bord de votre lit. Vous avez payé cher d'être la petite-fille de Trotsky et le bonheur qui vous vient aujourd'hui par notre présence est presque comme une ironie grinçante de l'histoire.

Pourtant Siéva vous téléphonera. Votre petit frère viendra... Votre grand-mère, la *babouchka* Aleksandra Lvovna, avait peut-être tort de penser que Staline vous exterminerait tous. Vous avez survécu.

Nous sommes soixante et onze ans après la révolution d'Octobre. Je vous regarde et je pense à Trotsky flamboyant à la tribune...



Je suis à Moscou. Je tiens dans mes mains la biographie de Trotsky qui est le couronnement de trente années de travail. Je viens de parler des archives de Trotsky et de Sedov, de Harvard et de Hoover, des « assassins de la mémoire » qui restent à confondre en U.R.S.S. Nous sommes le 15 novembre 1988. Je suis devant un auditoire de plusieurs centaines de personnes, dans la salle de l'Institut d'Aviation. On m'a applaudi quand j'ai dit que j'étais trotskyste, on m'a applaudi quand j'ai montré mon livre, on m'a acclamé quand je l'ai offert à Nadejda Joffé. On nous a acclamés quand elle l'a brandi devant la salle en affirmant de toute sa conviction : « Au cours de mes 82 ans de vie, jamais cadeau ne m'a fait autant de joie ».

Nous sommes le 15 novembre 1988. La réunion se termine. Je suis entouré. Tatiana Smilga — quelle oratrice — me dit que je suis un vieux-bolchevik — quel honneur. Ignati K. me glisse son numéro de téléphone : ce très vieil ouvrier est, me dit-il, un vieux trotskyste. On me serre la main, on me tape sur l'épaule, on me secoue, on rit, on sourit, on me presse.

Pendant trente années, j'ai vécu dans les papiers au milieu d'hommes et de femmes que je ne connaissais pas toujours par leurs photos. Ces « enfants d'ennemis du peuple » qui m'entourent s'appellent Joffé, Piatnisky, Antonov-Ovseenko, Lominadzé, Smilga. Ils sont vivants, ils sont rescapés. Ils parlent fort et leurs yeux brillent. Les

jeunes les regardent avec respect et admiration. Galina Antonov-Ovseenko a dit que le trotskysme, c'était sa vie, l'histoire de son pays. C'est celle de la révolution d'Octobre, de Lénine et Trotsky, de l'Armée rouge des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Les jeunes tendent la main vers ces vieux. Ils vont apprendre d'eux, ils revendiquent, ils exigent la vérité. Ils sauront la conquérir. Je pense que nous les avons aidés, que les années de travail silencieux n'auront pas été vaines, qu'elles aideront ces anciens forçats à apprendre à la jeunesse à connaître son passé et construire son avenir.

C'est bon d'être historien quand l'histoire vous offre un moment pareil. C'est bon que l'histoire sache reprendre son cours.

Fascisme, nazisme

Le présent numéro est consacré aux problèmes posés au mouvement communiste par la victoire du fascisme italien et la menace du national socialisme allemand.

Gilles Vergnon a présenté une étude originale sur l'attitude du K.P.D. face aux nazis et Jean P. Joubert sur l'aspect « diplomatique » de cette question politique. G. Vergnon a également scruté pour nous le journal de Goebbels tandis que Claude Boyard sonde les reins des intellectuels français face à l'hitlérisme. Pierre Broué a consacré quelques notes à la question de l'historiographie anglo-américaine du nazisme.

Des documents contemporains sont enfin présentés, conformément à l'usage de la revue : les lettres de Sedov de Berlin au début de 1933 jettent un éclairage passionnant sur ce tournant de l'histoire et une étude contemporaine de Feroci (Alfonso Leonetti) tente d'éclairer la politique du fascisme au pouvoir.

Enfin les *Cahiers Léon Trotsky* sont heureux de présenter pour la première fois à leurs lecteurs des poèmes.

Le premier, inspiré par le retour de Trotsky en Union soviétique et ailleurs, nous a été adressé par notre ami et camarade Pierre Roy. Nous le publions avec joie, sous un titre donné par la rédaction.

Nous publions également des poèmes tchécoslovaques contemporains, présentés et annotés par Vladimir Claude Fišera. Ces derniers montrent l'écho de Trotsky dans l'opposition et dans la poésie.

Gilles Vergnon

Face à Hitler ?

Le K.P.D. de 1930 à 1933 un état de la question

Depuis les travaux pionniers d'Ossip Flechtheim en 1948 et de Siegfried Bahne en 1960, l'historiographie du K.P.D. a fait de considérables progrès, avec, en particulier, la sortie en 1969 de la somme magistrale d'Hermann Weber, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*. La publication récente par le même historien de *Die Generallinie*, qui rassemble les circulaires envoyées entre 1929 et 1933 par le Comité Central aux responsables de district et celle des passionnants souvenirs d'Herbert Wehner, l'un des rares survivants du noyau de direction du parti — et surtout l'un des rares à faire paraître des Mémoires qui n'aient pas reçu l'accord préalable du gouvernement de R.D.A. — permet aujourd'hui d'apporter un nouvel éclairage sur cette question fondamentale de l'histoire du XXème siècle. ¹

I. Les principaux ouvrages sur le K.P.D. sont, dans l'ordre de parution :

- Ossip Flechtheim, *Die K.P.D. in der Weimarer Republik*, Offenbach, 1948 (traduction française, *Le Parti communiste allemand sous la république de Weimar*, Paris, François Maspero, 1972)
- Siegfried Bahne, *Die Kommunistische Partei Deutschlands*, in *Das Ende der Parteien*, sous la direction d'Erich Matthias et Rudolf Morsej, Düsseldorf, Droste Verlag, 1960. Ce texte a été réédité dans une version neuve et augmentée d'une importante bibliographie. sous le titre *Die K.P.D. und das Ende von Weimar, Das Scheitern einer Politik 1932-1935*, Francfort, Campus Verlag, 1976.
- Hermann Weber, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus. Die Stalinisierung der K.P.D. in der Weimarer Republik*, 2 volumes, Francfort, Europäische Verlagsanstalt, 1969.
- Hermann Weber, *Die Generallinie. Rundschreiben des Zentralkomitees des K.P.D. an die Bezirke 1929-1933*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1981.
- Il faut y rajouter le témoignage d'Herbert Wehner, *Zeugnis, Persönliche Notizen 1929-1942*, Cologne, Kiepenheuer und Witsch, 1984.

1. La politique 1930-1933

Depuis son 12^e congrès de juin 1929, précédent le 10^e plenum de l'I.C. en juillet, le K.P.D. est engagé jusqu'à 1934-1935 dans la ligne « classe contre classe » définie à Moscou.

Largement épuré de ses « conciliateurs », convié à se jeter dans la « lutte corps à corps » qui, selon Kuusinen, représente l'état d'esprit dans les grandes masses ouvrières, le K.P.D. devient l'élève modèle de l'I.C., le plus acharné et le plus aveugle.

La ligne générale inchangée quant au fond, connaît néanmoins plusieurs inflexions avant 1933, bien dégagées par Hermann Weber.² Jusqu'au début 1930, le K.P.D. combat la social-démocratie comme un seul bloc « social-fasciste », l'adhérent de base étant assimilé à sa direction dans une même optique.

Le quotidien communiste *Die Rote Fahne* écrit ainsi en février 1930 :

« Notre feu roulant sur les grands Zörgiebel (*préfet de police social démocrate de Berlin N.D.A.*) a seulement un sens s'il est lié en même temps avec l'assaut sur les petits responsables embourgeoisés. Celui qui appartient encore au S.P.D. est pourri et doit être viré des entreprises et des syndicats... Ce combat se terminera devant les tribunaux révolutionnaires de la République des Conseils. »³

Cette ligne extravagante était infléchie au printemps, sans doute en relation avec le freinage de la collectivisation en U.R.S.S. — l'article de Staline, « Le vertige du succès » paraît le 2 mars — et la constitution du cabinet Brüning en Allemagne qui met fin à la « grande coalition » et à la participation du S.P.D. au gouvernement.

« L'ultragauchiste » Paul Merker est renvoyé du Bureau politique et le Parti en appelle au « front unique par en bas ».

La troisième phase distinguée par Weber débute avec la parution le 24 août 1930 du fameux « Programme pour la libération nationale et sociale de l'Allemagne », en fait le premier programme du K.P.D. depuis son congrès de fondation.⁴

2. voir son *Introduction à Die Generallinie*, op. cit., pp. CXI.

3. *Die Rote Fahne*, 22 - 2 - 1930, cité par Hermann Weber, op. cit., p. XX.

4. Paru dans la *Rote Fahne* du 24 août 1930, le « Programme de libération nationale et sociale du peuple allemand » dénonçait la « démagogie et les phrases radicales des fascistes » et leur prétention à s'opposer au traité de Versailles et au plan Young. Voulant démontrer cette duplicité et affirmer le monopole du K.P.D. à une véritable défense du peuple allemand, le programme affirmait par exemple que les dirigeants nazis acceptaient « l'annexion brutale du Sud-Tyrol à l'Italie fasciste » et « livraient sans conditions les régions allemandes du Sud-Tyrol aux conquérants étrangers. » Se prononçant pour l'annulation de toutes dettes et réparations et le droit d'autodétermination des populations allemandes extérieures au Reich, le texte attaquait avec la

Sévèrement critiqué par Trotsky pour ses concessions au nationalisme, ce texte a été jugé différemment par certains historiens. Louis Dupeux estime qu'il était avant tout tourné contre les nazis et en fait même un programme précurseur des « Fronts populaires », : « La ligne Schlageter » et le programme de libération n'ont certainement pas été du « national-bolchevisme », mais les premiers rudiments de futures positions politiques comme le « Front Populaire », le « nouveau bloc historique », le « compromis historique » etc... avec lesquelles les communistes orthodoxes ou dissidents d'Europe occidentale cherchent à s'adapter à la réalité sociale »⁵.

Selon cette version, la période d'application de ce programme correspondrait à une recherche « d'indépendance nationale » de la part du K.P.D., s'écartant des directives du Komintern et Heinz Neumann, le rédacteur supposé de ce texte, serait « le grand ancêtre » de Thorez, Togliatti et des « voies nationales au socialisme ».

Moscou aurait repris en main le K.P.D. au printemps 1931, et l'engagement du parti dans le « plébiscite rouge » de juillet aux côtés des nazis contre le gouvernement social-démocrate de Prusse serait un retour à la lutte prioritaire contre le social-fascisme :

« Le plébiscite rouge qui ne correspondait à aucune nécessité propre à la vie politique allemande était seulement un produit de la ligne « de gauche » de l'I.C. stalinisée. »⁶

Cette présentation des faits est séduisante, mais n'est pas, selon nous, conforme à la réalité. D'abord parce que les « Fronts Populaires » — les tentatives postérieures à la guerre d'Union Nationale ou de « compromis historique »,... sans doute de même inspiration, posent d'autres problèmes — sont inséparables de la recherche par la diplomatie soviétique d'alliances occidentales contre les menaces allemandes et japonaises : ce n'est pas alors la politique de l'U.R.S.S..

Ensuite parce que rien ne permet d'affirmer que le programme d'août 1930 ait été élaboré de façon indépendante de Moscou. Enfin parce que la lutte contre les socialistes n'a jamais cessé un seul instant avec des dénonciations, de

même vigueur les « chefs social-démocrates ... bourreaux auxiliaires de la bourgeoisie allemande..., agents volontaires des impérialistes français et polonais. »

On trouve par ailleurs dans ce même texte des formulations plus classiques rappelant que la crise n'était pas l'unique conséquence du traité de Versailles et des plans de réparations, mais qu'il fallait aussi « renverser la domination de la bourgeoisie dans son propre pays », car la crise sévissait partout, sauf en U.R.S.S.

Le texte est reproduit intégralement dans *Der deutsche Kommunismus. Dokumente*, Cologne - Berlin, Kiepenheuer und Witsch, 1963, pp. 58-65.

5. Louis Dupeux, *National - bolschewismus in Deutschland*, Munich, C.H. Beck, 1985, p. 467.

6. *Ibidem*, p. 464 - Rappelons que le « plébiscite rouge du 9 août 1931 fut un référendum demandé — et obtenu — par les nazis pour la dissolution du Landtag (assemblée régionale) de Prusse et, donc, le renversement du gouvernement S.P.D. de Prusse.

plus en plus calquées sur le style nazi, des « bonzes corrompus » de la social-démocratie.

Enfin également parce que « le programme de libération » est loin d'être déclaré caduc en 1931 et qu'il nourrira de multiples initiatives jusqu'en 1933. Son utilité première était d'exploiter d'éventuelles divisions dans les rangs nazis — n'est-il pas paru quelques semaines après la scission du N.S.D.A.P. d'Otto Strasser et de ses « national-socialistes révolutionnaires » ? ⁷ et de rassurer les milieux nationalistes et militaires. Nous y reviendrons. Quoiqu'il en soit, ce programme semble n'être pour rien dans les progrès enregistrés aux élections de septembre 1930 où le K.P.D. passe de 10,6 à 13,1 % des suffrages exprimés, gagnant 1 300 000 voix, le succès — très relatif par rapport aux nazis — étant du à la vague de misère et de paupérisme qui gonfle les rangs du parti.

Désormais sont en place toutes les pièces composant la politique qui sera suivie jusqu'à la fin : appels simultanés à la « libération nationale » du pays et au « front unique par en bas » en direction des ouvriers socialistes. Seule variera l'analyse de la conjoncture et le poids respectif des différents mots d'ordre.

Ainsi la « quatrième phase » aperçue un peu artificiellement par Weber, de décembre 1930 au printemps 1931 et qu'il baptise « le fascisme est là » associe simplement les mots d'ordre déjà cités à une appréciation aberrante des événements. ⁸ *Die Rote Fahne* écrit le 2 décembre que « nous avons à faire à une République fasciste » et Walter Ulbricht déclare devant les responsables de Berlin-Brandebourg : « Le gouvernement Brüning est le premier gouvernement de la dictature fasciste ».

Les remontrances de l'I.C. affirmant par la voix de Piatnitsky que « le pas décisif n'est pas encore franchi » ne modifient pas la ligne générale qui court sur toute l'année 1931, jusqu'au printemps 1932, en intégrant au passage le « plébiscite rouge ». Il semble dans ce dernier cas — c'est ce qu'affirment aujourd'hui des historiens de R.D.A. — que Staline et Molotov intervinrent directement pour contraindre le K.P.D. à appeler au vote « Non » de concert avec les nazis : le jour même où la direction modifiait sa position, le journal du parti en Prusse Orientale écrivait « Toute voix Non compte pour les trompeurs du peuple. » ⁹

7. Otto Strasser (1897 - 1974), un des premiers responsables nazis en Allemagne du nord et défenseur au sein du N.S.D.A.P. d'une rhétorique socialisante et anticapitaliste, l'avait quitté le 4 juillet 1930 avec 24 autres cadres du mouvement. Dans un texte intitulé : « Les socialistes quittent le N.S.D.A.P. », ils dénonçaient l'abandon par Hitler du programme initial de 1920, les fameux « 25 points » et avisaient de la création de la *Kampfgemeinschaft Revolutionärer Nationalsozialisten* (K.G.R.N.S., communauté de combat des national-socialistes révolutionnaires). Le nouveau programme en 7 points réclamait entre autres le refus de toute guerre d'agression contre l'U.R.S.S., le soutien au combat des peuples des Indes contre la domination coloniale, la lutte contre la « bonzification » du parti nazi (Cf Otto-Ernst Schüddekopf, *National-bolschewismus in Deutschland 1918 - 1933*, Francfort, Ullstein, 1973, pp. 321-338).

8. Cf Hermann Weber, *op. cit.*, pp. XXIX - XXXIV.

9. Hermann Weber, *op. cit.*, p. XXXVII.

De nombreux électeurs communistes refusèrent de participer au vote et la *Rote Fahne* du 24 novembre 1931 devait reconnaître qu'il existait « un mur » entre communistes et social-démocratie à la base. Quelques mois plus tard, Ernst Thälmann, le candidat du K.P.D. aux élections présidentielles, obtenait 4 983 341 voix au premier tour, soit 13,2% des suffrages : la progression était très faible — 400 000 voix de plus qu'en 1930 — et masquait des revers sensibles dans les bastions traditionnels du parti.

Dans la circonscription électorale de Berlin, Thälmann obtenait 29,4% des voix, contre 33% pour le K.P.D. en septembre 1930, 23,2% des voix à Halle-Merseburg contre 25%, 16,9% à Potsdam II (19,7) et 18,4% à Potsdam I (20,0). ¹⁰

Au second tour le 10 avril, Thälmann perdait plus d'un million de voix ; une partie de ses électeurs du premier tour s'abstenait - la participation électorale baissa de plus d'un million de voix —, une autre votait Hindenburg pour barrer la route à Hitler, une troisième votait Hitler « pour accélérer le dénouement » comme des militants de Magdeburg qui avaient pris au mot les propos de Remmele : « Après les fascistes, ce sera notre tour ! » ¹¹.

Cet échec relatif se prolongeait aux élections régionales du 24 avril où le K.P.D. perdait 300 000 voix en Prusse.

La succession des revers électoraux et sans doute aussi, l'insatisfaction croissante de la base ¹², amenaient un tournant important — à vrai dire le seul dans cette période — dans la ligne politique.

Hermann Weber note que le K.P.D., pour un très bref moment, va aller « jusqu'aux frontières de la stratégie qui excluait le front unique par en haut ».

Le 25 avril, le comité central lance un appel à tous les travailleurs social-démocrates et syndiqués et assure :

« Nous sommes prêts à combattre ensemble avec chaque organisation dans laquelle les travailleurs sont rassemblés, et qui veut réellement mener le combat contre les baisses de salaires... » ¹³

Le 25 mai, un nouvel appel enjoint de « barrer au fascisme hitlérien la route du pouvoir ». ¹⁴

10. Cf Alfred Milatz, *Das Ende der Parteien im Spiegel der Wähler, 1930 bis 1933* in *Das Ende der Parteien*, *op. cit.*, pp. 761, 762 et 778. Thälmann améliorerait au contraire les résultats des élections législatives de 1930 dans des zones où le P.C. était faiblement implanté : en Haute Bavière et Souabe (Oberbayen Schwaben), 7,8% contre 6,1% au lieu de 4,7 en Basse Bavière (Niederbayern); 5,8% et 4,8% en Franconie (Franken).

11. Cf *Permanente Revolution*, (organe de l'opposition de gauche), n°8, mi-avril 1932, pp. 2 et 11, compte rendu de réunions du K.P.D. à Magdeburg.

12. *Ibidem*. Le journal signale une réunion de quatre cellules de Charlottenburg qui auraient adopté par 85 voix contre 15 une résolution contre la ligne du social fascisme et réclamant la liberté de discussion dans le parti.

13. *Die Rote Fahne*, n° 83, 26.4.1932.

14. *Die Rote Fahne*, n° 113, 26.5.1932.

Surtout une circulaire du 4 juin aux responsables de district établissait pour la première fois :

« Les différences entre les deux ailes du front de classe bourgeois-capitaliste, par rapport aux méthodes de la dictature bourgeoise — bien qu'il n'y ait entre ces deux ailes aucune différence ou opposition de classe — peuvent mener pourtant le cas échéant à des conflits violents entre ces deux ailes. Ainsi le fascisme hitlérien a le plus grand intérêt à un affaiblissement, allant le plus loin possible, des organisations sur lesquelles repose l'influence de la social démocratie... »

Elle poursuivait :

« L'orientation stratégique du coup principal contre la social démocratie ne signifie pourtant en aucun cas que, dans notre agitation, nous mettons en tête avant toute autre question la dénonciation du S.P.D. de façon grossière et schématique ».

Enfin, dans l'action pratique, il s'agissait de construire dans les entreprises et les quartiers « l'Action antifasciste », large mouvement « à adhésion individuelle ou collective » dont les membres se reconnaissaient au port d'un insigne. Les divers comités préexistants, déjà en place (Secours Rouge, Comité de chômeurs) ne devaient pas pour autant se dissoudre mais « se rattacher » à l'« Action antifasciste ».

La circulaire répétait en conclusion :

« Nous ne marchons jamais avec les nazis contre la Reichsbanner mais au contraire avec les ouvriers de la Reichsbanner contre les S.A. Cette différence doit être clairement établie dans tout le parti. »¹⁵

Si l'on néglige la logomachie persistante et les nombreuses périphrases visant à dissimuler l'existence d'un tournant, le changement de ton et d'objectifs est indiscutable et l'on comprend pourquoi Alfred Rosmer écrit en juillet :

« La direction du parti, tout en sabotant le front unique, a renoncé à la Troisième Période ». ¹⁶

Une circulaire du Comité Central datée du même jour note que « la menace fasciste sur la classe ouvrière allemande est arrivée aujourd'hui à un point tel que toute perte de temps pourrait avoir des conséquences funestes... Seul le développement immédiat d'actions de combat des larges masses peut contrecarrer la participation au gouvernement du fascisme hitlérien qui serait un pas très dangereux sur la voie de la dictature fasciste ouverte en Allemagne ». Le texte qui continue de dénoncer les dirigeants S.P.D. « valets du fascisme », appelle à constituer dans les entreprises les cercles de l'« Action anti-fasciste » comme un mouvement de masse « par l'adhésion collectives du personnel de l'entreprise, des organisations syndicales locales, des organisations de masse de toute sorte, de groupes oppositionnels de la Reichsbanner, du S.P.D. ou du S.A.P. ». (Hermann Weber, *op. cit.*, document n° 64, pp. 489 sq.).

15. « Directives du secrétariat », *ibidem*, document n° 65, pp. 492-510.

16. Lettre à Auguste Mougeot, 6 juillet 1932, Musée Social, Paris.

L'Opposition de Gauche de son côté salue les « premiers pas accomplis sous la pression des événements » et réclame que les actes suivent maintenant les paroles.¹⁷

Ces rectifications étaient en tout cas bien accueillies par la base et les cadres intermédiaires du parti et Weber mentionne des rapports provenant des districts de Thuringe et Halle-Merseburg faisant état de résultats positifs. Des organisations locales « en profitent » pour s'adresser à leurs vis-à-vis du S.P.D., de l'A.D.G.B., comme à Heilbronn ou Göttingen, ou même à la K.P.O. brandlérienne, comme à Tübingen. A Berlin même la direction lance le 17 juin un appel à l'action commune au S.P.D., à l' A.D.G.B., à la Reichsbanner.¹⁸

Le « tournant » ne dure pas et dès le 14 juillet de nouvelles « directives du secrétariat » ramènent le K.P.D. à son ancienne orientation.

Le document parle de « fautes impardonnables » et relève « qu'en de nombreux endroits » le parti risque de « se laisser détourner » de sa politique et glisser « sur une ligne de moindre résistance » sur la question du front unique. Il rappelle que le « véritable front unique ne peut être formé que d'en bas » et que l'appel du 25 avril - « Nous sommes prêts à combattre en commun, etc... » — a été fréquemment mal interprété « comme une démarche au sommet ».

Les accords de direction à direction pour l'organisation de manifestations communes sont « inadmissibles ». Inadmissibles également les « réunions communes » où l'on discute « abstraitement » du front unique.

Insistances et lourdes répétitions révèlent les difficultés à convaincre une base trop tôt satisfaite d'un tournant permettant enfin de libérer des aspirations trop longtemps bridées.

Le secrétariat le sait bien qui appelle à « réagir avec énergie » contre l'appréciation « libérale » qui a cours sur le S.A.P. et à défendre avec « une énergie de fer » la stratégie et la tactique du parti, au besoin « contre les aspirations des masses, actuellement disponibles pour une unité à tout prix... aspirations qui se font remarquer jusque dans nos rangs. »¹⁹

17. *Permanente Revolution*, n° 9, début mai 1932, pp. 7 et 8.

18. Hermann Weber, *op cit.*, p. XLVII.

19. « Directives du secrétariat pour la politique de front unique », *ibidem*, document n° 68, pp. 526-533. Certaines organisations du parti s'étaient engagées relativement bien dans la voie du front unique; le groupe local de Weissenfels, près de Halle demandait que « cesse la lutte fratricide » entre partis ouvriers et que soient concentrés toutes les forces contre « l'ennemi unique, le N.S.D.A.P. ». Au Landtag de Prusse, Wilhelm Pieck, un des principaux dirigeants du parti, avait proposé le soutien des députés communistes au Zentrum et au S.P.D. pour éviter une présidence nazie à l'assemblée.

Après ce bref épisode « unitaire », interrompu sans doute sous la pression du Comintern, la ligne traditionnelle s'applique sans discontinuité jusqu'à la fin, réservant ses principaux coups au S.P.D. qu'une circulaire du 28 janvier 1933 dépeint comme « en voie de fascisation... »²⁰

2. Effectifs, organisation, structures

Dans un livre récent sur l'antifascisme du K.P.D., Eve Rosenhaft énonce bien le paradoxe à la base de toute étude du K.D.D. dans cette période :

« Pourquoi le K.P.D. eut-il sa plus grande audience populaire, faite d'adhésions et de succès électoraux, alors qu'il poursuivait une politique apparemment absurde ? »²¹

Les chiffres sont incontestables : recueillant 13,1% des suffrages en septembre 1930, le parti communiste allemand obtient 14,3% en juillet 1932, gagnant 700 000 électeurs, et 16,9% en novembre, gagnant encore 700 000 électeurs malgré la baisse de participation électorale. La progression des adhésions suit la même courbe : fort de 143 000 adhérents en 1927, il en compte 320 à 360 000 fin 1932, pour finir à 300 000 le 30 janvier 1933, selon Piatnitsky.²²

Pourtant cette croissance est directement proportionnelle à une détérioration de la santé du parti, de ses capacités d'action, de son poids dans la société allemande. Il n'y a pas développement linéaire du K.P.D. de 1927 à celui de 1933 : il y a constitution d'un nouveau parti, sur les ruines du premier.

Le parti de 1927 comptait 68% d'ouvriers d'industrie, en majorité qualifiés ; 33% de ses membres ont moins de 30 ans, 32,7% entre 30 et 40 ans. La jeunesse de ses effectifs n'exclut pas l'enracinement dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand : 30,3% des adhérents ont appartenu auparavant au S.P.D.

En 1930, le K.P.D. ne dénombre plus que 32,2% d'ouvriers et seulement 11% en 1932. Le K.P.D. est bien devenu « le parti des chômeurs » : le pourcentage de sans emploi dans ses rangs dépasse le même pourcentage dans l'ensemble de la classe ouvrière. Ces transformations sociales s'accompagnent d'une base relative du nombre de cellules d'entreprise : en 1931, elles passent de 1524 à 1802 (soit + 15%), alors que les groupes locaux passent de 3769 à 5231 et les cellules de quartiers de 3394 à 5888 (+ 75%). Fin 1932, on compte 2210 cellules d'entreprises, 6000 cellules de quartier, 6500 groupes locaux : de plus la plupart des cellules d'entreprise sont composées de militants « rattachés », extérieurs à l'entreprise. Du coup, l'implantation syndicale est extrêmement faible : le K.P.D. dirige seulement 250 des 13129 unions locales de l'A.D.G.B. (Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund, la principale confédération), 10% de ses militants sont syndiqués à l'A.D.G.B.

20. « Circulaire du secrétariat », document n° 87, pp. 647-662.

21. Eve Rosenhaft, *Beating the fascists ? The German communists and political violence 1929-1933*, Cambridge University Press, 1983, p. X.

22. Siegfried Bahne, *op. cit.* (nouvelle édition), p. 15 et 16.

L'opposition syndicale qu'il anime, la *Revolutionäre Gewerkschaft Opposition* (R.G.O.) ne compte que 160 000 membres.

Les effectifs du parti connaissent en outre d'importantes fluctuations : avec 133 000 adhérents en janvier 1930 et 143 000 adhésions au cours de l'année, il a seulement 180 000 membres en décembre, ce qui s'explique par les 95 000 sorties enregistrées dans le même délai.²³

Ces chiffres, sur lesquels s'accordent tous les historiens, montrent une organisation littéralement construite sur du sable et ouverte à tous les vents. Certains observateurs de l'époque l'avaient déjà discerné. Boris Goldenberg, un jeune étudiant berlinois militant au S.A.P. et correspondant de Trotsky, analysait la croissance du K.P.D. comme « indépendante de la tactique impulsée » et simplement sur une « base protestataire, à cause de l'accentuation de la crise... à cause de la banqueroute totale du réformisme... ». Pour lui, l'avant-garde sociale ne se trouve plus au K.P.D. et les vieux cadres formés à l'époque du spartakisme sont pour beaucoup en dehors du parti, pour une part inactifs à l'intérieur du parti, pour une autre part corrompus dans l'appareil. Il ajoutait que la masse des adhérents est un « troupeau de moutons » et que la bureaucratization, comparée à une « artériosclérose de haut en bas » était telle que tout changement de cap devenait impossible.²⁴

Cette opinion est corroborée par un témoignage sur la vie d'une cellule locale, paru dans la presse de l'opposition, et signé par K. Mar, pseudonyme de Werner Scholem,²⁵ ex « zinoviéviste » allemand, organisateur de l'Opposition dans le parti en 1925, exclu en 1926, avant de reprendre ses études d'avocat et de se lier personnellement à Léon Sedov.

Selon cette relation, les adhésions intègrent au parti une masse « d'intellectuels, petits bourgeois en faillite, employés et techniciens au chômage, en bref des gens appartenant à ces couches moyennes broyées, qui étaient auparavant indifférentes, se révoltent maintenant contre une misère sur-

23. L'ensemble des données chiffrées qui précèdent est extrait des études minutieuses d'Ossip Flechtheim, *op. cit.*, pp. 243-253 et de Siegfried Bahne, pp. 15 sqq.

24. Lettres du 19.1 et du 6.4. 1932, A.H. 1519 et 1520.

Boris Goldenberg (1905 - 1980), issu d'une bonne famille berlinoise, avait déjà derrière lui une carrière politique longue et mouvementée : adhérent dès 1924 au S.P.D., il en avait été exclu en 1926 après une prise de contact avec le K.P.D. Membre de la direction nationale des étudiants communistes de 1927 à 1929, il adhère ensuite à la K.P.O., puis en 1923 au S.A.P.. Il était personnellement lié à Léon Sedov.

Il est intéressant de noter que les chiffres sur la composition du parti qu'il fournit dans sa lettre du 19 janvier sont presque totalement corroborés par les travaux actuels : selon lui, 66% des cadres de Berlin ont moins de 3 ans d'ancienneté dans l'organisation et, nationalement, le P.C. compte seulement 20% d'ouvriers dans ses rangs, soit 50 à 60 000 au total, c'est-à-dire 0,7 à 0,8% du total des ouvriers d'industrie dans toute l'Allemagne.

25. *Permanente Revolution* (dorénavant *PR*), n°4, mi février 1932, p. 7, « *Wie es in den Strassenzellen aussieht* ».

Werner Scholem (1894-1940), pacifiste en 1914, avait rejoint l'U.S.P.D. en 1917, puis le K.P.D.. Il avait été en 1926 un des principaux organisateurs de l'opposition « zinoviéviste » dans le K.P.D., avec Ruth Fischer et Arkadi Maslow. Ses contributions à *PR*, bourrées d'informations, sont particulièrement précieuses pour l'historien.

gie brutalement et pensent « Il doit se passer quelque chose ». Beaucoup d'entre eux deviennent fascistes mais beaucoup d'autres se rallient aussi au K.P.D.. »

Il poursuit :

« Mais où sont donc les ouvriers d'industrie ? N'est-il pas symptomatique que ceux-ci en aient par dessus la tête de tous les partis, mais particulièrement du K.P.D., qui ne leur montre pas comment l'on doit combattre ? »

La cellule berlinoise ainsi décrite compte de 70 à 80 membres, mais ils ne sont que 20 ou 30 à assister aux réunions hebdomadaires.

« Les vieux militants ne viennent pas, d'abord parce qu'ils sont intérieurement brisés et ne croient plus à rien, ensuite parce qu'ils sympathisent avec l'Opposition, mais ne veulent pas sortir. »

Les 20 ou 30 participants se décomposent en deux groupes :

— « Les employés du Parti au sens le plus large » : permanents, employés du Secours Rouge, de la R.G.O. ou d'une entreprise soviétique... et leurs épouses. « Ce sont ces éléments qui terrorisent la cellule. Ils approuvent avec enthousiasme toute ligne qui garantit leurs appointements. En ce moment, ils prêchent sur ordre que le fascisme serait déjà là. En réalité les gaillards tremblent devant le fascisme qui arrive, car ils savent qu'à ce moment Teddy et Remmele fileront sans doute à Moscou tandis qu'ils seront abandonnés aux couteaux. »

— « Quelques camarades actifs, sans que cela ne leur rapporte rien » : pour l'essentiel de jeunes militants qui se lancent dans l'action avec ardeur avant d'être rapidement déçus et de disparaître ou de cesser de militer activement. « Alors il en arrive de nouveaux ».

Ce tableau — que l'on pourrait recouper avec les témoignages d'Arthur Koestler²⁶ sur sa cellule, de Manes Sperber et Gustav Regler — permet de reprendre une question souvent évoquée, celle des racines sociales de la division entre S.P.D. et K.P.D.

Selon cette thèse, la coupure entre le « parti des ouvriers âgés » et le « parti des jeunes et des chômeurs » était si profonde qu'aucune unité durable n'était possible, même si le P.C. avait modifié sa politique..

Nous pensons qu'il faut plutôt renverser la perspective : c'est la ligne politique imposée par le Comintern qui interdisait au K.P.D. de trouver une base

26. Cf Arthur Koestler, *Hiéroglyphes*, Tome I, Paris, le livre de poche, 1978. Manes Sperber, *Porteurs d'eau* et *le Pont inachevé*, Paris, Calmann Lévy, 1976 et 1977; Gustav Regler, *Le glaive et le fourreau*, Paris, Plon, 1960.

sociale stable et détruisait celle qui existait antérieurement. Inversement cette même ligne suscitait la base sociale appropriée : un appareil de fonctionnaires domestiqués et une masse fluctuante de jeunes chômeurs désespérés. Les chômeurs communistes de 1932 ne sont pas, dans leur majorité, des ouvriers communistes de 1927, victimes de licenciements économiques ou d'une répression interne aux entreprises. Les chômeurs sont de *nouveaux* adhérents et les « vieux » militants soit sont partis, soit maintiennent une adhésion toute passive, soit encore militent dans les « organisations soeurs » du P.C., comme l'« *Internationale Rote Hilfe* » (Secours Rouge International qui compte au début 1932 131 000 communistes sur 338 000 adhérents) ou surtout les organisations de défense antifasciste comme le prestigieux *Roter Frontkämpferbund* (R.F.B., Ligue du Front Rouge des Combattants).

Ajoutons enfin que certains dirigeants de l'I.C. ou du K.P.D. vont jusqu'à « théoriser » la construction des P.C. comme « partis des chômeurs », faisant ainsi de nécessité, vertu. Lozovsky, secrétaire général de l'Internationale Syndicale Rouge, affirme que les chômeurs descendent dans la rue avant nous, ne se tracassent pas à l'idée d'être arrêtés par la police... (et) trouvent plus facilement leur voie vers les « plus hautes formes de lutte »...²⁷

3 - Communistes et nazis

L'ascension spectaculaire du N.S.D.A.P., révélée dans le scrutin de 1930, obligeait les dirigeants communistes à développer une tactique particulière à leur égard. La question se posait avec une acuité spéciale à Berlin, « bastion rouge », où le parti obtenait ses meilleurs résultats électoraux et où agissaient ses plus puissantes organisations.

Nouveau venu à Berlin — la section locale est fondée début 1925 —, le parti nazi connaît une ascension rapide sous l'impulsion de son nouveau *Gauleiter*, Joseph Goebbels. Celui-ci comprit rapidement que le nazisme ne pouvait prospérer dans la capitale qu'en se donnant un visage « de gauche » différent de celui qu'il se donnait dans ses bases munichoises, en bref en présentant le N.S.D.A.P. « comme étant aussi un parti ouvrier. »²⁸

Dans cette optique, les S.A. cherchent à s'implanter dans les quartiers ouvriers comme Wedding — où le K.P.D. est majoritaire en voix de 1924 à 1933 —, Neukölln, Friedrichshain... Ils s'infiltrèrent en développant leurs *Sturmlokale*, les « tavernes S.A. » qu'Eve Rosenhaft définit comme « un mélange de *clubhouse* et d'estaminet, souvent équipés de matériel de couchage, sous le contrôle incontesté des S.A... le *Sturmlokal* était une base opérationnelle, une forteresse en territoire ennemi. Entre 1928 et 1933, surtout après 1930, les

27. *Inprekorr*, n° 76, 4.8.1931 et n° 94, 30.9.1931, cité par Eve Rosenhaft, *op. cit.*, p. 48. Le même auteur cite également un curieux article de Neumann sur l'anniversaire de la Commune de Paris où la Garde Nationale parisienne est comparée aux formations de défense des chômeurs. (*Rote Fahne*, 18.3.1931).

28. Cf. Henning Köhler, « Berlin in der Weimarer Republik », in « *Geschichte Berlins*, C.H. Beck, Munich, 1987, p. 913 sq.

Sturmlokale non seulement se multiplient mais se rapprochent de plus en plus des quartiers rouges, succédant même aux communistes dans des lieux qu'ils avaient traditionnellement fréquentés. »²⁹

L'implantation d'un *Sturmlokal* était en effet relativement facile : les tenanciers de débits de boissons dans les quartiers ouvriers voyaient leur revenus menacés par la paupérisation de leur clientèle et étaient sensibles aux avances des nazis qui leur offraient des garanties de consommations : débit forfaitaire de bière par jour, minimum de repas assurés etc...³⁰

Pour le K.P.D., réagir, c'était d'abord empêcher physiquement les nazis de s'installer dans ses « zones réservées » : pour cela, il disposait d'organisations de défense. Mais c'était aussi rechercher les moyens politiques de les scissionner, de regagner au mouvement ouvrier les « camarades S.A. » fourvoyés... tout cela en restant dans les limites de la « ligne générale »...

Depuis sa création, le K.P.D. avait mis sur pied de multiples formations paramilitaires. La plus importante — et la plus ancienne — fut le *Roter Frontkämpferbund* créée en 1924 avec l'objectif de recruter les meilleurs cadres et combattants des « Centuries Proletariennes », milices ouvrières actives lors de la révolution avortée de 1923. Dissout en 1929 alors qu'il comptait sans doute plus de 100 000 adhérents, le R.F.B. poursuivit son existence dans la clandestinité et ses fonctions « militaires » furent assurées en principe par le *Proletarischer Selbstschutz*, en fait le service d'ordre du parti, et, plus largement, par le *Kampfbund gegen den Faschismus* (Ligue de combat contre le fascisme) qui cherchait à être un mouvement de masses. Il ne restait au R.F.B. clandestin qu'à « faire de l'agitation pour son retour à la légalité » et, plus sérieusement, à former des cadres militaires pour la future Armée Rouge.³¹

Mais le R.F.B. n'accepta que difficilement ce rôle subalterne. Sous l'impulsion d'Erich Wollenberg, son responsable en 1931-1932, lieutenant de réserve, ancien professeur de l'École Internationale Lenine de Moscou et commandant de régiment de l'Armée Rouge, il demeura le fer de lance du combat antifasciste dans les quartiers et ses militants — bien que peu nombreux — conservaient un immense ascendant.³²

29. Eve Rosenhaft, *op. cit.*, pp. 19-20.

30. Eve Rosenhaft développe longuement l'exemple de la taverne 35 Richardstrasse, dans le quartier de Neuköln. Achetée en 1929 par un entrepreneur de Magdebourg, Heinrich Böwe, elle était devenue un foyer d'activités politiques de la gauche sur le quartier, avec l'existence de la crise économique, la majorité des consommateurs, frappée par le chômage, fut incapable de payer régulièrement ses consommations, tout en continuant à passer ses journées et soirées à la taverne. Böwe, menacé de ruine rapide, accepte la proposition des S.A. qui lui garantissent un débit minimum d'un baril (150 litres) de bière par jour; la taverne se transforma en *Sturmlokal* où 100 personnes se réunissent régulièrement dans l'arrière salle avec 30 repas chauds servis chaque jour. (*op. cit.*, p. 119).

31. *Ibidem*, pp. 88-110.

32. Erich Wollenberg (1892-1973), volontaire en 1914, avait adhéré en 1918 à l'U.S.P.D., puis au K.P.D.. Il commande en 1919 à Munich l'infanterie de l'Armée Rouge de l'éphémère République des conseils et devient le « spécialiste » militaire du K.P.D.; il complète sa formation en 1924 à

Créé officiellement lors d'un meeting le 28 septembre 1930, le *Kampfbund* était une organisation légale. Il devait organiser la lutte contre les nazis dans les entreprises, les bourses du travail et les quartiers. La lutte était comprise au sens le plus large : idéologique, politique et physique.

Le *Kampfbund* était en principe ouvert à tous : des directives d'organisation du 10 octobre 1930 spécifiaient que la ligue accueillait « toutes les organisations et personnes prêtes à mener une lutte de masses politique et idéologique contre le fascisme, en particulier contre le national-socialisme. »³³

Mais cette ouverture ne visait pas seulement le S.P.D. ou la Reichsbanner, l'organisation de défense socialiste, elle s'étendit sans rivage à droite.

Le bulletin de liaison des R.F.B. *Alarm* de novembre 1931 déclarait ainsi :

« On peut adhérer à la Reichsbanner, au S.P.D., au Zentrum et même au N.S.D.A.P. et être en même temps membre du *Kampfbund*. Dans le parti d'Hitler, il existe de nombreux éléments révolutionnaires honnêtes, qui combattant le cours fasciste des Hitler et consorts et ont des idées anticapitalistes. C'est la même chose pour le S.P.D., le Reichsbanner, le Zentrum, etc... »³⁴

Le N.S.D.A.P. et la social démocratie étaient ainsi traités sur un pied d'égalité comme sources possible de recrutement. Peu de nazis s'affilièrent au *Kampfbund*; en revanche la plate-forme de l'organisation, qui s'inscrivait parfaitement dans l'orientation d'ensemble du parti, rebutait les adhérents de la *Reichsbanner* : or c'était seulement dans cette direction que le combat contre le nazisme pouvait rencontrer un écho, une base sociale plus stable et une chance de succès.

Adhérents du R.F.B., du *Kampfbund*, de la Jeunesse Communiste, auxquels s'associèrent de nombreux jeunes appartenant parfois aux « cliques », ces bandes d'adolescents aux marges de la délinquance et liées par des rites initiatiques, furent conviés à se lancer à l'assaut des *Sturmlokale*, les Tavernes S.A.. La campagne débute en avril 1931 et les attaques culminèrent en septembre et octobre avec l'attaque de la taverne Böwe, Richardstrasse à Neuköln.³⁵

Le 10 novembre pourtant, le Comité Central du K.P.D. arrêta tout net cette campagne par une résolution dénonçant « l'état d'esprit gauchiste », « les tendances terroristes, l'usage de la terreur individuelle contre les fascistes ». ³⁶

Moscou et devient chef de bataillon à Saratov dans la 31^e division territoriale. Il fera jusqu'en 1933 où il sera exclu du P.C., de fréquents allers et venues entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne.

33. Rapport de police, Bayerisches Geheimes Staatsarchiv, Munich, M.A. 1943, A.V. 1238, cité par Otto Ernst Schüdekopf, *op. cit.*, pp. 287-288.

34. cité dans *PR*, n°4, mi février 1932, p. 6.

35. Voir Eve Rosenhaft, *op. cit.*, pp. 131-138 et 118-127.

La *Rote Fahne* du 23 avril publia la liste des quartiers généraux S.A., avec adresses et téléphones. L'attaque de la taverne Böwe eut lieu le 15 octobre et fut essentiellement menée à bien par des groupes du R.F.B. et du *Kampfbund*, ainsi que par le P.S.S. et l'appareil militaire local du parti.

36. *Ibidem*, p. 77.

Il est possible, comme le pense Eve Rosenhaft, que la direction communiste redoutait la mise hors-la-loi du R.F.B.. Il est possible aussi que la mise en sommeil des organisations de défense fût un gage de bonne volonté destiné à faciliter un rapprochement avec la social démocratie. Mais il existe aussi une autre explication que l'on ne peut écarter *a priori* : celle que propose Erich Wollenberg, responsable du R.F.B., dans une lettre ouverte parue en août 1934 dans le journal des trotskystes allemands *Unser Wort*, après son exclusion du K.P.D. en avril 1933. Ce témoignage jette une lumière crue sur les entraves mises par la direction du K.P.D. au développement du R.F.B. — qu'elle aurait voulu abandonner après sa dissolution en 1929 — et, par extension, de l'ensemble des organisations de ce type.

Erich Wollenberg estime que les interdits lancés contre la « terreur individuelle » tendaient à paralyser toutes les organisations de défense : leur existence indépendante gênait une direction qui ne s'intéressait réellement qu'à la lutte contre les « social-fascistes ». ³⁷

Cette interprétation permet en tout cas de mieux comprendre les résistances de la base à l'application de la résolution du 10 novembre. Les Jeunesses Communistes en particulier restèrent un foyer d'opposition à la nouvelle ligne.

Eve Rosenhaft cite une lettre envoyée le 13 novembre par un groupe de J.C. de Berlin Nord qualifiant la résolution du C.C. de « liberté laissée aux groupes de terreur fasciste contre les travailleurs. »

« Nous, jeunes révolutionnaires, avons toujours vu dans la loi du talion la meilleure défense contre les attaques fascistes. Pas seulement la lutte de masse, mais aussi la terreur individuelle !... Nous en sommes venus à la conclusion que la peur de l'illégalité a joué un rôle important dans la formulation de la résolution. Nous faisons remarquer que les Jeunesses communistes ont accompli une large part du travail illégal du parti à l'époque de l'état d'urgence, et cela sans rouspéter et sans s'enquérir des conséquences. Mais si l'illégalité apparaît tellement épouvantable au Comité Central, alors nous cesserons forcément tout travail illégal, de sorte que personne ne pourra tenter de nous faire porter la responsabilité d'une éventuelle interdiction du parti. Il est bien clair que cela coûtera beaucoup en énergie révolutionnaire et en dynamisme et que nous perdrons notre identité d'organisation révolutionnaire de la jeunesse. Grâce à cette résolution, la plus pure flamme de la révolution sera réduite à une flamme vacillante et nous n'aurons plus qu'à attendre que cette Allemagne soviétique que nous désirons tous passionnément tombe du ciel telle un cadeau. » ³⁸

Beaucoup de ces militants, ainsi que d'autres du R.F.B., rejoignirent « l'opposition Neumann Remmele » ou sympathisèrent au moins avec elle. Les derniers remous ne s'apaisèrent qu'à l'automne 1932.

Le second volet de la démarche communiste vis-à-vis des nazis était la recherche des « national socialistes honnêtes » ; le programme de « libération na-

37. « An die Mitglieder du K.P.D. ! An die Roten Frontkämpfer ! An die parteilosen, an die oppositionellen kommunistischen Arbeiter ! », *Unser Wort*, 4^e semaine d'août 1934, pp. 2 et 3.

38. Eve Rosenhaft, *op. cit.*, p. 84.

tionale et sociale » de 1930 était, au moins pour partie, rédigé en ce sens. Il fut d'ailleurs bien reçu par certains strassériens, ces « national socialistes révolutionnaires » qui reprochaient à Hitler et son état-major munichoïse l'abandon des « 25 points », le premier programme du N.S.D.A.P.

L'un d'entre eux, Eugen Mossadowsky, parla à son propos de « document historique » dont l'adoption rangeait le K.P.D. « dans le front de la résistance allemande. » ³⁹

Quelques autres franchirent le pas et adhérèrent au K.P.D. le 4 octobre 1930 : Wilhem Korn, ex-responsable des écoles de cadres du *Gau* de Brandebourg du N.S.D.A.P., puis préposé à la propagande et à l'éducation chez les strassériens, Rudolf Rehm, ancien *Gauleiter* adjoint du Brandebourg, puis responsable national à l'organisation de la *Kampfgemeinschaft* strassérienne et Lorf, un autre cadre du Brandebourg.

Korn et Rehm se définissaient eux-mêmes comme la « composante prolétarienne du national socialisme » mais ce dernier ajouta plus tard qu'il avait adhéré au K.P.D. pour essayer de le « démarxiser ». ⁴⁰

La politique communiste obtint son plus gros succès avec le ralliement du lieutenant Scheringer en mars 1931 : incarcéré à Leipzig pour propagande nazie dans l'armée, il avait été très déçu par une visite à Hitler faite lors d'une permission. Ecoeuré par le « pacifisme » (sic !) de ce « César costumé en Tyrolien », il avait été convaincu par des codétenus communistes. ⁴¹

Le P.C. lança, peu de temps après, une revue *Aufbruch, Kampfblatt im Sinne des Leutnants Scheringer*, chargé du débauchage des milieux nationalistes.

Des cercles de travail, les *Aufbruch Arbeitskreise*, se créèrent dans les grandes villes autour de cette publication. ⁴²

39. *Der nationale Sozialist* n° 155, 26.8.1930 cité par Otto Ernst Schüddekopf, *op. cit.*, p. 289 ; *Der nationale Sozialist* fut le titre du journal « strassérien » de juillet 1930 à janvier 1931.

40. Cf Louis Dupeux, *op. cit.*, p. 408 et Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1974, p. 421.

Louis Dupeux fait remarquer à juste titre que Korn et Rehm ne sont pas d'authentiques « national bolcheviques », mais plutôt des « national socialistes honnêtes » qui ont vu dans le nouveau programme du K.P.D. une confirmation de leurs propres positions.

41. Cf Otto Ernst Schüddekopf, *op. cit.*, pp. 294 sq et 505 et Jean-Pierre Faye, *op. cit.*, Richard Scheringer fut jugé à Leipzig du 23 septembre au 4 octobre 1930, avec deux autres jeunes officiers, Ludin et Hans Wendt. Après sa condamnation, il est incarcéré à la forteresse de Gollnow où, déjà échaudé sans doute par la déposition d'Hitler au procès, reniant toute perspective « révolutionnaire », il entre en contacts avec les militants communistes Heinz Kurella et Rudi Schwarz. Dans sa déclaration d'adhésion au K.P.D., lue le 19 mars 1931 au Reichstag par Hans Kippenberger, Scheringer explique : « c'est seulement en alliance avec l'U.R.S.S. et après la destruction du capitalisme en Allemagne que nous pouvons être libres. Lénine a montré le chemin, quand il a proclamé. les tâches de la guerre révolutionnaire pour la défense de la patrie prolétarienne contre les états de brigands impérialistes. » Là encore, il ne s'agit pas de « national-bolchevisme », mais d'un ralliement réel au K.P.D. et à sa politique.

42. L'historien et sociologue Karl Wittfogel (né en 1896), alors membre du K.P.D., participe à des conférences placées sous l'égide d'*Aufbruch*.

L'entreprise attirera sans doute quelques personnes honnêtes, comme le comte Stenbock - Fermor, un ancien des corps francs de la Baltique qui tenta de correspondre avec Trotsky pour l'assurer du caractère authentiquement communiste de ses convictions,⁴³ mais aussi beaucoup d'éléments douteux, comme ce capitaine Giesecke, promu rédacteur en chef de la revue, qui passe aux nazis fin 1932 et dénonça par la suite de nombreux militants à la police.

Les bases de ce travail étaient extrêmement instables. Ceux qui étaient sincères voyaient dans le K.P.D. un « instrument de libération nationale » autant ou beaucoup plus que le parti ouvrier qu'il ne pouvait cesser d'être. D'autres, sans parler des agents provocateurs, espéraient inoculer au P.C. le virus nationaliste et le détruire de l'intérieur.

Otto Strasser, commentant l'adhésion de Scheringer et Stenbock - Fermor, écrivait :

« Nous nous réjouissons qu'au travers de ces adhésions de national socialistes au K.P.D., le processus de démarxisation de ce parti pourra progresser. Nous savons que le sang allemand est plus épais et plus fort que l'esprit marxiste. »⁴⁴

Déjà fragiles, les premiers succès trouvèrent très vite leurs limites. Les milieux nationalistes restaient souvent méfiants devant un tournant dont ils suspectaient la sincérité. Ernst Niekisch,⁴⁵ figure de proue du « national-bolchevisme » estimait que le K.P.D., en dépit de ses proclamations staliniennes demeurait un parti « trotskyste », c'est-à-dire un parti *de classe* et internationaliste.

Les tentatives de gagner des groupes de S.A. et de créer des « détachements Scheringer » en leur sein donnèrent des résultats encore plus maigres malgré l'abondance du matériel diffusé : lettre ouverte de Scheringer, nombreux bulletins tels « S.A. Kamerad », « Brauner Sturm », « Roter Sturm » etc...

Le terrain, il est vrai, n'était pas très favorable : les sources policières indiquent que les S.A. berlinois, un moment rebellés contre la direction nationale

43. Le comte Stenbock-Fermor (né en 1892), petit neveu du prince et anarchiste russe Kropotkine (1842 - 1921) avait travaillé dans les mines de la Ruhr en 1922-1923 et avait progressivement évolué vers le communisme. Dans sa lettre du 7.12.1932 à Trotsky, il fait part de son admiration à ce dernier, et tente de le convaincre de l'importance du « cas Scheringer », « symbole de l'introduction des idées communistes dans les milieux jusque là immunisés contre elles » : il l'informe qu'il a parlé dans « 120 réunions » en 1932 sur le thème, « Le chemin d'un officier de la Reichswehr vers le prolétariat révolutionnaire » et parle de la « grande impression » obtenue chez les indifférents et les nazis.

44. *Die deutsche Revolution*, 12.7.1931, cité par Louis Dupeux, *op. cit.*, p. 399. Ce journal était le successeur de *der nationale Sozialist*.

45. Ernst Niekisch, *Der politische Raum des deutschen Widerstandes*, cité par Otto Ernst Schüddekopf, p. 289. Ernst Niekisch (1889 - 1967) avait appartenu au S.P.D., à l'U.S.P.D. puis de nouveau au S.P.D. de 1917 à 1926. Exclu à la suite de ces contacts avec les nationalistes, il fonda la revue *Widerstand* et le cercle du même nom et devint le principal théoricien du « national-bolchevisme ».

du N.S.D.A.P., hésitent déjà à rejoindre les strassériens soupçonnés de « communisme ». ⁴⁶

Plus fondamentalement, les militants du K.P.D. étaient souvent désarmés dans leurs contacts avec les S.A. ou les ouvriers influencés par le nazisme, avec lesquels « ils n'arrivaient pas à trouver le point de désaccord », comme le souligne Simone Weil.

Au total, on ne peut que rejoindre Louis Dupeux lorsqu'il explique, tirant le bilan de ces tentatives : « Beaucoup d'argent et d'énergie dépensés ont abouti à un résultat très modeste. » ⁴⁷

4 - Une opposition introuvable ?

Il reste à éclaircir un problème considérable, à vrai dire essentiel même dans l'esprit de ce travail : pourquoi une telle politique n'a-t-elle pas amené la formation, avant 1932, d'une opposition plus nette dans le parti ?

Hermann Weber note qu'après l'élimination de Paul Merker du Bureau Politique en 1930, on ne relève plus de discussions d'orientation opposant « différents groupes et factions », mais de simples « querelles de sommet, que la base n'apprenait qu'après leur résorption. » ⁴⁸

L'opposition Neumann-Remmele semble pourtant dépasser ce cadre étiqué et avoir tenté ce que Margarete Buber. Neumann nomme « une révolution de palais à la tête du parti. »

Heinz Neumann était, derrière Ernst Thälmann, le principal dirigeant du K.P.D. Son importance réelle excédait ses fonctions officielles : intellectuel issu d'un milieu aisé, adhérent au parti en 1920 à 18 ans, Neumann avait été l'un des premiers communistes allemands à entrer en relations avec Staline en 1922 et à lier sa carrière politique à la sienne. Envoyé de Staline en Chine, il avait organisé en décembre 1927 le soulèvement de Canton qui devait faire oublier les précédentes compromissions avec le Kuo-Min-Tang. L'écrasement des communistes chinois dans cette « insurrection » sur commande lui avait valu le surnom de « boucher de Canton ».

Rentré en Allemagne, il devint à 26 ans, l'un des « triumvirs » du parti, avec Thälmann et Hermann Remmele. Ce dernier, plus âgé, avait appartenu au S.P.D. avant guerre. Membre de son aile gauche, il rejoignit le communisme via l'U.S.P.D.. Il fut de ces « zinovévistes » allemands qui se rallièrent à Staline et exerça par la suite les plus hautes fonctions.

On ignore à peu près tout du contenu réel de leur opposition, si l'on excepte les quelques renseignements livrés par Margarete Buber-Neumann dans

46. Cf Louis Dupeux, *op. cit.*, p. 453.

47. *Ibidem*, p. 456. Louis Dupeux estime que le K.P.D. a gagné quelques centaines de militants national socialistes ou strassériens et non quelques milliers, comme l'affirme *Aufbruch* dans son dernier numéro en janvier 1933.

48. Hermann Weber, *Die Wandlung...*, *op. cit.*, p. 247.

son livre de souvenirs, *La Révolution Mondiale*. Selon celle-ci, Neumann, très inquiet de la progression nazie, aurait émis dès la fin 1931 de sévères critiques contre la ligne de son parti.⁴⁹

Un procès verbal de la direction de l'Opposition de Gauche informe que, « vraisemblablement, Neumann a recherché le rapprochement avec le S.P.D. sous le mot d'ordre du combat contre le fascisme »⁵⁰

Ces critiques réunirent quelques cadres : Leo Flieg, membre du secrétariat particulier de Thälmann, Willy Münzenberg, le responsable de l'*Internationale Arbeiterhilfe* et des dirigeants des J.C.. Mais elles n'atteignirent pas la base qu'aucun d'entre eux ne voulait réellement toucher; la « révolution de palais » restait l'affaire des gens du sérail et cela vouait sans doute l'entreprise à l'échec.⁵¹

Neumann comptait probablement sur ses relations en U.R.S.S. pour modifier la ligne allemande du Komintern. Il était en particulier très lié à Vissarion V. Lominadzé, ancien dirigeant des J.C., ex-favori de Staline — comme Neumann lui-même — et responsable en 1930 du comité de Transcaucasie du parti. Cet organisme avait adopté dès cette date une résolution très dure contre la politique économique de Staline. Lominadzé avait constitué un groupe clandestin d'opposition dans le parti, principalement appuyé sur les J.C. et auquel participaient le philosophe Jan Sten, ancien membre de la commission de contrôle du parti et ex professeur de « dialectique » de Staline, et Sergei I. Syrtsov, président du conseil des commissaires du peuple de la République de Russie.⁵²

Les découvertes effectuées en 1980 dans les archives de Trotsky à Harvard par Pierre Broué et son équipe de travail, montrent que ce groupe était entré en contact avec le groupe trotskyste d'U.R.S.S., les anciens oppositionnels de

49. Margaret Buber-Neumann, *La Révolution mondiale*, Paris, Casterman, 1971, pp. 290 sq. Margaret Buber-Neumann (née en 1901) était la compagne de Heinz Neumann (1902-1937), après avoir été l'épouse de Rafael Buber, le fils du philosophe Martin Buber (1878-1965). Elle est surtout connue en France pour son magnifique témoignage sur Milena Jesenska, *Milena*, Paris, Le Seuil, 1986.

50. 4.10.1932, A.H.

51. Leo Flieg (1893-1939), appartenait à la génération des fondateurs du K.P.D.. Membre du C.C. et du B.P. du parti, député au Landtag de Prusse, il était responsable de l'O.M.S. (organisme chargé des liaisons internationales de L'I.C.) pour l'Allemagne. On ne présente plus Willy Münzenberg (1889-1940), responsable de l'appareil de propagande du K.P.D.

Hermann Remmele (1886-1939) resta lié à Neumann jusqu'au bout, y compris dans son exil moscovite de 1933 à 1937.

52. Vissarion (dit Besso) V. Lominadzé (1898-1934) avait, comme Neumann lui-même, participé à l'organisation du soulèvement de Canton en 1927. Selon Roy Medvedev (*Let History Judge !*, Londres, 1971, p. 142) le texte du comité du parti de Transcaucasie dénonçait « le comportement de féodaux et de seigneurs » des bureaucrates du parti et accusait la direction de « négliger les besoins des ouvriers et des paysans. »

Jan Sten (?-1937), brillant professeur de philosophie, avait été associé, ainsi que Sergei I. Syrtsov (1893-1938) à cette résolution d'opposition (Cf *Bulletin Oppositii*, n° 17-18, novembre 1930, cité par Pierre Broué, « Trotsky et le bloc des oppositions de 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, janvier-mars 1980, pp. 11-12. On se reportera à cet article qui expose l'ensemble de l'affaire.)

En 1932, Lominadzé, exclu du C.C., est secrétaire du parti à Magnitogorsk, dans l'Oural, Syrtsov, évincé lui aussi, est envoyé en province diriger une usine de phonographes.

gauche autour d'Ivan N. Smirnov qui avait capitulé en 1929 et Zinoviev et Kamenev qui, ébranlés par la politique allemande de Staline, semblaient réviser leur positions antérieures et revenir sur la voie de l'opposition.

Ces groupes, en relation avec d'autres fractions communistes, avaient constitué un « bloc des oppositions » qui tire son unité de l'hostilité à la politique de Staline, tant nationale qu'internationale, et de la volonté de le chasser du secrétariat général.⁵³

Il est difficile de croire que Neumann, ami personnel de Lominadzé, n'ait rien su... Quoiqu'il en soit, dès novembre 1932, la répression stalinienne disloque ce regroupement en cours : Smirnov est arrêté, puis condamné à 10 ans de prison, Sten est déporté, Zinoviev et Kamenev sont exclus du parti.

Neumann, exclu en août du Bureau politique, est sévèrement critiqué lors de la conférence nationale d'octobre pour son « affaiblissement du combat contre la social démocratie » et sa tentative de « dresser les camarades du parti contre la direction, de la discréditer et d'opposer les jeunes au Parti. »⁵⁴

Hermann Remmele, tout en restant à la direction, passe au second plan; Leo Flieg abandonne son poste de responsable à l'organisation, seul Willy Münzenberg, bénéficiant d'un « statut particulier », reçoit de simples remontrances.

L'« opposition Neumann » était définitivement défaite, au moins dans l'esprit des responsables du parti. Elle réapparut pourtant en février 1933 à Berlin et son influence sur les cadres intermédiaires semble bien avoir été sous estimée. Certes, la personnalité de Neumann soulevait des réserves allant jusqu'à la répugnance chez certains et son comportement en Chine restait dans bien des mémoires comme un modèle de forfanterie et de servilité envers Staline.

Cependant, comme l'a relevé Eve Rosenhaft, Neumann personnifiait aussi « les aspects les plus sensationnels de la propagande communiste », en particulier à cause de ses fameux appels à « écraser les fascistes partout où ils se trouvent » vécus par de nombreux militants comme des incitations à la confrontation physique directe avec les nazis. Sa mise à l'écart rappelait à beaucoup la mise en sommeil, l'année précédente, des organisations de défense du parti : les militants berlinois distinguaient une « tendance Neumann » et une tendance Thälmann et identifiaient la première à l'activisme.⁵⁵

Ce n'est sans doute pas un hasard si les attaques de la direction contre le R.F.B. « totalement en dehors de la ligne » redoublent à l'automne 1932 et si certaines unités de combat sont caractérisées comme des « formations Neumann ».⁵⁶

Ce n'est pas un hasard non plus si c'est Erich Wollenberg, responsable du R.F.B. qui constitue un petit cercle d'opposition et part pour Moscou en dé-

53. Pierre Broué, *loc. cit.*, pp. 5-37.

54. Hermann Weber, *Die Wandlung...*, *op. cit.*

55. Eve Rosenhaft, *op. cit.*, p. 83.

56. *Ibidem*, p. 85.

cembre 1932 « en accord avec ses amis politiques » pour « convaincre le Politbureau soviétique d'un changement de cours au vu du danger. »⁵⁷

Somme toute, l'opposition interne au parti a peut-être été sous estimée : elle a existé et a tenté de modifier l'orientation suivie. Elle a cependant échoué et n'a jamais pu — ou plutôt jamais voulu vraiment — s'adresser à la masse des militants.

Deux remarques paraissent s'imposer. En premier lieu, il est notable que les oppositions — Neumann et, à une moindre échelle, Wollenberg — ont les yeux fixés sur Moscou, et conditionnent leur propre succès en Allemagne à un reclassement d'ensemble en U.R.S.S.. Cela peut être interprété de deux manières. C'est d'abord l'indice de la gravité de la crise qui secoue la direction soviétique en 1932-1933 et du fait, méconnu jusqu'à présent, que des cadres des P.C. — au moins du K.P.D. — essaient de l'utiliser dans leur propre pays pour changer la ligne nationale. La crise au « centre » s'imbrique avec les crises à la périphérie. Mais cela montre aussi que Neumann et Wollenberg portent un jugement implicitement négatif sur l'état de leur parti, incapable de susciter les forces nécessaires pour un redressement. Ils sont suspendus à l'issue des luttes fractionnelles à Moscou parce qu'ils jugent un éventuel « appel à la base » voué à l'échec. Réflexe de « bureaucrates » habitués à ce que les « cadres décident de tout », selon la fameuse expression de Staline ?

Bien sûr, et il est difficile de préjuger de l'écho dans le K.P.D. d'une opposition se battant à visage découvert.

Mais le parti de 1932-1933 n'est plus celui des années vingt : il a été « bolchevisé », c'est-à-dire stalinisé et normalisé (ce que Neumann sait mieux que personne, puisqu'il y a largement contribué) et les départs massifs de vieux militants l'ont vidé de ses éléments les plus lucides et critiques. Ceux qui restent, fatigués et désabusés, se taisent et attendent le moment du « grand choc » avec les nazis, où, dans le contexte d'une lutte physique de masse dans les rues, ils pourront peut-être enfin faire basculer les choses.

Ce n'était pas totalement chimérique, comme le montrèrent ces semaines de février 1933, où la pression unitaire des militants et des cadres traversa de haut en bas K.P.D. et S.P.D., amenant les nazis à frapper plus vite qu'ils ne le prévoyaient initialement.

C'était de toute manière bien tard. Et ce fut trop tard...

57. Lettre d'Erich Wollenberg à Trotsky, 18.8.1935, A.H. 6022.

Jean P. Joubert

Léon Trotsky, la montée du nazisme et les relations germano-soviétiques

N'y aurait-il pas chez Trotsky des silences éloquentes ? La question peut paraître saugrenue tant il est vrai qu'il semble difficile de trouver trace chez lui d'une écriture secrète. De ce point de vue, la partie « fermée » des archives de Harvard a révélé des secrets et même des mensonges bien compréhensibles — sur ses liens clandestins avec l'U.R.S.S. par exemple — conduit à ouvrir à nouveau des dossiers considérés comme clos, mais n'a pas fait apparaître un autre personnage. Il reste qu'il existe une censure fondamentale et volontaire : jusqu'à son dernier souffle, Trotsky est resté un patriote soviétique et s'est interdit de révéler les secrets d'Etat de l'Union soviétique concernant les services de renseignement, la diplomatie et l'armée, secrets dont il était détenteur, compte-tenu de ses importantes responsabilités passées.¹

Quelles sont les implications de cette censure ?

On connaît ses textes étincelants analysant avec une lucidité sans pareille à son époque la réalité du danger nazi et sa critique implacable de la politique du parti communiste allemand. Ces textes des années 1930-1933 renouent avec les proclamations de la Révolution russe et de la guerre civile. Dans ces textes, Trotsky ne se contente pas d'analyser, il combat pied à pied pour tenter jusqu'au dernier jour de modifier une politique dont il est persuadé qu'elle conduit au triomphe de la barbarie et la guerre. C'est Staline qui dicte au parti communiste allemand cette politique. Trotsky le sait et le dit. Mais Staline se trompe-t-il ? Sa politique est-elle le résultat d'« erreurs » ? Trotsky l'écrit souvent. Mais quelles sont les racines de ces erreurs ? N'y-a-t-il pas à cette politique des « raisons » et notamment des préoccupations de politique étrangères ? Assez curieusement, sur ce point, Trotsky n'est guère prolix.

1. Il ne s'agit pas d'un patriotisme russe mais d'un patriotisme envers un Etat que Trotsky considère, en dépit de sa profonde dégénérescence, comme un Etat « ouvrier » et une forme, sans doute la pire, de la dictature du prolétariat.

La politique allemande du K.P.D. : gauchisme et nationalisme

La campagne pour le référendum du 9 août 1931 en Prusse est sans doute l'aspect le plus spectaculaire de la politique communiste durant les années de l'ascension de Hitler. Déclenchée à l'initiative du Casque d'Acier, émanation officieuse de la Reichswehr, dans le but d'obtenir la dissolution du Landtag et le renvoi du gouvernement social-démocrate de Prusse, elle voit le parti communiste lutter côte à côte avec les nazis et le Casque d'Acier contre la social-démocratie.

En 1931, cette politique n'est pas entièrement nouvelle.

Depuis 1928, l'Internationale communiste s'est engagée dans une politique dont il est difficile de dire si elle doit être qualifiée d'« ultra-gauche » ou d'« ultra-droite ». ² La situation est caractérisée comme « révolutionnaire » et la social-démocratie, baptisée « social-fasciste », présentée comme l'ennemi principal. Cette féroce attaque de la social-démocratie est complétée par le développement des thèmes les plus nationalistes.

En 1929, le K.P.D. s'engage dans une vigoureuse campagne contre le plan Young. Le 16 octobre, le Comité central publie une importante déclaration assurant que la question des réparations ne pourrait être résolue que par l'« annulation violente, bolcheviste, de tous les traités de pillage ».

La déclaration en dix points du Bureau politique du 4 juin 1930, puis la « déclaration-programme pour la libération nationale et sociale du peuple allemand » du 24 août 1930 pour les élections reprennent thèmes et mots d'ordre de l'extrême-droite nationaliste au point que le *Völkischer Beobachter* écrit qu'avec « sa politique de libération », le parti communiste allemand a « volé le programme nazi ».

Alors que l'extrême-droite nazi inonde le vocabulaire politique de dérivés multiples du mot « Volk », le parti communiste fait sien le mot d'ordre de « Volksrevolution » officiellement reconnu comme mot d'ordre stratégique par le Comité central de janvier 1931, abandonne toute référence de classe, insiste sur sa position « réaliste » vis à vis de la guerre et met en avant les qualités militaires du prolétariat et la nécessité de créer une Armée rouge. ³

2. Neumann, entré au B.P. du parti communiste allemand en 1928, incarne la nouvelle orientation ultra-gauche et nationaliste. Il se trouve, peut-être en raison de sa parfaite connaissance de la langue russe, dans l'intimité de Staline. Il a pris une part essentielle dans l'élimination, au compte de Staline, de l'équipe de Maslow et Ruth Fisher, liée à Zinoviev et peut être considéré comme l'éminence grise de la nouvelle direction du parti communiste allemand sous Ernst Thälmann.

3. Voir Dupeux G. *National-Socialisme, stratégie communiste et dynamique conservatrice*, Paris 1979

Le « cours Scheringer » met en pratique cette orientation. ⁴ La cause du lieutenant Scheringer était la révolution nationale. A la recherche d'un Führer capable de prendre la tête d'une conspiration, il avait contacté les principaux dirigeants nationalistes et tenté de savoir s'ils étaient décidés à s'engager, contre le diktat de Versailles et la politique d'exécution, ⁵ à renverser le gouvernement. Arrêté en mars 1930, Scheringer est condamné en septembre à un an et demi de forteresse. Durant le procès, le responsable communiste Heinz Neumann et Goebbels se seraient rencontrés en secret. ⁶ Selon une rumeur, Neumann aurait demandé à Goebbels de changer l'orientation du parti nazi et de détourner ses violences de l'Union soviétique pour les diriger contre la France. Il aurait affirmé à ses interlocuteurs que l'Armée rouge était prête à jouer en Allemagne le rôle d'une armée de libération et insisté pour que cesse une guerre « fratricide ».

Les contacts avec les chefs nazis se poursuivent au grand jour début janvier 1931. Le 6, dans la Müllestrasse, au local de la revue du Comintern, *Rote Aufbau* (Construction rouge), Willy Münzenberg reçoit les chefs S.A. Otto Strasser et Karl Otto Paetel.⁷ Dans la prison berlinoise de Moabit, Scheringer s'est lié avec les dirigeants communistes également incarcérés, en particulier, Heinrich Kurella, directeur d'*Imprekor*, la revue de l'Internationale communiste.

Le 18 mars 1931, le député communiste Kippenberger, responsable de l'appareil militaire du K.P.D. lit au Reichstag une déclaration du lieutenant Scheringer annonçant son ralliement « en tant que soldat au front du prolétariat prêt à se défendre » (Wehrhaft). Scheringer rappelle son combat pour la libération nationale et sociale du peuple allemand, accuse le parti national-socialiste d'avoir trahi le socialisme et l'intérêt national et affirme que la libération ne

4. Scheringer est accusé d'avoir fait la propagande national-socialiste au sein de l'armée et d'avoir fomenté une action de haute trahison tendant à modifier la Constitution du Reich. Le général Groener, ministre de la Reichswehr et ami personnel de von Schleicher s'est engagé du côté des sanctions. Le procès de Scheringer se déroule en septembre à Leipzig. Hitler, convoqué comme témoin, joue la comédie de la légalité. Le Président du tribunal prend acte que le témoin Hitler, depuis 1923, n'a jamais agi que d'une façon légale et qu'il ne « tolère » pas de subversion dans la Reichswehr. Pendant le procès, la foule de militant national-socialiste crie « Vive la Reichswehr national-socialiste », « Vive la révolution allemande ». Pour Scheringer, Hitler, en prêtant le serment de légalité, a trahi la cause de la révolution nationale. Voir J.P. Faye, *Langages totalitaires*, Paris, 1972.

5. Il rencontre aussi le général Reinhard, l'un des hommes forts des deux marches sur Berlin, celle de Noske et celle de Kapp, puis les chefs du Casque d'Acier, enfin les chefs S.A.

6. Selon J.P. Faye, *Langages totalitaires*, p. 544, Goebbels était connu pour ses positions favorables à une alliance germano-russe. Le 1^{er} octobre 1925 paraît le premier numéro de *NS Briefe* (Lettres nationales socialistes). Le second numéro publie sa « lettre à mon ami de la gauche », sous le titre « National-socialisme ou bolchevisme » où il écrit « vous et moi » nous nous combattons sans être réellement ennemis ». Le numéro 4 du journal publie un troisième article de Goebbels, sur le « problème russe » : c'est dans l'alliance avec une Russie « vraiment nationale et socialiste ». que nous reconnaissons « le commencement de notre propre affirmation nationale et socialiste ».

7. J.P. Faye, *op. cit.* p. 420

peut être réalisée que par l'alliance avec l'Union soviétique et la destruction du système capitaliste en Allemagne au moyen de la guerre révolutionnaire de défense de la patrie prolétarienne contre les Etats impérialistes et les troupes d'intervention : « C'est nous qui sommes par excellence le parti de la guerre. Nous ferons la guerre de façon vraiment révolutionnaire ». ⁸ Dans cette déclaration, manifestement préparée avec les services de Kippenberger, Scheringer rappelle que la fraction communiste au Reichstag a déclaré lors de la discussion sur le budget militaire, que les communistes sont pour la « mise en état de défense » (Wehrhaftmachung) « de tout le peuple travailleur allemand », pour une « armée allemande prête à se battre et à combattre ».

En juillet 31, le cours Scheringer s'incarne dans une revue, l'*Aufbruch*, « Le Départ », « feuille de combat dans le sens du lieutenant Scheringer ». L'*Aufbruch* associe des responsables communistes comme Kippenberger avec Scheringer, d'anciens chefs nazis et d'ex-officiers dont le comte Stenbock-Fermor, un ancien des corps francs de la Baltique qui s'était autrefois vanté d'avoir participé à des atrocités anti-bolcheviques. L'un des premiers articles du premier numéro de l'*Aufbruch*, signé par Heinrich Kurella, l'ancien compagnon de captivité de Scheringer, s'intitule « Communisme et nation » et les cercles de l'*Aufbruch* organisent des conférences sur des sujets tels que « Reichswehr et Armée rouge ».

Trotsky contre le National-communisme

Le 25 août 1931, Trotsky, en exil à Prinkipo, écrit un article au titre significatif : « Contre le national-communisme. Les leçons du plébiscite « rouge » » (*Gegen den Nationalkommunismus. Lehren der « Roten » Volksentscheids*). Assez curieusement, cet article a été traduit en français avec le titre de « Contre le national-socialisme », ⁹ une traduction inacceptable puisque Trotsky n'y polémique pas contre le national-socialisme mais contre la politique communiste de concessions aux nazis. Les guillemets à « rouge » ont aussi toute leur importance : il s'agit pour Trotsky de dénoncer la décision du K.P.D. d'appeler à voter avec les nazis et le casque d'Acier en baptisant « rouge » le référendum qualifié de « brun » par les nazis, comme si un changement de couleur suffisait à modifier le contenu du vote.

En reprenant en 1931 le titre de « Contre le National-communisme ». Trotsky, de toute évidence, renoue volontairement avec la polémique conduite dix ans plus tôt par Radek, Thalheimer et Lénine contre le « National-bolchevisme » du groupe de Hambourg dirigé par Laufenberg et Wolffheim. ¹⁰

8. Dupeux, *op. cit.* p. 567

9. Trotsky, *Ecrits, 1948-1940*, T. 3, Paris 1959, p. 59-84

10. En 1919, Laufenberg, ancien socialiste d'inspiration lassalienne, anti-militariste proche de Liebknecht pendant la guerre, rallié au communisme, président du Conseil ouvrier de Hambourg

C'est la peur du nazisme depuis que ce dernier est devenu un mouvement de masse, qui selon, lui conduit le parti communiste allemand à faire, avec la politique de libération, « un nouveau tournant en arrière et à droite de la tactique de la troisième période ». Rejetant la seule défense efficace à ses yeux, la réalisation du front unique de la classe ouvrière qui exige l'abandon de la théorie « du social-fascisme » et la « recherche d'accords avec diverses organisations et fractions social-démocrates », la direction du parti communiste allemand s'engage dans la politique « la plus fausse », « la plus dangereuse », celle qui consiste à « s'adapter passivement à l'adversaire, à prendre ses couleurs », à s'efforcer de le dépasser « à la criée aux enchères du patriotisme ». Pour Trotsky, ce ne sont là des méthodes et des principes d'une politique de classe mais des « procédés de concurrence petite-bourgeoise ».

Bien entendu, dit Trotsky, toute révolution est « populaire » et « nationale » au sens où elle rassemble autour de la classe ouvrière toutes les forces vives de la Nation. Mais cette « description sociologique » ne saurait tenir lieu de mot d'ordre d'action ? En tant que telle, c'est une « fanfaronnade » et du « charlatanisme », une « concurrence de bazar aux fascistes, faite au prix d'une confusion qu'on sème dans la tête des ouvriers ». Le mot d'ordre de la

durant la révolution de 1918 et partisan acharné des conseils qu'il oppose au parti, commence à développer une ligne ultra-nationaliste qualifiée de « National-bolchevisme », de transformation de la révolution en « guerre révolutionnaire ». Il se déclare partisan d'une reprise de la guerre à l'Ouest contre le traité de Versailles en commençant par une offensive à l'Est afin d'opérer la jonction avec l'Armée rouge. En même temps, il abandonne toute référence « de classe », place au centre de son vocabulaire le mot « Volk », explique qu'il est nécessaire, pour la guerre, d'unir tout le peuple et noue finalement des contacts avec les milieux nationalistes.

Thalheimer et Radek engageant la polémique contre le groupe de Hambourg. Dans sa lettre ouverte au Congrès de Heidelberg qui exclut Laufenberg à la mi-octobre 1919, Radek, de sa prison, affirme que, s'il est envisageable pour le parti communiste d'avoir, à certaines conditions, des contacts avec les officiers « loyalement nationaux », il ne saurait en revanche y avoir de place dans ses rangs pour une tendance qui, sous le masque du radicalisme communiste, « transforme la politique étrangère en une politique nationale » et place les intérêts de la Nation au dessus de celui des classes, une nouvelle version de l'union sacrée dont il ne peut rien sortir si ce n'est la naissance d'un « parti nationaliste révolutionnaire petit-bourgeois ». En mai 1920, Lénine, dans *La maladie infantile du communisme*, s'en prend à tour aux « absurdités criantes » du « bolchevisme national » de Laufenberg et autres, qui « en vient à préconiser un bloc avec la bourgeoisie allemande pour reprendre la guerre contre l'Entente dans le cadre actuel de la révolution prolétarienne internationale ». Lénine précisait que la question nationale ne saurait être érigée en absolu. Fixer comme tâche première la libération à l'égard du traité de Versailles est du « nationalisme petit-bourgeois ». L'objectif est le renversement de la bourgeoisie dans « tout grand Etat européen », renversement qui serait un tel avantage pour la révolution internationale que l'on « pourrait et devrait consentir — si besoin était — à prorroger l'existence de la paix de Versailles ». Pour Lénine comme pour Radek, il n'était pas question de s'engager dans une politique d'aventures militaires contre le traité de Versailles et encore moins d'abandonner pour ce faire la lutte des classes. Nul doute que Trotsky partageait alors cette appréciation. Cette critique du national-bolchevisme faisait partie intégrante du patrimoine du parti communiste allemand qui s'était précisément constitué en rupture avec les « gauchistes » du K.A.P.D. dont Laufenberg était devenu l'un des dirigeants. Dix ans après, c'est cette critique que Trotsky retourne contre la direction du parti communiste allemand qui fait sienne une politique qui ressemble par bien des aspects à celle prônée par Laufenberg en 1919.

« révolution populaire » efface en effet les frontières idéologiques entre marxisme et fascisme, il réconcilie une partie des ouvriers et de la petite bourgeoisie avec l'idéologie du fascisme en leur permettant de croire qu'il n'est pas nécessaire de faire le choix puisque ici et là il s'agit de la révolution « populaire ».

Le crime de la bureaucratie stalinienne, écrit-il, est qu'avec le cours Scheringer elle se solidarise avec les éléments nationalistes, qu'elle identifie leurs voix à celle du parti, qu'elle se refuse à dénoncer leurs tendances nationalistes et militaristes, en faisant de la brochure profondément bourgeoise, réactionnaire, utopique et chauvine de Scheringer un nouvel évangile du prolétariat révolutionnaire. C'est un fait, conclut-il, que l'ancien ouvrier Thälmann fait tous les efforts pour ne pas être inférieur au comte Stenbock-Fermor.¹¹

Trotsky ne nie pas l'existence en Allemagne d'une question nationale. Mais il conteste qu'il soit possible de bâtir une politique sur elle. Le 26 septembre 1930, il avait écrit que la déclaration du Comité central se réduisait finalement à dire que le prolétariat allemand, s'il prenait le pouvoir, déchirerait le parchemin de Versailles et ironisait : l'abrogation du traité de Versailles serait donc la plus haute conquête de la révolution prolétarienne ?¹² Moins d'un an plus tard, il conclut à nouveau son analyse de l'article de Thälmann inaugurant le tournant vers le plébiscite « rouge » :

« Thälmann met au premier rang de ses conclusions l'idée que l'Allemagne est aujourd'hui un jouet entre les mains de l'Entente. Il s'agit donc avant tout de libération nationale ».

Pour Trotsky, la question nationale est une question « de second plan ». La politique du parti communiste ne peut être déterminée par le fait que l'Allemagne soit un jouet entre les mains de l'Entente, mais par « les intérêts du prolétariat allemand divisé » devenu, parce que divisé, « un jouet entre les mains de la bourgeoisie allemande ». Il n'est pas question, sous prétexte de question nationale, de substituer l'union nationale à la lutte de classes. La politique des communistes doit au contraire en cette circonstance renouer avec le mot d'ordre de Liebknecht, « l'ennemi le plus dangereux est dans notre propre pays ». De toute façon, ajoute-t-il, la question nationale ne saurait trouver sa solution sur le mot d'ordre « négatif », qui est aussi celui des nazis, d'abrogation du traité de Versailles. Elle exige une réponse positive dans un cadre international et ne saurait en aucun cas prendre la forme de la guerre contre l'Occident :

11. A la suite de ce texte le Comte Stenbock-Fermor écrivit à Trotsky la lettre suivante qui montre que Trotsky avait du Comte Stenbock-Fermor une appréciation manifestement erronée. Voir cette lettre en fin d'article page 49, note 11 a.

12. Trotsky, « Le tournant de l'I.C. et la situation en Allemagne », 26 septembre 1930, *Ecrits*, T. II, p. 42.

« La révolution n'est pas pour nous un moyen auxiliaire pour la guerre contre l'Occident, mais, au contraire, c'est un moyen pour éviter toutes les guerres, pour les rendre impossible à jamais. La « libération nationale » de l'Allemagne ne réside pas pour nous dans la guerre contre l'Occident mais dans la révolution prolétarienne qui embraserait et l'Europe centrale et l'Europe occidentale et la lierait avec l'Europe orientale sous la forme des Etats-unis socialistes d'Europe. »

Trotsky évoque le rôle de Staline. « Staline se tait », écrit-il, mais toute cette politique est inspirée par le maître du Kremlin :

« Staline a poussé le comité central allemand par l'intermédiaire de ses agents et lui-même s'est retiré prudemment en arrière »

Mais Trotsky est d'une grande prudence et n'explique pas les mobiles de Staline. Il les suggère cependant. Le 30 septembre 1930, il écrit qu'il est indispensable d'épurer le parti communiste allemand du poison du national-socialisme « dont l'élément essentiel est la théorie du socialisme dans un seul pays »¹³ Le 25 août 1931, il reprend cette idée en écrivant que c'est la théorie « véritablement russe » du « socialisme dans un seul pays » qui amène inévitablement le développement de tendances « social-patriotes » dans les autres secteurs de l'Internationale communiste.¹⁴

Le troisième procès de Moscou et la politique étrangère russe

Le premier, Staline a levé le coin du voile. En 1938, se déroule le troisième procès de Moscou au cours duquel est dénoncé la prétendue trahison du maréchal Toukhatchevsky et du « bloc des droitiers et des trotskystes » au profit de l'Allemagne. Selon l'acte d'accusation, l'instruction et les aveux des accusés révélaient l'existence d'une collaboration ancienne entre Trotsky et la Reichswehr. C'est en juin 1920 qu'un contact aurait été établi entre Trotsky et le général von Seeckt par l'intermédiaire de Kopp. Durant l'hiver 1921-1922, des pourparlers, aboutissant à un accord formel, auraient eu lieu à Berlin entre Krestinsky et les généraux von Seeckt et Haase. Krestinsky, sur l'ordre de Trotsky et avec la collaboration de Rosengolz, se serait engagé à aider la Reichswehr à créer des bases d'espionnage sur le territoire de l'Union soviétique, à obtenir des visas pour des espions, et à fournir des renseignements secrets sur les forces militaires aériennes de l'Union soviétique. De son côté le général von Seeckt se serait engagé à verser à Krestinsky 250 000 marks-or par an pour financer le travail trotskyste contre-révolutionnaire, paiement effectivement effectué à Moscou et parfois à Berlin. En 1926, la Reichswehr aurait parlé

13. Trotsky, « Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne », 26 sept. 1930, *Ecrits*, T. III.

14. Trotsky, « Contre le National-communisme », 25 août 1931, *Ecrits*, T. III

de rompre, mais la promesse faite par Trotsky d'accorder des concessions, en particulier minières, en cas de succès des trotskystes en U.R.S.S. aurait permis la poursuite de la collaboration. Entré en vigueur en 1923, l'accord aurait été respecté, avec une interruption passagère en 1929, jusqu'à l'automne 1930, date à laquelle Krestinsky quitta Berlin. La liaison aurait été assurée par Poutna, officier de l'Armée rouge, chargé de cette mission par Piatakov lors de son voyage à Berlin en 1931. En septembre 1933, Krestinsky, de passage à Berlin, aurait été contacté par Alfred Rosenberg désireux de conclure un accord secret avec les trotskystes moyennant la cession de l'Ukraine. Trotsky se serait alors prononcé pour une collaboration avec le gouvernement allemand et non plus seulement avec la Reichswehr et aurait œuvré en faveur d'une attaque allemande contre l'U.R.S.S. dans le but de provoquer l'effondrement du gouvernement soviétique. En septembre 1933, Krestinsky aurait rencontré en secret Trotsky à Merano, en Italie, et le groupe de militants chargés de noyauter l'Armée rouge, Toukhatchevsky, Kork, Ouborevitch et Poutna se serait rallié à l'idée d'ouvrir le front en cas d'attaque allemande.

Devant cette accusation, Trotsky ne pouvait rester muet. Pour se défendre, il était contraint de rompre le silence qu'il s'était imposé sur les questions touchant à la politique militaire de l'U.R.S.S... Trotsky va dénoncer comme des faux grossiers quelques éléments ponctuels de l'accusation,¹⁵ mais il confirme dans ses grandes lignes l'existence d'une réelle collaboration avec la Reichswehr, collaboration dont il avait effectivement eu la responsabilité en tant que commissaire du peuple à la guerre. Il précise seulement que cette collaboration n'était pas une collaboration entre les trotskystes et la Reichswehr dans le but de renverser le gouvernement soviétique, mais une collaboration entre la Reichswehr et le bureau soviétique et c'est parce qu'il s'agissait d'une collaboration secrète, et même ultra-secrète, que Staline pouvait maintenant tenter de lui en attribuer la responsabilité.

Trotsky précise en effet que, côté soviétique très peu d'hommes étaient au courant. Il avance même qu'un grand nombre des membres du Bureau politique de 1933 devaient ignorer cette collaboration :

« Dans les archives secrètes du commissariat à la guerre et du G.P.U. doivent être conservés des documents, dans lesquels il est fait, en termes très prudents et conspiratifs, des allusions à la collaboration avec la Reichswehr. Sauf pour peu de gens comme Staline, Molotov, Boukharine, Rykov, Rakovsky, Rosengolz, Iagoda et une dizaine d'individus au plus, le contenu de ces documents pourrait bien sembler « énig-ma-

15. Il démontra qu'il n'avait pas eu la possibilité matérielle de rencontrer Krestinsky en Italie en 1933, il affirma qu'il n'y avait pas eu de rencontre entre Sedov et Rosengolz à Karlsbad en 1933 et que lui-même n'avait plus revu le maréchal Toukhatchevsky depuis 1925. Voir Léon Trotsky, 8 mars 1938, *Œuvres* 16, p. 282. La préparation du procès avait coïncidé avec une période d'évanouissement des espoirs de Moscou dans le Front populaire et le bloc des puissances démocratiques.

tiques », non seulement au procureur Vychinsky qui, à cette époque, était dans le camp des blancs, mais aussi à quelques membres actuels du Bureau politique. »¹⁶

Trotsky explique que cette collaboration commença effectivement du temps où il était commissaire à la guerre. Staline, en tant que membre du Bureau politique, était au courant et cette politique se poursuivait sous la direction de ce dernier qui fut même l'un des partisans les plus acharnés, y compris après l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Quand cette politique, tenue secrète de part et d'autre parce qu'elle se faisait en violation des dispositions du traité de Versailles, fut inaugurée sous sa direction, le gouvernement soviétique, explique Trotsky, recherchait une « alliance défensive » avec l'Allemagne contre l'Entente et la paix de Versailles. La social-démocratie jouait alors un rôle essentiel en Allemagne. Elle craignait Moscou et plaçait tous ses espoirs en Londres et Washington. Au contraire, la caste de la Reichswehr, en dépit de son hostilité au communisme, considérait comme nécessaire une collaboration militaire et diplomatique avec la République soviétique. Trotsky ne jugea pas nécessaire de s'étendre outre mesure sur les formes de collaboration. Il précisa cependant que l'Allemagne pouvait ainsi développer en Russie les équipements et la formation militaires interdits, tandis que la Russie profitait de l'avance de la technique militaire allemande. La collaboration concernait l'artillerie lourde, l'aviation et la guerre chimique. L'industrie militaire russe était « ouverte aux expériences allemandes »; des « concessions » étaient accordées en territoires soviétiques, en particulier au Konzern aéronautique Junker, impliquant la venue en U.R.S.S. de nombreux officiers allemands, tandis que les officiers de l'Armée rouge se rendaient en Allemagne. Trotsky ajoute que, sous sa direction, cette collaboration « ne donna pas beaucoup de résultats », essentiellement parce que les Allemands comme les Russes manquaient de capitaux, mais aussi en raison d'une méfiance mutuelle. Trotsky ne dit pas un mot en revanche de l'existence d'éventuelles visées stratégiques communes.

La collaboration germano-soviétique

Pour l'essentiel, la version donnée par Trotsky en 1938 a été confirmée par les recherches postérieures.¹⁷ Il est clair cependant que Trotsky, en mettant l'accent sur les seuls aspects matériels, a considérablement réduit la portée stratégique et politique de cette collaboration entre la Reichswehr et la Russie

16. Trotsky, 3 mars 1931, *Œuvres* 16, p. 241

17. Ces recherches s'appuient essentiellement sur les Papiers du général von Seeckt, chef de la Reichswehr de mars 1920 à octobre 1926. Von Seeckt a été l'inspirateur de la politique pro-soviétique de l'armée allemande, politique poursuivie sans changements notables après l'éviction du général von Seeckt. Les matériaux des services secrets français et polonais analysés par Castellan apportent d'utiles compléments. Le bilan de la recherche est établi par F.L. Carsten dans *Survey*, octobre 1962, vol. 19, « The Reichswehr and the Red Army ».

soviétique née, après la première guerre mondiale et le traité de Versailles, de la rencontre des intérêts de l'armée allemande et de ceux de l'Etat soviétique.

Il s'agit d'une collaboration entre l'armée allemande et le gouvernement soviétique et non comme l'écrivent trop souvent les commentateurs occidentaux rejoignant curieusement sur ce point l'accusation stalinienne des procès de Moscou, d'une collaboration entre l'armée allemande et l'armée soviétique. La nuance est d'importance. Bien entendu, il s'agit essentiellement d'une collaboration militaire engageant les deux armées : mise au point d'armements, camps d'entraînements allemands en U.R.S.S., formation de personnels techniques et échange d'officiers au niveau le plus élevé impliquant des visées stratégiques communes. Mais, côté allemand, la Reichswehr agit de façon clandestine, non seulement envers les vainqueurs de Versailles, mais aussi envers son propre gouvernement. Quelques hommes politiques allemands étaient bien informés et couvraient les complexes opérations financières indispensables pour financer ces achats, mais il s'agissait bien d'une politique indépendante de l'Etat-major de l'armée allemande. Côté russe, en revanche, les opérations sont menées à l'initiative du bureau politique du P.C.U.S. et, à notre connaissance, rien à ce jour n'est venu étayer, de près ou de loin, la thèse centrale du procès de Moscou d'un jeu propre de l'armée russe et à plus forte raison d'un jeu propre mené en liaison avec Trotsky.

C'est le général von Seeckt qui, après la guerre, engage la Reichswehr dans une politique bien différente de celle de ses prédécesseurs, Ludendorff, von der Goltz et Hoffmann. Il renonce à la contre-révolution blanche contre le bolchevisme, accepte la République, refuse de marcher dans le putsch de Kapp et préconise résolument une alliance militaire avec l'U.R.S.S. qu'il ne considère pas comme contradictoire avec la lutte contre le communisme en Allemagne. Les premiers textes établissant avec certitude la nouvelle orientation de von Seeckt datent de février 1920. La thèse de von Seeckt est formulée on ne peut plus clairement. L'Allemagne doit regagner sa position de puissance mondiale. Elle ne peut le faire sans la restauration préalable d'un appareil militaire interdit par les vainqueurs. Elle doit le faire dans un contexte européen marqué par la domination de la France. Pour von Seeckt, ce sont les cartes de géographie et les rapports de forces qui dictent la politique à suivre. L'Allemagne ne peut reconquérir une position de grande puissance que par une alliance avec l'U.R.S.S. seule susceptible de faire contre-poids aux intérêts français et anglais. Il n'y a pas d'autre alternative : l'Allemagne a besoin d'une Russie forte, quelque soit son régime politique et la politique allemande serait la même envers une Russie dirigée par le Tzar, Koltchak ou Denikine. Le seul objectif stratégique est de retrouver avec la Russie une frontière commune et de faire disparaître les Etats construits par les vainqueurs de Versailles pour ériger un mur entre l'Allemagne et la Russie : Pologne, Lithuanie, Lettonie. La destruction de la Pologne, pilier du système continental français est une question vitale pour l'Allemagne dont l'objectif doit être de retrouver ses frontières de 1914.

Von Seeckt le répète en 1922 au moment où il se refuse à envisager, mais seulement pour des raisons d'opportunité, une action commune avec l'U.R.S.S. : l'existence de la Pologne est intolérable et incompatible avec la survie de l'Allemagne. Elle doit disparaître à travers ses propres faiblesses internes, grâce à la Russie et avec l'aide allemande. Encore en 1933, von Seeckt résumait ses conceptions dans une brochure : après avoir montré que la politique française consistait depuis des siècles à s'avancer à l'Est et par Pologne interposée, à contraindre indéfiniment l'Allemagne à faire face sur deux fronts, il conseillait aux responsables de la politique allemande de veiller en toutes circonstances à garder la liberté de leurs arrières que seule pouvait leur assurer une solide amitié avec la Russie.

Ainsi il est possible de dire que de 1920 à 1933 et même au-delà, c'est le dénominateur commun polonais beaucoup plus que la nécessité du réarmement allemand avec l'aide russe qui a été le mobile essentiel des chefs de la Reichswehr. La faiblesse de l'industrie russe, les difficultés à trouver des capitaux rendront en effet difficile la collaboration technique et ne permettront de réaliser que partiellement les nombreux projets engagés.

Tandis que la politique étrangère du gouvernement allemand se montre fluctuante, oscillant entre la politique de Rapallo et un rapprochement avec les vainqueurs marqué par l'entrée à la S.D.N., le traité de Locarno et la politique pro-occidentale de Stresemann, celle de la Reichswehr ne variera pas d'un pouce. Il est vrai que von Seeckt doit abandonner ses fonctions en 1926, départ qui est d'ailleurs l'occasion d'une attaque en règle des dirigeants social-démocrates contre la « Reichswehrpolitik », mais le témoignage du général von Hammerstein, associé depuis le début avec les généraux von Blomberg et von Schleicher à la collaboration secrète et responsable de sa poursuite de 1933 à 1934 est formel : la politique russe de von Seeckt a été poursuivie sans aucun changement après son départ. La Reichswehr est même parvenue à poursuivre cette politique après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Pendant quelques mois, Hitler a, en effet, continué à faire confiance aux militaires, et il faut attendre le milieu de l'année 1933 pour que Hitler prenne l'initiative de mettre fin à la Reichswehrpolitik.¹⁸

La « Reichswehrpolitik » rencontrait celle de l'Union soviétique. La nouvelle Pologne menace encore plus la Russie que l'Allemagne. Au printemps 1920, Pilsudski a lancé ses troupes en direction de Kiev tandis que la France occupe Francfort. Le 16 août 1920, la contre-offensive de l'Armée rouge est ar-

18. A la fin du mois d'avril 1933, l'ambassadeur soviétique Khintchouk est reçu par Göring, puis par Hitler qui lui déclare qu'il n'y a rien de changé dans les relations entre les deux pays, voir en particulier Jacques Grünenwald, « L'évolution des relations germano-soviétiques de 1933 à 1936 » dans *Les relations germano-soviétiques de 1933 à 1939*, Paris, 1954, pp. 7-42.

rêtée devant Varsovie. En dépit des contacts déjà noués,¹⁹ la faiblesse militaire de l'Armée rouge et l'inexistence de la Reichswehr ont interdit une conjonction des forces et montré qu'avant toute alliance stratégique, il fallait au préalable reconstruire les deux armées. En alignant leurs forces, l'Allemagne et la Russie pourraient alors tenter de desserrer l'étreinte de l'Entente et de mater l'arrogante Pologne. A nouveau en 1923, il est vraisemblable que seule la menace d'une intervention russe a paralysé la Pologne et l'a empêchée de profiter de l'occupation de la Ruhr par la France pour faire main basse sur la Haute-Silésie.

Si la collaboration secrète était soigneusement sauvegardée du côté russe, Lénine ne faisait pas mystère des mobiles qui l'inspiraient. Au 8^e congrès des soviets en décembre 1920, il explique que la bourgeoisie allemande est contrainte, en raison même du traité de Versailles, de rechercher l'alliance de la Russie. La politique étrangère de Lénine est essentiellement défensive. Il attache peu d'importance aux gains territoriaux mais se montre avant tout soucieux de nouer des liens économiques nécessaires au développement de l'industrie russe et, sur le plan stratégique, de dissocier le front des puissances capitalistes et de gagner du temps en attendant la révolution européenne et son avant-garde, la révolution allemande. Sur ce plan, il existe un accord total entre Lénine et Trotsky.

Il n'était, sans doute, pas toujours facile de concilier l'aide à la lutte révolutionnaire avec les accords entre Etats. C'est ainsi que, en 1923, le trafic de munitions avec la Reichswehr se poursuit alors que l'armée allemande est utilisée dans la répression de l'insurrection ouvrière. Les Russes sont réalistes : Il est clairement entendu que la révolution ne s'exporte pas à la pointe des baïonnettes. La cuisante expérience polonaise était sur cette question riche d'enseignements et, en 1923, Trotsky dut à nouveau rappeler cette règle et réaffirmer qu'il était hors de question que l'Union soviétique vienne militairement à l'aide de la révolution allemande.²⁰ Dans un pays avancé, expliqua-t-il, la ré-

19. Selon Carr, *The Bolshevik Revolution*, p. 324, un texte non publié de Reibnitz écrit vers 1940, communiqué à Carr par Gustav Hilger, Reibnitz aurait négocié avec Radek et Kopp pour que dès que l'armée rouge serait entrée à Varsovie, les corps francs allemands s'avancent en Prusse de l'Est jusqu'à l'ancienne frontière allemande. Selon les confessions de Krestinsky au troisième procès de Moscou, von Seeckt était alors en relation avec Kopp en juillet 1920.

Cf. également la lettre d'Enver Pacha à von Seeckt du 26 août 1920 : « J'ai parlé avec le personnage vraiment important de Trotsky. Il y a ici un parti qui possède une véritable force, et Trotsky qui en est membre, souhaite une entente avec l'Allemagne. Le parti serait prêt à reconnaître l'ancienne frontière allemande de 1914. Pour aider les Russes, on peut lever une armée de volontaires ou provoquer une insurrection, soit dans le Corridor, soit à un endroit approprié. »

20. Léon Trotsky, 30 septembre 1923 « Conversation avec le sénateur américain King », *Izvestia*, 30 septembre 1923

« Nous n'intervenons pas dans les guerres civiles étrangères, c'est bien clair : nous ne pourrions intervenir qu'en déclarant la guerre à la Pologne. Mais nous ne voulons pas la guerre. Nous ne cachons pas notre sympathie pour la classe ouvrière allemande dans sa lutte héroïque pour sa libéra-

tion ne peut vaincre que si elle est capable de trouver sur le sol national des forces suffisantes. La prise en compte des intérêts de l'Etat soviétique n'impliquait pourtant encore nulle subordination de la lutte révolutionnaire aux intérêts diplomatiques et militaires de l'Union soviétique. C'est précisément ce qui change à partir des années 1924-1925.

Le K.P.D. et la politique étrangère soviétique

Seule l'ouverture des archives soviétiques permettra d'éclairer cette zone encore interdite de l'historiographie. Il faut pourtant noter l'existence de corrélations troublantes. Avec la subordination de plus en plus étroite du K.P.D. à Staline, les considérations de politique étrangère soviétique paraissent peser d'un poids de plus en plus lourd et la coïncidence entre la tactique du parti allemand et le jeu diplomatique soviétique ne peut être ignorée.²¹

Les communistes russes comme allemands n'avaient évidemment aucune raison de porter dans leur cœur la social-démocratie. Entre eux et les socialistes, la révolution avait tracé une ligne de sang. En Russie la social-démocratie avait affronté le pouvoir soviétique les armes à la main. En Allemagne la responsabilité des socialistes dans l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg était écrasante et la guerre civile était passée entre socialistes et communistes.

A ces considérations historiques et sentimentales venaient s'ajouter des éléments plus précis. De tous les partis allemands, la social-démocratie était la plus hostile à une collaboration avec la Russie. A plusieurs reprises, des députés socialistes, Hermann Müller en 1922, Scheidemann en 1926, dénoncent à

tion. Pour être plus précis et plus franc, je dirais : si nous pouvions donner la victoire à la révolution allemande sans courir le risque d'entrer en guerre, nous ferions tout notre possible. Mais nous ne voulons pas la guerre. La guerre ferait tort à la révolution allemande. Seule est capable de vivre la révolution qui réussit par ses propres forces, surtout quand c'est un grand pays qui est en jeu ».

21. Il est difficile sur ce point d'accepter l'explication de Fernando Claudin dans *La crise du mouvement communiste*, Paris 1972, I, p. 189, il note fort justement que l'aveuglement de l'Internationale communiste face à la progression hitlérienne ne peut s'expliquer « simplement » par une accumulation d'erreurs comme l'a prétendu Dimitrov au VII^e congrès de l'I.C. pour conclure qu'il s'agit en fait d'un mal profond : « L'atrophie des facultés théoriques, la bureaucratiation des facultés organisationnelles, le monolithisme stérilisant, la subordination inconditionnelle aux manœuvres de la camarilla stalinienne ».

Ces facteurs sont loin d'être négligeables mais il faut reconnaître que les « manœuvres de la camarilla stalinienne » possèdent une logique qui ne relève pas de la seule atrophie par ailleurs incontestable de ses facultés théoriques. Thomas Weingartner, *Stalin und der Aufstieg Hitlers*, Berlin, 1970, pense que les considérations de politique étrangères russe ont pesé d'un poids essentiel.

la tribune du Reichstag la collaboration militaire de la Reichswehr et de l'Armée rouge²² contraignant même les Soviétiques à mettre cette collaboration en veilleuse en 1927.

Le S.P.D. est le seul des partis allemands à avoir une politique franchement orienté vers l'Occident où dominent les partis membres de la II^e Internationale. Il appuie la réorientation de la politique allemande d'abandon de la résistance et de recherche d'un compromis avec les vainqueurs de Versailles, matérialisée par la politique de Stresemann, le traité de Locarno et les plans Dawes et Young.

Gustav Hilger qui occupe pendant vingt ans une position stratégiques à l'ambassade d'Allemagne à Moscou a rapporté combien la haine des Russes envers la social-démocratie était plus profonde que leur hostilité à la bourgeoisie ou à la réaction féodale et indiqué que le Kremlin travaillait dur à empêcher l'établissement d'un gouvernement socialiste en Allemagne. Tchitchérine et Litvinov discutaient même ouvertement avec les diplomates allemands de la nécessité de garder le S.P.D. hors des affaires publiques.²³

Déjà en 1925 il est possible que l'intervention de Staline ait été déterminante dans la politique qui permit l'élection de Hindenburg à la présidence de la République. En tout cas Staline se réjouit de cette élection dans laquelle il voyait un signe de résistance de l'Allemagne aux puissances du traité de Versailles.²⁴ Il faut dire qu'à cette date les socialistes allemands, formellement dans l'opposition mais au pouvoir en Prusse, en liaison avec le bloc des gauches en France et les travaillistes anglais, défendaient l'idée d'un pacte de sécurité finalement signé à Locarno en octobre 1925.

Moscou mobilise toute ses ressources contre l'orientation occidentale de l'Allemagne défendue par la social-démocratie. Les efforts de sa diplomatie sont de peu d'effet et il est vraisemblable que le parti communiste allemand est mobilisé au service de cet objectif. Le congrès du Comintern de 1928 est suivi par une importante intervention de Moscou imposant au parti communiste allemand une lutte intransigeante contre la social-démocratie et une violente campagne nationaliste contre tout rapprochement avec les puissances occiden-

22. Carr, E.H., *The Bolshevik Revolution*, p. 435

23. Laqueur Walter, *Russia and Germania*, Londres, 1965, pp. 135-136. Il faut ajouter que c'est au V^e congrès de l'I.C. que la distinction faite au IV^e entre fascisme et démocratie bourgeoise est estompée. Les thèses du V^e congrès affirment que « plus la société bourgeoise se décompose, et plus tous les partis bourgeois, surtout la social-démocratie, prennent un caractère plus ou moins fasciste ». C'est peu après le V^e congrès que Staline approfondit encore les formules de Zinoviev sur la sociale-démocratie et le fascisme : « Objectivement la social-démocratie constitue l'aile modérée du fascisme » (Staline, OEuves, tome 6, pp. 296-299). Il faut remarquer que Trotsky date de 1928 la théorie du social-fascisme alors que les premiers éléments sont incontestablement plus précoces

24. Staline, *OEuvres* 7, p. 100

tales et le plan Young contre lequel l'agitation se développe à l'automne 1929 et durant l'hiver.²⁵ En 1931, c'est à Moscou qu'est prise la décision délibérée de coopérer avec les nazis et le Casque d'Acier contrôlé par la Reichswehr dans le but d'expulser la social-démocratie du gouvernement de Prusse²⁶. Au même moment, le 24 juin 1931, est signé à Moscou un accord prolongeant le traité germano-russe de 1926 et la convention de 1929.

Au total le redoublement de violence du parti communiste allemand envers la social-démocratie et l'utilisation conjointe des thèmes nationalistes semblent bien s'inscrire dans la stratégie « purement russe » de Staline dont l'objectif est de maintenir et de renforcer l'alliance avec le puissant « parti russe » organisé en Allemagne autour de la Reichswehr et de certains secteurs de l'industrie lourde. Staline s'accroche à cette alliance parce qu'ils s'agit essentiellement d'un accord d'Etat-major dirigé contre la très réelle menace polonaise. Il reste que dans cette stratégie la réalité du danger nazi soit pour Staline un facteur de deuxième ou de troisième ordre. Staline est en effet persuadé que les chefs du « parti russe », les généraux von Blomberg, von Hammerstein, von Schleicher sauront contrôler les nazis et conservera vraisemblablement cette illusion plusieurs mois après l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Trotsky : une politique étrangère alternative ?

On comprend facilement la réserve de Trotsky à l'égard de la collaboration secrète avec la Reichswehr. En plein accord avec Lénine, il avait été le maître d'oeuvre de cette politique conduite par ses collaborateurs directs, Kopp, Rosengolz, Rakovsky.

Mais la menace nazie modifie profondément la disposition des forces. A la fin de l'année 1931, il estime nécessaire de « sonner l'alarme » devant les conséquences probables d'une telle éventualité. Elle signifierait, explique-t-il, l'extermination de l'élite du prolétariat allemand, la destruction de ses organisations, le naufrage de l'Internationale communiste dans un nouvel août 1914 et la guerre contre l'U.R.S.S.. Devant un tel danger, les combinaisons militaires et diplomatiques sont vaines. Seule une mobilisation générale peut sauver la situation. C'est à nouveau l'ancien chef de l'Armée rouge qui parle. Il s'adresse aux militants du parti communiste allemand, aux ouvriers social-démocrates et sans parti, mais pas seulement parce que l'enjeu dépasse, et de loin, la seule Allemagne. L'Allemagne n'est pas seulement l'Allemagne, écrit-il, elle est le coeur de l'Europe; Hitler n'est pas seulement Hitler mais un « super-Wrangel »

25. Voir Beloff, *The Foreign Policy of Soviet Russia 1829-1941*, p. 62

26. C'est sans doute pour couvrir cette politique que la *Pravda* publiait le 2 juillet 1931 un faux « prouvant » que Trotsky était l'allié de Pilsudski et le défenseur du traité de Versailles contre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. Voir Trotsky, *OEuvres* 16, p. 285.

qui ne peut accéder au pouvoir qu'au terme d'une guerre civile impitoyable et l'Armée rouge n'est pas seulement l'Armée rouge, mais « l'instrument de la révolution prolétarienne mondiale ».

Ses propositions sont claires : la tentative des fascistes pour s'emparer du pouvoir doit entraîner une mobilisation de l'Armée rouge. Il revient sur cette question au printemps 1932 dans un entretien destiné au public américain mais plus encore aux responsables soviétiques et aux opposants à Staline qui tentent de s'organiser. Il insiste sur le caractère inéluctable d'une attaque allemande contre l'Union soviétique en cas de victoire des nazis et n'hésite pas à indiquer « ce qu'il ferait » à la place du gouvernement soviétique : dès l'annonce de l'arrivée au pouvoir de Hitler, persuadé qu'il se trouve en face d'une situation qui ne peut être dénouée que par la guerre, il signerait un ordre de mobilisation générale afin de ne pas laisser à Hitler le temps de s'établir, de se renforcer, de conclure des alliances, de recevoir les concours nécessaires et d'établir un plan d'attaques militaires, « non seulement à l'Est mais à l'Ouest ». Peu importe, ajoute-t-il, de savoir qui prendra formellement l'initiative du conflit armé puisqu'une guerre entre l'Etat hitlérien et l'Etat soviétique serait inévitable et à brève échéance.

Trotsky ne va pas plus loin, il ne dit pas un mot de la « Reichswehr-politik » mais il est évident qu'il estime que cette politique n'est plus d'actualité et que la nécessité de préparer l'U.R.S.S. à la guerre impose la recherche d'autres alliances militaires. L'arrivée de Hitler au pouvoir ne peut que le conforter dans ses convictions. Pourtant au printemps 1933, il est bien isolé dans un tableau complètement irréal. A Berlin, la « Reichswehrpolitik » ne semble pas encore remise en cause. En mai, Hitler répète à l'ambassadeur von Dirksen son désir de poursuivre de bonnes relations avec la Russie à la condition que celle-ci ne s'immisce pas dans les affaires intérieures allemandes. A Berlin, von Dirksen a vu beaucoup de monde, Hindenburg, Göring, Goebbels, Frick. De retour à Moscou, il confie à ses collaborateurs que le gouvernement nazi est désireux de stabiliser ses relations avec la Russie. Sur l'autre front, Hitler joue une comédie pacifiste qui a l'oreille de l'Angleterre et isole la France. Trotsky met à nouveau en garde les dirigeants soviétique mais aussi ceux des démocraties occidentales. Elles auraient tort d'être rassurées par la modération de Hitler. S'il est vrai qu'il est avant tout désireux de marcher contre l'Union soviétique, il n'en demeure pas moins que « les armes qui peuvent être employées contre l'Est peuvent tout aussi bien être employées contre l'Ouest ».

Retour en U.R.S.S. ?

Il faudra bien un jour reconnaître l'évidence encore absente des livres d'histoire. Seul, en son temps, Trotsky avait vu juste là où les dirigeants soviétiques comme occidentaux étaient aveugles. La politique qu'il préconisa dès

1931 sera celle que Staline sera contraint d'appliquer en catastrophe et au prix terrible de millions de morts quand les divisions allemandes déferleront dans les plaines d'Ukraine quelques mois seulement après la réalisation de la « Reichswehrpolitik » faisant disparaître la Pologne de la carte. Il faudra la défaire des démocraties occidentales et des années de peste brune pour qu'avec l'entrée en guerre des U.S.A. se réalise l'alliance stratégique contenue dans l'analyse de Trotsky dès 1931.

Trotsky prophète désarmé ? La formule est certes séduisante mais sa faiblesse tient à ces conceptions de l'histoire comme histoire du fait accompli. Il est probable en effet que quelques questions doivent être réexaminées, à commencer par celle-ci : le retour en U.R.S.S. de Trotsky relevait-il alors de la science-fiction ? Les pièces à verser au dossier ne sont pas encore très nombreuses mais elles ont pris une certaine épaisseur.

Nous avons la lettre secrète de Trotsky au B.P. du P.C.U.S. du 15 mars 1933 dans laquelle il exprime son intention sincère, devant l'ampleur du danger, de coopérer avec toutes les tendances. L'aurait-il écrite sans quelques bonnes raisons de penser qu'elle pouvait avoir un écho dans la direction soviétique ? Est-il possible de la réduire à une simple opération de propagande ?²⁷ Nous avons ensuite les diverses rumeurs qui courent en Europe, celle par exemple du journal allemand libéral *Vossische Zeitung* passé sous contrôle nazi qui évoque l'éventualité d'un retour en U.R.S.S. de Trotsky. La rumeur prend en tout cas une consistance suffisante pour que le grand journal parisien *Paris-soir* envoie le journaliste Georges Simenon à Prinkipo poser la question à Trotsky²⁸ : « Des journaux ont prétendu que vous avez récemment reçu des émissaires de Moscou chargés de vous demander votre retour en Russie ». G. Simenon se fait pressant : « Vous reprendriez du service actif ? Il dit oui d'un mouvement de la tête ». Fin juin 1933, c'est l'agence de presse soviétique Tass qui dément la rumeur, déclaration qui constitue sans doute indirectement une réponse aux questions allemandes quant à un éventuel tournant de la politique extérieure soviétique.

Ces différentes rumeurs montrent que la question du retour de Trotsky en U.R.S.S. était posée par Trotsky, mais aussi par Berlin et Moscou. Cette question a-t-elle été également posée à Paris ? Le dossier du visa accordé à Trotsky par le gouvernement Daladier est loin d'être clos. Ce qui est établi, c'est que Trotsky ne croyait pas en cette possibilité de la part du gouvernement français : « Je puis à peine imaginer, écrit-il à son traducteur Parijanine, que le gouver-

27. C'est sans doute pour couvrir cette politique que la *Pravda* publiait le 2 juillet 1931 un faux « prouvant » que Trotsky était l'allié de Pilsudski et le défenseur du traité de Versailles contre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. Voir Trotsky, *Oeuvres* 16, p. 285

28. Léon Trotsky, entretien avec Georges Simenon in Lacassin (Francis) et Sigaux (Gilbert). *Simenon*, Paris, 1973, pp. 309-320.

nement français, surtout celui de ce moment, qui recherche l'unité de Staline, m'accorda le visa ». ²⁹ Le gouvernement français ne pouvait ignorer les rumeurs qui filtraient jusque dans la grande presse sur l'isolement de Staline et l'impact des articles de Trotsky sur les milieux dirigeants russes. Quelles sont les considérations politiques, s'il y en a eu, qui ont poussé le gouvernement du radical Daladier, homme de confiance de l'Etat-major français, à accorder ce visa ?

Enfin les deux pièces essentielles du dossier sont constituées par les découvertes de Pierre Broué sur le bloc des oppositions et ce que nous savons de l'assassinat de Kirov en décembre 1934. Pierre Broué a montré qu'un regroupement des oppositions face à Staline était en cours en U.R.S.S. en 1932 et que ce regroupement était en liaison clandestine avec Trotsky. ³⁰

Nous avons aussi beaucoup de raison de penser qu'en décembre 1934, Kirov a été assassiné par Staline alors qu'il venait de prendre contact avec Trotsky pour envisager les conditions de son retour en U.R.S.S. ³¹ Sans doute aucune de ces pièces n'est décisive, mais il en ressort cependant une hypothèse, celle d'une direction soviétique bien moins homogène que le tableau décrit par nombre de kremlinologues, où la tentation était grande de rappeler l'ancien dirigeant de l'Armée rouge et de réaliser l'union sacrée contre le danger nazi. Ces dirigeants ont fait plus qu'envisager cette solution, ils ont commencé à passer à l'acte et l'ont payé de leur vie. Il ne fait nul doute en tout cas que les prochaines années apporteront, vraisemblablement de Moscou même, de nouvelles pièces à ce dossier.

29. Au printemps 1933, devant la menace hitlérienne, le gouvernement français poursuit les efforts engagés dès 1932 devant la réalité du réarmement allemand en vue d'un rapprochement avec l'Union soviétique dont l'objectif premier, négatif, est de briser les liens unissant depuis Rapallo l'Allemagne à l'Union soviétique. A plus long terme il s'agissait de ressusciter devant la fragilité de la Pologne et avec la petite Entente l'ancien système de défense français reposant sur l'alliance franco-russe. Menacée en Orient, l'U.R.S.S. a accepté en 1932 un pacte franco-soviétique de non agression proposé par Herriot. Pour la Russie il s'agissait surtout de sauvegarder la frontière occidentale afin de n'être pas menacé sur deux fronts.

30. Cf. Pierre Broué, « Trotsky et le bloc des oppositions », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 5, 1980, pp. 5-38 et Pierre Broué, « Regroupement contre Staline en U.R.S. », *Trotsky*, 1988, pp. 700-712

31. Cf. Jean P. Joubert, « L'affaire Kirov commence en 1934 », in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 20, décembre 1984, pp. 79-93.

Notes (suite)

11 a . Lettre du Comte Stenbock-Fermor à Trotsky

Großheidorn 166, près de Wunstorf (Hanovre)
chez Mme Wassmann
le 7.2.32

Cher camarade Trotski,

C'est seulement avec du retard que votre brochure « Contre le national-communisme » atterri entre mes mains. A différents endroits, et ceci en rapport avec Scheringer, vous parlez de moi. Comme il m'importe que vous ne vous fassiez pas une fausse idée de mon attitude, je me permets d'y revenir brièvement.

A la page 12 vous écrivez : « Il est possible que Thälmann, l'ancien travailleur révolutionnaire, cherche autant que possible à ne pas se laisser distancer par le comte Stenbock-Fermor ». Et à la page 14 : « Les Scheringer et Stenbock - Fermor veulent bien considérer la cause communiste comme une suite directe de la guerre des Hohenzollern. Les victimes de la boucherie impérialiste la plus infâme continuent, selon eux, à être des héros, tombé pour la liberté du peuple allemand. Tout leur programme se résume à un désir de revanche... » etc.

Vous vous trompez. Il est évident que je n'ai pas rejoint le prolétariat rév[olutionnaire]. dans le but de répandre des idées revanchardes. Ce furent des raisons d'ordre social qui m'y ont poussé. En tant que fils d'un propriétaire terrien balte, je me suis battu dans les pays baltes, alors âgé de 17 et 18 ans. En 1920, j'arrivai en Allemagne. Par manque d'argent, je fus obligé de me faire mineur. Pendant plus d'un an, je travaillai comme herscheur dans le bassin de la Ruhr. J'appris à mes dépens la misère du prolétariat et les méthodes brutales de l'exploitation capitaliste.

Depuis cette époque, j'ai des contacts étroits avec la classe ouvrière et ce furent ces contacts-là qui me firent découvrir les écrits révol. Je lus Marx, Engels, Lénine et appris à connaître le marxisme.

L'aveu public de « 13 anciens officiers » qui déclarèrent être du côté du prolétariat, à la suite du ralliement de Scheringer, me donna une raison pour prendre ouvertement position en matière politique. Il im-

portait d'influencer, d'agir politiquement sur les classes moyennes et les milieux national-socialistes. Ce qui réussit entièrement.

Il va de soi que je suis l'ennemi de toute guerre impérialiste. La guerre mondiale est pour moi, ainsi que pour vous, une abjecte boucherie impérialiste. Ma position vis-à-vis de la guerre est celle d'un marxiste révol... Je pourrais dire oui uniquement à une guerre qui voudrait protéger la révolution, ayant la seule défense d'une Allemagne prolétaire et révolutionnaire comme but, contre les attaques des états impérialistes et capitalistes.

Encore quelques mots au sujet de Scheringer. Vous citez des phrases, tirées de la brochure de Scheringer qui effectivement, paraissent encore extrêmement petit-bourgeois, non-marxiste, réactionnaire. Mais comment le cas Scheringer se présente-t-il ? Un officier qui a clairement vu les fondements contre-révolutionnaires du national-socialisme, trouve la voie qui le conduit à la classe ouvrière. Un tel homme n'est pas du jour au lendemain un marxiste formé. Il se trouve dans un processus de mutation, et ce qu'il dit pendant cette mutation ne devrait pas être regardé d'un oeil trop critique.

Il est vrai que l'éditeur de la brochure a dû ajouter un commentaire. Une indication : cet homme s'est mis en route pour nous rejoindre, il n'est pas encore formé d'un point de vue idéologique, il est confus, un débutant encore. Il lui reste beaucoup à apprendre. Mais nous saluons en lui un honnête compagnon de lutte etc. On a omis de le faire, ce qui fut certainement une erreur.

Du reste, Scheringer a beaucoup appris depuis. Dans la forteresse et en prison, il avait le temps d'apprendre.

Mais ce qui importait pour le mouvement révolutionnaire n'étaient certainement pas les paroles de Scheringer, mais le fait de son évolution vers le prolétariat révol[utionnaire]... Pour nous, elle avait valeur de symbole : la pénétration de l'idée communiste dans les milieux jusqu'alors imperméables.

Pour cette seule raison, le parti a, par moments, mis Scheringer en avant. La pénétration des couches national-socialistes a été réussie dans une large mesure.

A ce groupe, je peux également avoir recours à ma propre expérience. Au cours de cette année, j'ai pris la parole lors de 120 rassemblements de masse, organisés par l'aide rouge (rote Hilfe), devant des ouvriers et des petits-bourgeois sur le thème : « Le cheminement d'un officier de la Reichswehr vers le prolétariat révol[utionnaire] ». J'ai eu l'occasion de constater la forte sympathie que les ouvriers montraient à l'égard de Scheringer, ainsi que l'impact politique produit sur les indifférents et les national-socialistes. Les dernières élections, d'ailleurs, ont également montré l'importance de cette propagande politique faite avec Scheringer. De nombreux national-socialistes ont commencé à comprendre quelque chose.

Quelle sont nos tâches en Allemagne pour préparer une situation révolutionnaire ? D'un côté il faut conquérir la majorité de la classe ouvrière, faire reculer l'influence réformiste très forte encore et de l'autre côté gagner des allés.

Il est manifeste qu'en Allemagne le prolétariat seul ne peut effectuer la révolution. Elle ne se déroulera pas de manière purement prolétaire, mais revêtira obligatoirement le caractère d'un soulèvement populaire.

Lénine écrit à propos du « Soulèvement en Irlande de 1918 » :

« La révolution socialiste en Europe ne pourra être autre chose qu'un combat massivement suivi, mis en oeuvre par tous les opprimés et mécontents. Une partie de la petite bourgeoisie et des ouvriers rétrogrades y participeront inévitablement. Sans une telle participation, une lutte des masses n'est pas possible, aucune révolution ne l'est, et, d'une manière toute aussi inévitable, ils amèneront dans le mouvement leurs préjugés, leurs phantasmes réactionnaires, leurs erreurs et leurs faiblesses. Mais ils attaqueront réellement le capital; et l'avant-garde de la révolution avancée qui exprime la vérité objective d'une lutte des masses multiple, hétéroclite, haute en couleurs, apparemment incohérente sauront la coordonner, la guider et prendre le pouvoir... pour aboutir à la victoire du socialisme, une victoire qui ne pourra en aucun cas se « débarrasser » d'un coup de toute la gangue petite-bourgeoise. »

Ceci peut s'appliquer mot à mot aux circonstances allemandes. Il va de soi qu'en Allemagne la révolution fera incontestablement son chemin sous la direction de la classe ouvrière révolutionnaire, mais sans la participation de larges couches des classes moyennes déracinées et de la paysannerie. Gagner ces couches-là : voilà la mission des « Scheringer », une mission importante, sérieuse et historiquement nécessaire.

Pour conclure, je tiens à vous dire que je suis en train de lire votre « Histoire de la Révolution Russe » qui m'impressionne très fortement.

Je ne suis pas un de vos partisans politiques, car je défends la ligne générale du parti, mais je voudrais insister sur l'estime que j'éprouve vis-à-vis de vos réalisations historiques et sur l'admiration que je vous porte, même en tant qu'adversaire politique.

Avec mes salutations respectueuses.

G. V.

Joseph Goebbels et le parti nazi à Berlin

« Dans L'histoire des mouvements révolutionnaires, la lutte pour la capitale constitue toujours un chapitre particulier. La capitale est une valeur en soi. Elle représente le centre de toutes les forces politiques, économiques et culturelles du pays... Berlin est quelque chose d'unique en Allemagne. Sa population ne se compose pas, comme celle d'une ville quelconque, d'une masse uniforme repliée sur elle-même et homogène. Le berlinois, c'est le produit d'un substrat berlinois de toujours, complété par des apports de toutes les provinces, régions et groupes sociaux, professionnels et religieux. »

Joseph Goebbels, *Combat pour Berlin*, Paris, collection Action, 1966; p 11

Joseph Goebbels, romancier raté, « intellectuel » du parti nazi (il est au moins le seul à pouvoir prétendre à ce titre dans l'état major de la bande), *gauléiter* du N.S.D.A.P. à Berlin puis ministre de la propagande jusqu'à la fin, fut un écrivain prolixe.¹

Auteur de multiples discours et brochures, il tint aussi régulièrement un journal dont on ne disposait jusqu'ici que de morceaux épars, publiés par des éditeurs et à des dates différentes.

L'éditeur allemand K.G. Saur vient de mettre à disposition du public l'ensemble des fragments, en plusieurs volumes, avec un index récapitulatif.²

Cette parution n'est pas de nature à relever la réputation d'intellectuel et d'écrivain du « petit docteur ».

1. Joseph Goebbels (1897-1945), né à Rheydt en Rhénanie, fit des études de philosophie à l'université de Heidelberg où il obtint un doctorat en 1922. Il tenta vainement de faire publier son roman, *Michael* et deux pièces en vers. Il est gagné au N.S.D.A.P. par Gregor Strasser (1892-1934) qui en fait son secrétaire. D'abord hostile à Hitler, Goebbels se rallie brutalement et définitivement à lui à la conférence de Bamberg en 1926 qui marque le début de son ascension.

2. *Die Tagebücher von Joseph Goebbels, Sämtliche Fragmente*, K.G. Saur, München - New York - Londres - Paris, 1987.

L'amateur de journaux littéraires peut très bien se dispenser d'ajouter l'ouvrage - cher, de surcroît - à sa collection. Le niveau d'ensemble est en effet consternant : lourds propos sur les femmes, autosatisfaction, platitudes sonores s'y ramassent à la pelle, le tout dans un style télégraphique qui déshonore la langue allemande.

Quelques échantillons du genre :

22 mars 1931

«...Magda est rentrée ce soir. Belle, aimable et radieuse. Elle a été bonne envers moi. Elle me débarrasse de tous mes soucis. Je l'aime beaucoup. Reçu de méchantes lettres de Hella Koch et Erika Chelius. Désormais je n'en aime plus qu'une. Madame Stern m'écrit une lettre de rupture. Je suis plein de mélancolie. Mais elle me restera fidèle et se mettra en peine pour moi... »³

3 février 1933

«... A Potsdam. Parlé devant une salle archicomble. Mutschmann tient un discours frénétique. Ivrogne. L'un d'eux vomit même alors qu'Hitler parle. A sa santé. Hitler parle de sa jeunesse. Très chaleureusement. Rentré tard à la maison. Magda pleure toujours. Elle est si bonne envers moi. Aujourd'hui encore une dure journée de travail. »⁴

L'historien est mieux servi. On trouve quelques portraits acides de ses comparses du N.S.D.A.P.⁵, la confirmation de sa fidélité de chien à Hitler qu'il trouve sans cesse « fabuleux » et de ses désaccords avec la direction munitoise du parti, « indolente » et qui n'a « aucune idée de l'état d'esprit du pays ». ⁶

L'essentiel toutefois, c'est la description au jour le jour de l'activité d'implantation du nazisme dans une grande agglomération ouvrière, bastion des «partis marxistes». A ce titre, le *Journal*, que nous avons consulté pour la période 1931-1933, complète parfaitement un autre livre, *Combat pour Berlin*, traduit et édité en France en 1966.

Goebbels à Berlin

Lorsque Joseph Goebbels arrive à Berlin en novembre 1926, il y a la difficile mission de prendre en mains le *Gau* de Berlin du N.S.D.A.P., jusque là squelettique. Le *Gau* n'a été fondé qu'en mars 1925, soit avec beaucoup de retard par rapport à l'implantation du parti dans le reste du pays.

3. *Ibidem*, Première partie (1924, 41), volume 2 (1-1-1931 - 31. 12. 1936), p. 37.

4 *Ibidem*, p. 364.

5. Göring est ainsi décrit comme un « ambitieux pathologique »? (30 - 3. 1931, p. 41) Streicher est « impossible » (2.2. 1933, p. 363) etc..

6. 25. 3. 1931, p. 38.

Il ne compte que quelques centaines d'adhérents, principalement dans les quartiers « bourgeois », et les S.A. — plus nombreux que les membres du parti — proviennent pour l'essentiel des organisations sportives et paramilitaires de la droite nationaliste.

Le « grand Berlin » — *Gross-Berlin* — créé administrativement en avril 1920 est, avec ses 4 300 000 habitants et son immense superficie, un monstre urbain et un « bouillon de culture » politique et intellectuel sans équivalent en Allemagne, pays traditionnellement peu centralisé.

L'historien de Berlin Henning Köhler écrit à ce propos : « Aucun événement de l'histoire berlinoise au 20ème siècle n'a eu plus grande importance pour l'histoire allemande, pour le développement national que la formation de cette communauté. »⁷

L'agglomération est frappée de plein fouet par la crise économique et le chiffre moyen des chômeurs secourus passe de 31 800 en 1923 à 197 300 en 1931 et près de 300 000 en avril 1932. Le nombre total des chômeurs enregistrés est de 603 000 à la même date, soit le dixième du nombre total de chômeurs dans toute l'Allemagne, 5 739 000, c'est à dire beaucoup plus, proportionnellement que le poids démographique de Berlin dans le pays. ⁸

La crise est aggravée par les ordonnances du chancelier Brüning qui placent de fait la communauté urbaine sous l'autorité de l'Etat et créent de nouvelles contributions et taxes sur les habitants : la « *Bürgersteuer* » ou « *Kopfsteuer* », taxes sur les personnes, la *Getränke und Biersteuer* sur les débits de boisson, alors que les élus berlinois préféraient augmenter la contribution foncière (*Grundsteuer*) ou la patente (*Gewerbesteuer*). ⁹

Tout cela accentue une « radicalisation » qui légitime plus que jamais la dénomination de « Berlin la Rouge ». Alors que le S.P.D. connaît à Berlin comme dans tout le pays une baisse électorale constante à partir de 1930 — passant de 34% des suffrages en 1928 à 28% en 1930 et 27,9 et 23,8% aux deux élections législatives de 1932 —, le K.P.D. enregistre une progression régulière qui, dès 1930, avec 33% de voix, fait de lui le premier parti de l'agglomération. Un communiste allemand sur dix vit à Berlin, et les quartiers les plus populaires, Wedding où le K.P.D. est majoritaire de 1924 à 1933 sans interruption, Friedrichsheim, Neuköln, Prenzlauer Berg, sont de véritables « bastions ». ¹⁰

7. « Berlin in der Weimarer Republik » in *Geschichte Berlins*, Munich, C.H. Beck, 1987, p. 819.

8. *Ibidem*, p. 905. Henning Köhler ajoute tout de même que « l'Etat intervient à Berlin pour éviter l'effondrement du filet social, aussi incomplet et étriqué qu'il fut. » La situation était donc bien pire à Dresde, Francfort ou Cologne.

9. *Ibidem*, pp. 902 sq.

10. Ces chiffres sont extraits de la contribution d'Alfred Milatz « Das Ende der Parteien in Spiegel der Wahlen 1930 bis 1933 » in *Das Ende der Parteien 1933.*, Düsseldorf, Droste, 1960, pp. 743 - 793.

La tactique nazie devait tenir compte de ces réalités et se démarquer des thèmes « volkisch » développés dans l'aire d'origine austro-bavaroise. ¹¹ Il fallait, beaucoup plus qu'ailleurs, se donner un visage « révolutionnaire », « de gauche » et mettre en sourdine l'antisémitisme, au moins comme thème central de l'agitation.

Goebbels qui l'a parfaitement compris, écrit :

« Il fallait que le caractère du parti à Berlin fût différent de celui de n'importe quelle grande ville ou de celui des campagnes.

... Il n'était absolument pas question pour le moment d'une propagande dans le vieux style bourgeois. Nous nous serions ridiculisés et le parti ne serait jamais sorti des limites d'un groupuscule...

... A Berlin, les procédés de propagande sont différents de ceux du reste du Reich. Le tract, qui est fréquemment et efficacement employé dans la lutte politique en Province, paraît ici complètement inadapté. ... Berlin est déjà tellement inondée de papiers imprimés qu'un tract accepté par une main indifférente finit l'instant d'après dans le ruisseau. » ¹²

Le principal vecteur de propagande est donc le journal *Der Angriff* (l'Attaque) rédigé dans un style populiste et tonitruant, car « il s'agissait d'abonder le plus possible dans le goût qu'ont les berlinois pour les tournures spirituelles et les formules à l'emporte-pièce » ¹³

La cible : les quartiers ouvriers où les SA vont développer leur réseau de *Sturmlokale*. ¹⁴

Pour Goebbels en effet :

« Par nature, l'ouvrier ne se contente pas seulement de croire à un idéal politique, mais il est prêt à se battre pour lui. L'ouvrier ne possède rien, et celui qui n'a rien, se trouve toujours plus vite prêt à tout risquer pour une cause. Il n'a, en fait, rien à perdre que ses chaînes; et c'est pourquoi il est capable de combattre pour ses convictions politiques avec beaucoup plus de dévouement et d'enthousiasme que les bourgeois...

L'élément prolétaire, surtout le S.A., procure constamment au mouvement cet élan révolutionnaire ininterrompu, qu'il a heureusement conservé jusqu'à aujourd'hui. Beaucoup de partis et d'organisations sont nés depuis la fin de cette guerre et ont, après une courte ascension, à nouveau sombré dans les plâtitudes bourgeoises. La compromission les a tous pourris. » ¹⁵

11. « Volkisch » désigne un courant de l'extrême droite allemande, qui prône un nationalisme à fondement racial. Ce courant, qui s'est retrouvé pour l'essentiel dans le mouvement nazi, se distingue aussi bien du nationalisme traditionnel, incarné dans le D.N.V.P. et les « Casques d'Acier », que des courants « national-révolutionnaires », « national-bolchevique » ou des adeptes de la « révolution conservatrice ».

12. *Combat pour Berlin*, collection « Action », Paris, 1966, p. 41.

13. *Ibidem*, p. 42.

14. Voir notre article sur le K.P.D. dans ce même numéro.

15. *Combat pour Berlin*, op. cit., pp. 82 et 83.

Le premier meeting de masse organisé par les nazis à Berlin, en février 1927, a lieu en plein Wedding-la-Rouge, aux salles Pharus, lieu traditionnel de réunions du K.P.D.. L'affiche de convocation, dans son style, donne une idée assez nette de la tactique utilisée :

« L'Etat bourgeois touche à sa fin. Il faut forger une nouvelle Allemagne ! Intellectuels et ouvriers, le destin du peuple allemand est entre vos mains. Vendredi 11 février, salles Pharus ! Thème : l'effondrement de l'Etat bourgeois. » ¹⁶

Les résultats de cette activité semblent mitigés. Le mouvement connaît bien sûr une croissance spectaculaire : les adhérents, quelques centaines au départ, sont 16000 en 1931 (mais le *Gau* de Saxe, tout aussi peuplé, en compte 40 000).

Le pourcentage des suffrages obtenus aux législatives, ridicule dans les années vingt (1,6% en décembre 1924; 1,4% en 1928). s'élève à 12,8% en 1930, 24,6 et 22,5% en 1932. ¹⁷

Il est vrai que cette progression accompagne un mouvement d'ensemble dans tout le Reich.

Si l'on se livre à une étude plus fine, quartier par quartier, on constate que les meilleurs scores nazis se font toujours dans les quartiers bourgeois. En 1930, le N.S.D.A.P. réalise 14,9% à Berlin Mitte (le centre), 14% à Kopenick, quartier résidentiel des classes moyennes, 23,3% à Steglitz, quartier plus « huppé ».

Mais il ne « fait » que 9% à Wedding, ce qui n'est pas négligeable mais reste inférieur à la moyenne d'ensemble et ne correspond pas aux efforts d'implantations accomplis. ¹⁸

Henning Köhler estime qu'on peut parler « d'une sorte de division du travail » : « Les coups de main et les tiraileries dans les quartiers « rouges » faisaient la manchette des journaux, pendant que les électeurs du parti, non concernés, habitant dans d'autres quartiers, en prenaient connaissance dans les journaux du matin. » ¹⁹

En bref, les S.A. « prolétaires » s'agitaient à Wedding et les électeurs restaient des « gens respectables »...

Ce demi-échec est, nous semble-t-il, le produit même de la nature du N.S.D.A.P., de sa place dans la société allemande, de son orientation politique. Parti d'extrême-droite, il se construit sur les décombres de la droite et du natio-

16. *Ibidem*, p. 57. Le meeting eut lieu au milieu d'une bagarre monstre, que Goebbels décrit avec force détails, pp. 58 - 63.

17. Les chiffres sont tirés de Christian Engeli et Wolfgang Ribbe, « Berlin in der national - sozialistischen Zeit », in *Geschichte Berlins*, op. cit pp. 928 et 929 et Alfred Milatz, loc. cit.

18. *Geschichte Berlins*, op. cit., pp. 919, 920.

19. *Ibidem*, p. 913.

nalisme traditionnels (le D.N.V.P. en particulier). Quel que soit le mépris de Goebbels pour les ligues des Corps Francs « qui prennent leurs racines dans la vieille Allemagne » — alors que, selon lui, les S.A. incarnent la « Jeune Allemagne »²⁰ — c'est de ce milieu que les nazis sont originaires, c'est là qu'ils recrutent le plus souvent. D'ailleurs, à trop prendre le « socialisme » au sérieux, on verse dans le « strassérisme », cette dissidence du nazisme qui refuse l'embourgeoisement, la « bonzification » du parti et sa trahison du programme de 1920.

La voie était donc étroite et il n'est pas étonnant que le *Gau* de Berlin fut secoué par plusieurs crises, la plus importante étant celle d'avril 1931 où Stennes, responsable des S.A. berlinois, occupe les locaux de l'*Angriff* avec ses hommes, affirmant qu'il ne se battait pas « pour le parti et les bonzes, mais seulement pour l'Allemagne. »²¹

Autre indice de la difficulté à tenir une ligne toute à la fois « prolétarienne » et d'extrême droite, l'analyse du répertoire officiel des chants S.A., faite par un universitaire allemand, Günther Hartung.²² Celui-ci montre que le répertoire fut peu à peu épuré des chants d'origine « corps-francs », souvent remplacés par de nouveaux textes, calqués sur les chants communistes, et utilisant parfois des mélodies soviétiques !

Ainsi, le recueil de 1930 publie « Frères des mines et des corons », sur la mélodie de « Frères, en avant vers le soleil et la liberté », chanté en U.R.S.S. et dans le mouvement ouvrier.

Le fameux *Horst Wessel Lied*, qui devint après janvier 1933 un second hymne national, concurremment avec le *Deutschland über alles*, dénonçait simultanément « le Front Rouge et la Réaction ». Mais, là encore, certaines limites ne pouvaient être franchies et les vers chantés dans la version du N.S.D.A.P. de l'Allemagne du Nord — « Bientôt les étendards d'Hitler flotteront sur les barricades. L'esclavage n'en a plus pour longtemps. » — furent expurgés dans la version officielle. Les « étendards » ne flotteraient plus que « dans toutes les rues ».

Günther Hartung écrit fort justement à ce propos :

« Si fidèles au Führer que fussent les pensées qui guidèrent l'auteur... le seul mot de « barricades » était inacceptable pour le clan hitlérien; il remettait en cause la collaboration avec la grande bourgeoisie et le « club des Messieurs » et semblait donner aux prétoriens une autonomie trop importante. »²³

20. *Combat pour Berlin*, op. cit., p. 78.

21. cité par Henning Köhler, in *Geschichte Berlins*, op. cit., p. 916.

22. « Laissez la rue aux bataillons bruns. Analyse de chants S.A. », in *Nazisme et Antinazisme dans la littérature et l'art allemands*, Presses Universitaires de Lille, 1986, pp. 91 - 102.

23. *Ibidem*, p. 100. Günther Hartung montre bien que la plupart des chants ont leur version « strassérienne »; Ainsi, « Frères des mines et des corons » fait l'objet d'une autre version, « Frères, formez vos colonnes » où l'on peut entendre : «... le mot de passe, c'est la révolution, Allemagne, ô mon Allemagne, nous t'apportons la liberté et le pain.»

Ce demi-succès et ces difficultés ne doivent pas masquer tout de même une implantation croissante dans les quartiers ouvriers, nourrie par la décomposition sociale et l'absence de toutes perspectives politiques à gauche. En novembre 1932, alors qu'il enregistre partout un revers électoral, le N.S.D.A.P. résiste mieux dans les arrondissements populaires que dans les quartiers plus aisés.

Alors qu'à Steglitz et Zehlendorf, il passe de 42 % et 36,4 % à 36,1 % et 29,4% de juillet à novembre, il ne perd que 1,7% des voix et reste à 22,1% dans le quartier populaire de Prenzlauer Berg. A Wedding, il obtient le score honorable de 17,9% des voix.²⁴

Il est vrai que le scrutin a lieu en pleine grève des transports de Berlin, où Goebbels pousse jusqu'au bout sa ligne « révolutionnaire », gagnant sans doute des soutiens dans l'électorat ouvrier et semant un effroi temporaire dans la bourgeoisie et chez des électeurs traditionnels.

Goebbels et la grève des transports de Berlin

La grève des employés de la B.V.G. (*Berliner Verkehrsgesellschaft, société des transports de Berlin*), du 2 au 8 novembre 1932 est une des rares grèves de masse à cette époque, dans un pays où l'ampleur du chômage dissuade ouvriers et employés encore en fonctions d'exprimer ouvertement leur mécontentement; La B.V.G. a un autre caractère distinctif : la syndicalisation à l'A.D.G.B. et aux syndicats chrétiens était beaucoup plus faible qu'ailleurs et les communistes y étaient au contraire assez bien implantés (les listes de la R.G.O. ont obtenu 1/3 des voix aux élections professionnelles de 1931).²⁵

La grève est surtout connue pour la connivence ostensible qu'y montrèrent communistes et nazis, dénonçant de concert les « bonzes » du S.P.D.. Il est intéressant de suivre dans le *Journal* de Goebbels son appréciation de la grève et de chercher les raisons qui l'amènent, à la veille d'un scrutin délicat, à lancer les groupes d'entreprises nazis dans l'action.

Le 2 novembre, il écrit :

« Les travailleurs de la B.V.G. sont partis en grève. Nous avons également lancé pour le parti le mot d'ordre de grève. Toute la presse nous injurie de manière furieuse; Elle parle de bolchevisme... Si nous nous étions soustraits à cette grève, qui tourne autour des choix vitaux les plus élémentaires des travailleurs, notre solide position dans le peuple travailleur aurait été ébranlée.

Dans cette affaire nous avons encore une fois une grande occasion avant les élections, de montrer publiquement que notre ligne antiréactionnaire est réellement pensée et

24. Cf *Geschichte Berlins*, op. cit., pp. 919 et 920.

25. *Ibidem*, p. 921.

voulue de l'intérieur et qu'on trouve au N.S.D.A.P. un nouveau genre de comportement politique, et un éloignement conscient des méthodes bourgeoises. »²⁶

Il ajoute :

« Nous nous trouvons dans une situation qui n'est en aucun cas digne d'envie. De nombreux cercles bourgeois sont rebutés par notre participation à la grève. Mais ce n'est pas ce qu'il y a de plus décisif. On pourra très bien regagner ces gens ; en revanche, une fois qu'on a perdu l'ouvrier, il est perdu pour toujours... »

Les feuilles réactionnaires bourgeoises ont trouvé dans la grève quelque chose d'opportun à se mettre sous la dent. Elles amentent contre nous d'une manière inouïe. Beaucoup de nos vieux camarades du parti eux-mêmes sont désorientés ; cependant il nous faut persévérer et tenir ferme. Si nous tournons bride maintenant, comme on nous le conseille ici et là, alors nous avons tout perdu. »²⁷

Les attaques de la presse de droite et les démissions de vieux adhérents, inquiets de voir leur parti trop « social » ne sont pas une invention de Goebbels. Ernst Niekisch, figure de proue du « national-bolchevisme », ce courant typique de l'Allemagne de Weimar, nationaliste, anticapitaliste et partisan d'une alliance avec l'U.R.S.S., écrit à propos de la grève — et pour s'en réjouir — que le national bolchevisme est en marche. »²⁸

Mais le calcul de Goebbels — et de Hitler, qui se solidarise complètement avec lui — allait s'avérer juste, au delà de toute espérance. Les milieux de la grande bourgeoisie, des *junkers* de l'Est regroupés dans le *Herrenklub* (« club des Messieurs »), craignant le déplacement du N.S.D.A.P. vers la « gauche » et son effondrement après l'échec électoral du 6 novembre, firent pression sur le maréchal-président Hindenberg pour qu'il appelle Hitler à la chancellerie.

Les rentrées financières provenant des milieux d'affaires — brusquement tariées en novembre, ce que Goebbels constate dans le *Journal* — n'allaient pas tarder à revenir et le N.S.D.A.P. avait sans doute gagné une audience accrue dans certaine couches de la classe ouvrière et des chômeurs.

Goebbels en est bien conscient et note le 4 novembre :

« Notre réputation dans la classe ouvrière a brillamment grandi ces derniers jours. Si cela ne devait pas encore payer dans ces élections, cet actif est en tout cas d'une signification incommensurable pour l'avenir. Il nous faut ici aussi apprendre à calculer à plus long terme ; après tout, c'est Berlin que nous voulons conquérir et peu importe si nous perdons dans un scrutin plus ou moins insignifiant quelques dizaines de milliers de voix qui n'ont de toute façon aucune importance dans la lutte révolutionnaire active. »²⁹

26. *Die Tagebücher von Joseph Goebbels, op. cit.*, I, 2, p. 268.

27. *Ibidem*, pp. 268, 269.

28. Sur Ernst Niekisch et le « national-bolchevisme », voir notre article sur le K.P.D. dans ce même numéro.

29. *Ibidem*, p. 270.

On trouve dans le *Journal* une description fascinée de la puissance d'un mouvement de masse, une appréciation lucide de ses possibilités : « La grève générale est une arme terrible. Les mitrailleuses et les fusils ne peuvent rien contre elle... Les ouvriers en grève ont passé à la terreur active contre les briseurs de grève. Dans toute la ville, les rails sont arrachés, les rames isolées qui circulent sont lapidées... La population dans sa majorité se solidarise avec les grévistes, les autres sont effrayés et intimidés... Le trafic est complètement interrompu. Berlin offre le visage d'une ville morte... Partout règne une nervosité indescriptible. Les rumeurs les plus folles sont colportées. »³⁰

C'est peut-être cette appréciation qui l'amènera à la prudence, lorsque, après l'accession d'Hitler à la chancellerie, il se prononce contre une interdiction immédiate des organisations ouvrières, à la différence de Göring, partisan de frapper tout de suite.

La première séance du nouveau cabinet est en effet tout entière dominée par le problème de la grève générale.

Hitler, après avoir envisagé de mettre hors la loi le K.P.D., d'invalider ses mandats au Reichstag et d'obtenir ainsi la majorité sans recourir à de nouvelles élections, estime que le coup est trop risqué :

« Il craignait de durs combats politiques et éventuellement une grève générale à la suite d'une interdiction du K.P.D. L'économie avait besoin de calme. Cependant si l'on soulevait la question de ce qui représentait le plus grand danger pour l'économie, la précarité et l'inquiétude liées à de nouvelles élections ou une grève générale, on devait, à son avis, en arriver à la conclusion qu'une grève générale était beaucoup plus dangereuse pour l'économie. Il était tout bonnement impossible d'interdire les 6 millions d'hommes qui étaient derrière le K.P.D. »³¹

Goebbels renchérit dans le même sens le lendemain :

« Pour l'instant, nous devons nous abstenir de mesures de rétorsion directes. La tentative bolchevique de révolution doit d'abord s'enflammer. Au moment approprié nous frapperons. »³²

Ce fut le Reichstag qui « s'enflamma » et les nazis « frappèrent » alors, comme ils le préparaient depuis longtemps. Le 28 février, alors que la nuit tombe sur l'Allemagne et que des dizaines de milliers d'hommes et de femmes — en attendant des millions — vont perdre la liberté ou la vie, Goebbels écrit : « c'est à nouveau une joie de vivre. »

Une conclusion bien digne du personnage.

30. *Ibidem*, p. 268, 269, 270.

31. « Protocole de la séance du conseil du 30 janvier 1933 », reproduction in *Der Spiegel*, 25 - 11 - 1959.

32. *Die Tagebücher, op. cit.*, p. 362.

Claude Boyard

Les intellectuels français et le 6 février 1934

La Droite et les « inclassables »

Faire court entraîne nécessairement un risque d'erreurs spécifiques, que nous acceptons. Un pavé ne suffirait pas à exhumers les rapports des intellectuels français et du 6 février 1934. Donc les absents n'ont pas tort, ils sont simplement absents, victimes sans aucun doute de l'arbitraire de notre choix.

Les événements du 6 février 1934 ne nous intéressent pas ici, en tant que tels. Tentative sérieuse de putsch déblayant le terrain pour des couches d'extrême droite prêtes à tout pour renverser la "Gueuse", manifestation très violente échappant pour une part à ses organisateurs, succès, échec... Comment un certain nombre d'intellectuels, peu connus ou très connus, ont-ils vécu à chaud ces journées, quelles interprétations immédiates en ont-ils données ? Pourquoi sont-ils restés sur le bord du torrent ou y ont-ils plongé de façon brusque ou brutale ? Les élucubrations d'un Sartre en mai 1968 nous rappelleront que les "plus grands" peuvent commettre de colossales erreurs de lecture sur un événement chaud, qui les a pris effectivement tout entiers.

En 1934, la III^{ème} République, née sur les cadavres sanglants des Communards (pourquoi ne jamais rappeler ce fait incontournable), n'en peut plus ; que sont lointaines les illusions de certains socialistes, tel Jaurès, s'engageant derrière Dreyfus, en croyant faire avancer la cause révolutionnaire. Défendre Dreyfus soit, mais sans illusion ! Mais que les affaires ont changé : elles s'appellent Marthe Hanau, Oustric, Stavisky ¹ alors que le nazisme, installé en Allemagne, cogne à nos portes. Cette dernière affaire, révélatrice d'une gangrène gagnant les plus hautes sphères de l'Etat, la police, la justice... apparaît à la droite, héritière du boulangisme, comme la manifestation du parlementarisme pourri, corrompu et chéquard. Ce régime débile ne sait plus guère que ré-

1. Voir l'excellent film d'Alain Resnais : *Stavisky*.

primer brutalement les manifestations ouvrières et écraser dans le sang les désirs indépendants des peuples colonisés. Combien d'intellectuels voudraient-ils défendre ce régime tel qu'il est réellement ? Le coup de force de l'extrême droite fera croire que ce régime de classe serait capable de se régénérer, ce qui s'avérera une des illusions les plus funestes et les plus lourdes de conséquence de cette période. Avant le dévoiement fantastique et mythique du front populaire, peut-être certains intellectuels d'extrême droite et d'extrême gauche (échappant à la formidable attraction du PC) auraient-ils pu établir le même constat de carence en proposant la réponse fascisme ou bolchevisme. Très rares sont ceux qui, comme Mounier et J. Romains, croient encore à la possibilité d'une "troisième voie". Mounier évoquait une "nouvelle renaissance" et J. Romains croyait à la mystique pacifiste de Briand. Mais il est vrai que vivre à chaud un événement, s'y engager corps et âme ne donne pas nécessairement la lucidité indispensable pour analyser une situation qui, le 6 février 1934, se révèle à la fois complexe et contradictoire.

A droite, à l'extrême droite et chez ceux qui se veulent "indépendants" non-marxistes, comment est perçu ce violent coup de boutoir ?

Brasillach l'encensé, le martyr, fut un romancier des plus médiocres et la lettre de Camus, en réponse à M. Aymé lui demandant de signer son recours en grâce, met à plat la nullité et l'ignominie de ce faux "grand homme". Et dire qu'une entreprise de réhabilitation de ce "propagandiste zélé, émargeant à la Propaganda Staffel" (Céline dixit) se met insidieusement en place ! Brasillach, dès le début, a choisi son camp et 1934 ne fera que renforcer ce choix². Un de ses rares mérites fut peut-être d'apercevoir que la génération des années 30 ne pouvait choisir qu'entre fascisme et bolchevisme, la « démocrasouillerie » parlementaire unie et discréditée ne trouvant aucun mérite à ses yeux. Paradoxalement, dans son livre *Notre Avant-Guerre*, pure autobiographie, dans ses critiques littéraires ou cinématographiques, il est beaucoup plus à l'aise qu'en poète ou romancier : il possède un certain talent de polémiste, même si l'on sait qu'il en a fait plus tard. Il évoque une « douceur de vivre » des années 20-28, l'Ecole Normale Supérieure au prestige incomparable, ses camarades : Bardèche, Th.Maulnier, Maxence, Rebatet... Il se reconnaît comme maître Henri Massis. Mais 1934 lui apparaît comme une « révolution manquée », révolution dans laquelle il fut d'ailleurs autant spectateur qu'acteur : ses pages sur 1934 demeurent étonnamment actuelles, comme si cet événement avait eu lieu hier...

« Pourtant, l'habitude aidant, on ne pensait pas que le 6 février serait plus grave que d'autres journées. La grande manifestation des Anciens Combattants qui avait été prévue, serait-elle autre chose qu'une promenade platonique, avec de beaux écriteaux,

2. Certains critiques des années 30-35 préféraient cet écrivain "classique et pur" à Céline. Descartes avait raison d'affirmer que seule la bêtise humaine peut donner une idée de l'infini.

« pour que la France vive dans l'honneur et dans la propreté » ?... Et il n'y avait plus d'opinions, et les communistes s'accordaient avec les nationalistes, et le matin (cf. les virulants reproches de Trotsky au PCF pour s'être associé aux manifestations du 6 février) l'*Humanité* avait publié un appel pour demander à ses troupes de se joindre aux Anciens Combattants. Une immense espérance naissait dans le sang, l'espérance de la Révolution Nationale, cette Révolution dont le vieux Clemenceau avait dit qu'elle était impossible « tant que des bourgeois ne se feraient pas tuer place de la Concorde »... Aujourd'hui, nous pouvons penser que le 6 février fut un bien mauvais complot. Ces troupes bigarrées, jetées dehors sans armes, écoutaient leur seul instinct et non pas un ordre précis. Au centre, où aurait pu se trouver une direction, il n'y avait rien... Pour nous, nous n'avons pas à renier le 6 février. Chaque année nous allons porter des violettes place de la Concorde, devant cette fontaine devenue cénotaphe (un cénotaphe de plus en plus vide), en souvenir des vingt-deux morts. Chaque année la foule diminue, parce que les patriotes français sont oublieux par nature. Seuls les révolutionnaires ont compris le sens des mythes et des cérémonies. Mais si le 6 fut un mauvais complot, ce fut une instinctive et magnifique révolte, ce fut une nuit de sacrifice, qui reste dans notre souvenir avec son odeur, son vent froid, ses pâles figures courantes, ses groupes humains au bord des trottoirs, son espérance invincible d'une Révolution Nationale, la naissance exacte du nationalisme social de notre pays; Qu'importe, si plus tard, tout a été exploité, par la droite et par la gauche, de ce feu brûlant, de ces morts qui ont été purs. On n'empêchera pas ce qui a été d'avoir été »³

Brasillach, plus témoin engagé qu'acteur car l'extrême-droite se méfiait toujours beaucoup des Croix de Feu du bien pâle colonel de la Rocque qui fournissent le plus gros des manifestants de ce 6 février au côté de l'ARAC dont l'un des fondateurs fut Jacques Duclos, ne croit visiblement pas à une tentative sérieuse pour déstabiliser et renverser le gouvernement de « Daladier le fusilleur ». Il n'en demeure pas moins que cette journée va permettre à cette extrême-droite de se compter, de se bien reconnaître et de se préparer à un combat féroce contre la République espagnole, contre 36 et peu à peu affirmer son appui total et inconditionnel au racisme le plus infamant. Le 6 février peut être perçu alors comme un excellent catalyseur, bien qu'étant une « révolution nationale » manquée tout comme le front populaire sera une révolution manquée (cf. le remarquable ouvrage de Daniel Guérin sur cette période). Brasillach appréhende au fond le 6 février comme ciment indispensable de l'idéologie à laquelle il se donnera âme et corps : plus qu'un coup de boutoir, c'est le socle qui supporte l'édifice, l'indispensable goutte d'eau... En attendant le front popu, ses grèves, ses guinguettes et son folklore, la trahison de ses chefs, cette jolie « terreur rose » selon le mot d'un futur de *Je suis Partout*, Alain Laubreaux.

Que recoupe exactement dans les années 30 la notion d'intellectuel de droite ? Qui sont-ils et d'où viennent-ils ? Souvent de l'Académie Française, mais ce ne sont ni les plus intéressants ni les plus convaincants. Ils sont au fond les héritiers du Barrès de l'affaire Dreyfus, de celui qui dépeignait ainsi Zola :

3. R. Brasillach : *Notre Avant-Guerre*, Plon 1941, pages 149, 150, 151, 152.

« ce Vénitien qui n'est même pas capable de penser en français ». Le 6 février, l'Espagne, l'intervention de Mussolini en Ethiopie, le front populaire sont pour eux autant d'occasions de se manifester. Le 4 octobre 1935, dès le début de l'attaque de Mussolini en Ethiopie, des intellectuels lui manifestent leur soutien total : Abel Hermant, Henry Bordeaux, Georges Lecomte, Abel Bonnard (ministre de l'Education sous Vichy), René Benjamin (futur biographe officiel du Maréchal), Brasillach, Léon Daudet, Drieu la Rochelle, Jean Fayard, Maurice Martin du Gard, Gabriel Marcel, Maurras, Henri Massis, Thierry Maulnier (disparu début 1988 et dont certains journaux vantèrent les vertus de tolérance et d'humanisme), Henri Béraud, Alphonse de Châteaubriant, Pierre Mac Orlan, Marcel Aymé, Pierre Gaxotte... liste non exhaustive. Dès le début de la guerre civile espagnole, d'autres voix se mêlent à ce concert : Raymond Cartier, F. Mauriac, s'en prenant à Léon Blum « chef de bande, soumis aux ordres de ce qu'il faut bien appeler : « l'Internationale de la haine »⁴, le très officiel Paul Claudel, immense poète et écrivain, mais requin de droite, Ramon Fernandez... Céline se tient à l'écart de ces hommes qu'il méprise pour la plupart et, à l'époque, Aragon et d'autres officiels du P.C.F. ne désespèrent pas de voir rejoindre le grand parti, éclairé par « le génial » Staline. Cet ensemble ne manque ni d'écrivains insignifiants, ni d'hommes au talent certains. Le rouleau compresseur de Vichy n'est pas encore passé qui fera terrorer et quasiment taire l'extrême droite de 1945 à 1950. C'est vraiment alors une belle époque pour ces polémistes qui pousseront par exemple un ministre au suicide : Salengro et en particulier les articles d'Henri Béraud dans *Gringoire*...

Céline n'est pas classé « écrivain de droite » en 1934. Il est déjà un marginal, un méfiant, un aigri. Certes *Voyage* montre que tous les régimes politiques ne lui inspirent que répulsion et sarcasme, comme les hommes en lequel il ne croit pas. Trotsky, Paul Nizan et beaucoup d'autres voient en lui un possible chef de file de la nouvelle école française du roman, au même titre que Malraux.

Chez lui, la force, la brutalité, la cruauté s'allient à une certaine tendresse pour les pauvres, pour les gosses, et par-dessus tout, déjà son style éclabousse par ses inventions et ses hardiesse.

Qui pourrait deviner chez lui la poussée de cette trilogie « infâme et superbe » : *l'Ecole des Cadavres*, *Bagatelle pour un Massacre*, *les Beaux Draps* ?

Il existe pas de catégorie où l'on puisse classer L.F. Céline qui n'appartient même pas à la rive gauche... Céline n'appartint jamais à aucun mouvement : un biographe l'a qualifié « d'écrivain dégagé », et il ne cachait pas que, tout médecin qu'il était, l'humanité ne le préoccupait guère.

4. Mauriac évoluera rapidement vers des positions antifascistes. Voir J. Lacouture : *F. Mauriac*, Seuil.

Il existe une confusion considérable au sujet de Céline car, en cherchant à le dédouaner des accusations de collaboration avec les Allemands, ses admirateurs ne se contentaient pas d'évoquer sa contribution à l'histoire littéraire : ils le voulaient apolitique, peut-être même a-raciste. On prétend volontiers que Céline écrivit ses classiques universellement reconnus lors d'une phase antérieure d'innocence, avant de mal tourner.

En vérité, sa première oeuvre exprimant l'antisémitisme, une pièce mineure et oubliée qui s'intitulait *l'Eglise*, parut tout juste un an après la publication de son premier roman, *Voyage au bout de la nuit*, et trois ans avant le deuxième, *Mort à crédit*.

Ce qui sauva la réputation de Céline, ce fut l'indifférence totale suscitée par sa mauvaise pièce; fort peu de gens se donnèrent la peine d'en analyser le contenu. Et assurément pas les communistes, car L. Aragon et même le dirigeant du Parti, J. Duclos, continuaient à vouloir le faire entrer au Parti encore en juillet 1936, lorsqu'il se rendit en U.R.S.S.⁵ Ce voyage entrepris par Céline, invité par le gouvernement de Staline, pour dépenser les droits du *Voyage* en devises non exportables, montre que les communistes espèrent encore le conquérir, bien que Céline ait déjà sûrement choisi son camp puisque 1937 verra le déchaînement antisémite au grand jour dans *Bagatelles pour un massacre*..

Février 1934 trouve dans un Céline iconoclaste, jugé très « récupérable » par la gauche communiste orthodoxe. Mais avait-il vraiment dévoilé ses batteries dans *l'Eglise*, oeuvre aujourd'hui introuvable et dont personne ne garderait le souvenir, sans la phrase citée par Sartre en ouverture de la Nausée « C'est un garçon sans importance collective, c'est tout juste un individu ». Il faut toujours regarder de près les oeuvres mineures, médiocres ou manquées... On joue tellement de pièces plus injouables que *l'Eglise* dans certaines chapelles avant-gardistes ...

Effectivement la lecture de *l'Eglise* en dit plus long que certaines gloses sur l'antisémitisme célinien déjà présent et virulent, pétaradant d'un humour horriblement dévastateur⁶. Cette tendance ne tourne pas encore au délire qui caractérisera les trois pamphlets de l'immédiat avant-guerre. Bardamu en est déjà le personnage central aux prises avec la misère, les femmes, la réalité sordide... et les juifs⁷: M. Yudenzweck, directeur du Service des Compromis à la Société des Nations, juif, 45 ans - M. Mosaic, directeur des Affaires Transitoires, juif, même âge - M. Moïse, directeur du Service des Indiscrétions, juif même âge.

« Il est reparti pour la France hier, par le Youpinium de la Transport Linie... Les plus intelligents parmi les hommes, ce sont les plus froussards. Voyez les juifs ! Ce n'est

5. H. R. Lottman : *La Rive Gauche*, Seuil 1981, page 105

6. L.F. Céline : *l'Eglise*, comédie en cinq actes. Denoël et Steele. 1933. Céline, dans une courte préface, dit avoir écrit cette pièce en 1933 !

7. *L'Eglise* : pages 118-66, 81, 104, 126, 135, 136, 143.

pas l'intelligence qui est noble, c'est la peur. Faire dans sa culotte, voyez-vous, c'est le commencement du génie...

Céline y ajoute une certaine anglophobie, bien typique des tendances extrémistes des années 1930.

« C'est même à la base, c'est l'étalon sacré de toute la civilisation actuelle, c'est la vacherie anglaise. Enlevez ça l'Europe et tout s'écroule, et l'Amérique avec et je vous le dis en bon français... M. Yudenzweck connaît bien toutes ces petites questions de change, et les grandes aussi. Quel homme ! Quel talent ! Quelle science du compromis ! Et les compromis, n'est-ce-pas, Miss Broum, c'est la vie des institutions politiques, je parle de celles qui durent... Un petit homme, habillé en juif polonais, long cache-pous-sière noir, petite casquette, lunettes épaisses, nez extrêmement crochu, parapluie, guêtres, se glisse, prudent, très prudent... A propos de cette affaire tchouco-macobromo-crevène... Il y a des cas, voyez-vous, Alexandre, où le pétrole procure la paix — C'est rare, et pour une fois, c'est fâcheux... »

Il est ahurissant de constater que ces tendances, qui ne prennent absolument pas la peine de se masquer n'aient pas frappé alors le monde intellectuel. Ignorance, mensonges... une question se pose. De toute manière, le génie de Céline est déjà présent dans ces dialogues très brillants et *l'Eglise* mérite une lecture attentive...

Ce n'est donc pas Céline qui assume le rôle de chef de file des intellectuels fascisants des années 30. Et ce rôle ne sera jamais le sien. Le trop brillant et séduisant Drieu la Rochelle l'a accepté et lui aussi fascine toujours. Depuis l'ouvrage de Ph. Burrin, il est tentant d'observer et d'étudier ces trajectoires des années 20-40, menant certains des communistes à la collaboration ou au fascisme⁸. Dans les années 20, Drieu fut un rebelle, un révolté : il a côtoyé les surréalistes et demeurera jusqu'à son suicide un des meilleurs amis de Malraux. Il joue un rôle extrêmement important dans la maison Gallimard. L. Malle, cinéaste inspiré, a tiré de son roman *Le feu follet*, fortement et sombrement autobiographique, un de ses plus beaux films. Longtemps, Drieu hésite entre socialisme et fascisme. Nizan, souvent louangeur à son propos, aimait à répéter « qu'il mourrait seul ». En 1934, Drieu publie à la N.R.F. *Socialisme fasciste* : J. Benda dit son admiration et Nizan loue le style dans *Monde*. Berl demande à Drieu un ensemble d'articles sur les pays fascistes, publiés dans *Marianne* ! En même temps, Drieu participe à un congrès nazi et, logiquement, colore son fascisme d'antisémitisme... Et pourtant, sa première femme est juive, E. Berl son grand ami aussi...

8. Ph Burrin : *La dérive fasciste : Déat, Doriot, Bergery* ; Seuil. Cf. aussi l'ouvrage de V. Barthélémy : *Du communisme au fascisme* ; A. Michel.

Dans le journal doriote, *l'Emancipation nationale*, en 1936, il trouve toutes les justifications possibles aux attitudes de ses amis Aragon et Malraux, mais par contre, il démolit les humanistes Guéhenno et Gide

« Je comprends que Malraux qui est un nietzschéen, un violent, un apologiste de la terreur, défende l'aventure de Staline... Mais Gide et Guéhenno sont les grands coupables car ils font semblant de ne pas ressentir cette tyrannie qui les blesse dans toutes leurs fibres »⁹

Drieu ira jusqu'à soutenir, c'est Guillevic qui l'affirme, que le fascisme était le moyen le plus sûr de construire le communisme, sans passer par les crimes et les horreur du bolchevisme, du léninisme et du stalinisme !... Fascinant, séduisant et contradictoire du début à la fin, Drieu qui avait trouvé dans le 6 février 1934 le couple divin du « Courage et de la Peur ».

C'est dans *Gilles*, (car Drieu reste un romancier lisible ce qui, nous semble-t-il, n'est guère le cas de Brasillach), que le 6 février 1934 de Drieu et de toute une génération fut le mieux vécu, restitué et ré-écrit. *Gilles* ou le chemin qui mène à l'engagement fasciste en Espagne.

De ce livre où G. Picon voit « la sincérité désarmée d'un homme s'élever à la grandeur habituellement réservée aux transfigurations littéraires », Drieu écrit dans la préface, du roman en général, de son oeuvre, des rapports entre littérature et politique, un texte très lucide (juillet 1942) :

« Si on crée de la vie, on ne ment pas, on ne trompe pas, car la vie est toujours juste écho de la vie... Pour parler en particulier du roman qu'on va lire, *Gilles*, il me faut revenir sur l'idée de décadence. Elle seule explique la terrible insuffisance qui est le fond de cette ouvrage. Ce roman paraît insuffisant parce qu'il traite de la terrible insuffisance française, et qu'il en traite honnêtement, sans chercher de faux-fuyants ni d'alibis. Pour montrer l'insuffisance, l'artiste doit se réduire à être insuffisant. C'est à quoi ne se sont pas résignés la plupart des écrivains contemporains et c'est ce qui fait leur avantage. Pourtant, il y a eu Céline... Céline s'est jeté à corps perdu dans le seul chemin qui s'offrait (et qui a tenté dans quelque mesure Bernanos) : cracher, seulement cracher, mais mettre au moins tout le Niagara dans cette salivation. Il avait des modèles : Rabelais, ou le Hugo des *Châtiments* ou de *l'Homme qui rit*... Moi, je me situe entre Céline et Montherlant et Malraux... Il y avait en moi aussi une tendance à sortir des gonds français comme Malraux, mais j'étais trop étroit par le charme de Paris pour aller à l'étranger; et je ne suis allé en Espagne ou en Allemagne ou en Russie que pour vérifier les prévisions toutes concentrées sur la France. J'ai souvent amèrement ricané en songeant à l'étroit, au minuscule des drames que j'ai soumis au microscope dans *Gilles*, en comparaison avec l'ampleur des thèmes chez Malraux, chez Giono, ampleur pour laquelle il me semblait que j'étais né. La France est un pays de peintres où Daumier représente une exigence tout comme Delacroix »¹⁰

9. Cité par Lottman, pages 102, 103, Voir page 102 un portrait de Drieu sous l'occupation publié dans la N.R.F. par A. Fabre-Luce.

10. *Gilles*, édition Folio, Gallimard, page 15, 16, 18, 19.

Drieu se montre là tout à vif et de face : les grands drames historiques ne se vivent plus en France et, à petits événements, petits personnages (... petit écho assourdi du Flaubertisme). Drieu peint des ratés, des velléitaires, des suicidaires, des minables : mais, pour lui, la France a raté sa révolution, elle est un petit pays mesquin, aigri, replié sur lui-même et incapable de reprendre à son compte le grand souffle des années 20 amené à remplacer le système parlementaire pourrissant : fascisme ou communisme. Le suicide de Drieu a été vécu et décrit bien avant dans *le feu follet*. Ses ennemis reconnaissent à Drieu un certain courage physique. Son suicide résulte de la lassitude et de la crainte d'être exhibé en cage comme les monstres sur les fêtes foraines.

Gilles finira par s'engager aux côtés des fascistes en Espagne, fuyant la France, sa vie facile, ses petites certitudes. C'est en Espagne que se joue d'abord le sort des idéologies européennes : Gilles en est certain et les attermolements de la Droite française, incapable d'achever cette III^{ème} République à l'agonie en février 1934, finissent de le dégoûter. Pourtant, ce 6 février, il l'a vécu, il l'a vu avec son corps, avec son âme; il s'est jeté tout entier. Mais rien n'y a fait, malgré ce sursaut et ce sang, ces martyrs dont la droite française manquait singulièrement depuis la Vendée.

« Il y avait une révolte dans l'air, à cause des exactions un peu plus cyniques et un peu plus provocantes que d'habitude de la vieille bande radicale qui tient la France et qui sera là à son chevet dans l'heure de son agonie... Que font les communistes ? Voilà la question, » répondit Gilles. L'autre fronça les sourcils - Ah ! si les nationaux pouvaient les entraîner à une alliance momentanée contre les radicaux, alors il se passerait peut-être quelque chose en France... Si n'importe quoi pourvu que cette vieille baraque là-bas au bord de l'eau craque...« Ils tirent », criaient-ils, le prenant à témoin avec une confiance violente. Des mains l'empoignaient rudement. Des yeux l'interrogeaient avec une exigence passionnée. Venez avec nous ». Sa jeunesse était revenue et rejoignait cette jeunesse. S'était-il donc trompé ? Oui, foutre, il s'était trompé. Ainsi il n'avait pas cru à la guerre en 1914. A force d'être enlisé au plus mou, il ne sentait plus les poussées sourdes du destin. La France recevait enfin la pesée de toute l'Europe, du monde entier en mouvement... Regardant à sa droite et à sa gauche, il se vit entouré par le couple divin revenu, la Peur et le Courage, qui préside à la guerre. Les fouets ardents claquèrent... Ce peuple, qui a quitté ses villages et ses églises, qui est venu s'enfermer dans les usines, les bureaux et les cinémas, n'a pas perdu tout à fait la fierté de son sang... Sur cette place, j'ai vu les communistes côtoyer les nationaux : les regarder et les observer avec trouble et envie. Il s'en est fallu de peu que ne se fasse le mélange détonant de toutes les ardeurs de la France... Cours chez les jeunes communistes, montre-leur l'ennemi commun de toute la jeunesse, le vieux radicalisme corrompueur... Les barrières seront à jamais rompues entre la droite et la gauche, et des flots de vie se précipiteront en tout sens. Tu ne sens pas cet instant de grande crue ? Le flot est là devant nous : on peut le lancer dans la direction qu'on veut, mais il faut le lancer tout de suite, à tout prix... A l'extrême droite et à l'extrême gauche il y a eu un sursaut et brusquement on a senti que tout le régime vacillait... Là-haut, vers la Gare de l'Est, le prolétariat français fournissaient son dernier spasme révolutionnaire, après que la bourgeoisie avait vomé le sien sur la place de la Concorde... Il (Gilles) voulait voir les révolutionnaires de gauche trompés le 12 après le 9, comme les révolutionnaires de droite dès le 7 après le 6...

Gilles voulait voir le vieux Cachin donnant le bras à Blum et à Daladier. Trois larrons. Il se rappelait les tonnerres de Péguy dénonçant la trahison de Jaurès qui, déjà au moment de l'affaire Dreyfus, avait livré le prolétariat aux intrigues des francs-maçons et des juifs. Maintenant ce n'était plus que l'affaire Stavisky. »¹¹

Gilles a donné au 6 février une énorme importance : beaucoup plus qu'une réaction épidermique et éternée à un scandale de plus (et que peut-on attendre d'un parlementarisme usé, fatigué, corrompu et dévoyé sinon scandale après scandale), il pense que « tout est possible » le 6 février. Il est sûr que jeunes fascistes et jeunes communistes pourraient se rejoindre et balayer ce vieux monde usé depuis cette guerre sinistre que Drieu, comme Céline, a connue dans sa chair par l'angoisse déversée et par le mal de la rentrée dans cette société qui n'en finit pas d'agoniser et de crever. Moins brutal que Céline, Drieu ne rejette pas moins pas plus que lui : sa pensée politique est incohérente, parfois généreuse, souvent utopique et bien ancrée dans le fascisme. Mais le fascisme de Drieu sent encore les illusions du fascisme rouge, celui du ralliement de prolétaires et d'intellectuels désemparés. Qu'il ait pu haïr à ce point le radicalisme de Daladier et Herriot le rend plutôt sympathique, lui qui hait aussi, comme Mounier, « le libéralisme, tous les libéralismes ». Plus tard, jamais Drieu n'atteindra aux appels au meurtres et à la déportation qui fleurissent en l'oeuvre de Brasillach. Il reste, derrière ce masque fasciste, un désenchanté qui a cru « au grand soir ». Rien n'est malhonnête chez Drieu, alors que d'autres collabos pueront les marks et la propagande nazie... Drieu ne ment pas en espérant la fusion dans un même rejet, une même haine de la III^{ème} République des jeunes extrémistes des deux bords. Il se trompe seulement et ses choix ultérieurs confirmeront cette erreur. Drieu a oscillé une vingtaine d'années entre communisme et fascisme, car ce fasciste n'est pas sûr de lui. Sa grande faiblesse est cette hésitation permanente alors que d'autres choisissent en un éclair. Mais cette hésitation explique aussi l'amitié et la sympathie d'écrivains classés à gauche qui ne le rejettent jamais, qui ne l'excluent pas d'un possible rachat, tel Malraux. Ainsi J. Benda, au grand dam de ses amis, avait-il salué le socialisme fasciste de Drieu : « Son fascisme est bien moins un décret politique qu'une attaque morale, qui consiste dans la volonté nietzschéenne de toujours se dépasser dans le mépris de toutes les stagnations, de tous les statismes, de toutes les jouissances paisibles dont la démocratie lui semble le symbole. »¹²

Pour Drieu, le 6 février ressemble fort à une illusion d'une possible fraternité, d'une merveilleuse fraternisation entre ceux que les « magouilleries » politiciennes ont artificiellement séparés. Chanter la Marseillaise et l'Internationale, foncer d'un rassemblement des Croix de feu à un meeting communiste, c'est d'abord et toujours dire non ! et non ! à la France rondouil-

11. Gilles, pages 591, 594, 595, 596, 597, 599, 602, 605, 606, 607. Dans toutes ces pages, reviennent des phrases martelées par Drieu : attaquer la vieille société avec des « Sections de Combat » - profiter « d'une occasion qui ne va durer que vingt-quatre heures. »

12. J. Benda, *Le socialisme fasciste de Drieu la Rochelle*, nrf, février 1935.

larde, vacharde et franchoullarde de M. Edouard Herriot, le pilier de la franc-maçonnerie et du radicalisme. Gilles a fait un beau rêve le 6 février, Drieu aussi.¹³ Le 6 février devrait être le début d'une nouvelle révolution, d'un nouveau 89 et Drieu tonne et étonne, nostalgique de ce grand élan qui a balayé Luois XVI, le clergé,... et le reste.

« Imaginez qu'au lendemain du 14 juillet 1789, tous les adolescents de France qui pouvaient s'appeler un jour Saint-Just ou Marceau se soient rués aux pieds de Louis XVI pour le supplier de leur apporter la serrurerie d'amateur »¹⁴

Tout Drieu est dans cette adhésion contradictoire et, au bout de sa route, mortelle et sanglante.

Les polémistes de la droite plus traditionnelle pullulent en ces années 30. Un nom mérite rapidement le détour : Henri Béraud. Du pacifisme du *Canard enchaîné* à la condamnation à mort en 1945 commuée en travaux forcés à perpétuité (il fut libéré en 1950), du prix Goncourt pour *le Vitriol de lune* (suivi d'excellents romans historique notamment *le Bois du Templier pendu*, *les Lurons de Satolas*, *Ciel de suie*) à une furieuse polémique avec Gide dans les années 1925-1930, ce fils du petit peuple de Lyon finira sa trajectoire à *Gringoire*, amené à l'extrême droite par une anglophobie délirante et un antisémitisme exacerbé. Il donnera au « taureau du Vaucluse » un surnom qui lui collera à la peau « Daladier le fusilleur » et il sera de ceux qui, de juin 1936 à sa mort, poursuivront Salengro d'une haine vigilante et efficace.

1930 Génération du refus

Mais 1930 voit jaillir les revues nouvelles telle *Esprit*, avec Emmanuel Mounier, et les groupuscules éphémères mais passionnés de ceux qui se nomment eux-mêmes les « Non-conformistes ». Beaucoup d'entre eux refusent le capitalisme et marxisme, reprenant le thème déjà présent en 1848 chez Lamartine : la troisième voie.

La revue *Esprit* démarre en 1932, Mounier, son animateur, est né en 1905, comme P. Nizan, J.P. Sartre et Raymond Aron et l'on ne peut s'empêcher de citer Nizan :

« J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie. »

13. Drieu la Rochelle, nrf, mars 1934. « En ce mois de février, le 6 et 9, pour moi, je puis dire que j'ai connu tous les hommes qui, dans cette ville, méritent avant les autres le nom d'hommes et sont dignes de l'amitié. »

14. Gilles, folio, page 601.

En 1923, en Allemagne, la dernière flambée révolutionnaire a crépité : son échec sera lourde de conséquences.¹⁵ Depuis, l'U.R.S.S. de Staline, enfermée dans le dogme de la construction du « socialisme en un seul pays » rentre dans la norme diplomatique courante. Apparait la théorie du social-fascisme dont l'application disciplinée et bête va ouvrir en Allemagne le chemin du pouvoir à Hitler. La France crève de conformisme et d'ennui et naît le mythe de « Poincaré le sauveur » : « On allait aimer pour lui-même ce fils de bourgeois de province, parvenu à force de travail, d'opiniâtreté et de probité ostentatoire. On allait l'aimer pour ses idées, grises comme sa personne. Poincaré était « libéral » en économie comme en politique, « respectueux de toute les croyances », démocrate avec dignité, autoritaire ni plus ni moins que tout homme d'ordre... Par quel affaissement, quel besoin de détente, quelle démission, un peuple qui avait connu l'affreuse poésie de la guerre, qui avait vécu familièrement dans l'héroïsme, a-t-il pu se laisser imposer trois ans la légende du « grand Lorrain » ? Poincaré objet de légende : cela marque les limites d'un temps.¹⁶

Mounier partage avec Nizan le dégoût et le refus des propositions, du programme et du personnel de la III^{ème} République. Il va chercher chez Péguy le refus de tous les confort, de tous les conformismes, l'annexion possible à un courant de pensée. Le Péguy des *Cahiers de la quinzaine* demeure celui que l'on ne peut ni annexer, ni classer. Il est dérangeant et désordonné. Désordonné car il refuse tous les ordres. Mounier, dans et avec *Esprit*, voudra refaire du christianisme une religion d'hommes du peuple, d'hommes solides : or l'Eglise est minoritaire et elle se referme sur elle-même. Le catholicisme est devenu selon Mounier une religion de « femmes, de vieillards et de petits bourgeois ».¹⁷

Mounier, hors des sphères officielles, donnera à « sa » revue un engagement qui l'ancrera de plus en plus profondément à gauche : sa disparition prématurée, à 44 ans, laisse inachevée la mise en chantier du personnalisme, remède à « l'espoir des désespérés ». Dans le premier numéro (octobre 1932), Mounier « annonce la couleur » : refaire une renaissance. La primauté du spirituel doit se faire au plus profond de l'univers politique. Mounier désire séparer le spirituel du spiritualisme et la révolution du matérialisme.

En octobre 1935, dans un article « Notre humanisme », Mounier désigne les adversaires d'*Esprit* : l'individualisme, le capitalisme, le productivisme, le libéralisme, le fascisme « ersatz de révolution », le nationalisme, le colonialisme. *Esprit* aspire à un socialisme communautaire inspiré de Henri de Man et de Proudhon¹⁸

15. Cf. P. Broué : *Révolution en Allemagne 1917 - 1923*, Minuit, collection Arguments.

16. J.P. Maxence : *Histoire de dix ans*, page 30.

17. Mounier : *l'Affrontement chrétien*, page 14.

18. Mounier in *Notre humanisme*.

« Le siècle du libéralisme nous conduit au siècle des propriétaires et le propriétaire dévore l'homme libre ».

Victor Serge, par exemple, collabore à un numéro d'avril 1937 sur les rapports entre personnalisme et anarchie et M. Winock intitule avec beaucoup d'humour ce chapitre « Un peu moins d'électricité, mais beaucoup plus de soviets ». ¹⁹

Selon Mounier lui-même, 1934 appartient à la période « doctrinaire » d'*Esprit* où l'on cherche... une doctrine ni droite ni gauche. Le 6 février, les gens d'*Esprit* ne sont en première ligne ni pour attaquer ni pour défendre. Dans un texte publié en avril 1934 *Pour le bien commun* « sur les responsabilités du chrétiens et le moment présent », Mounier et ses amis essaient d'expliquer leur double refus. Manifestement, la maturité politique d'*Esprit* n'est qu'en gestation puisque la troisième voie ressort « de l'ordre spirituel ». Faut-il y voir, comme l'extrême droite d'alors, un refus de s'engager conduisant au refus de servir ? Couper la route au fascisme ne signifie pas adhérer au matérialisme communiste. Barrer la route au communisme n'oblige pas à servir les intérêts de la grande bourgeoisie ou du Comité des Forges. Position difficile, inconfortable, peut-être ambiguë, en tout cas incomprise que celle d'*Esprit* devant le 6 février. L'Éthiopie, l'Espagne, Munich, la Résistance clarifieront le débat. Mais *Esprit* ne sera jamais une école de dogmatisme. Longtemps, cependant, Mounier se méfia de l'impureté du monde politique et ses adversaires n'hésiteront pas évoquer la lâcheté ou la fuite. Pourtant Péguy avait prévenu : ceux qui ne se salissent pas les mains n'en ont pas !

Mounier écrit en mars 1934 son article « La révolution contre les mythes » :

« Fallait-il donc se faire tuer avec les justes colères, pour les intérêts économiques, pour la révolution aristocratiques et nationalistes, ou avec les gardes républicains, pour la pourriture parlementaire ?... Impossible à la Révolution spirituelle, sans se trahir, de s'engager aujourd'hui dans le jeu des politiques » ²⁰

Dès avril 1934, Mounier renonçait à l'emploi de la formule « Ni droite, ni gauche » trop marqué déjà par le fascisme : ce rejet est net, sans équivoque même si Mounier hésite encore parfois dans l'expression de sa pensée, et l'on est obligé de penser que le 6 février 1934 a beaucoup compté dans cette rapide évolution :

« Nous avons écrit, nous aussi : ni droite, ni gauche, mais nous pensons seulement qu'aujourd'hui, à gauche, il y a le peuple - non la masse, mais les millions d'hommes où

19. M. Winock : Histoire politique de la revue *Esprit*, 1930-1950, page 97, Seuil, 1975.

20. *Esprit* n° 18, mars 1934, pages 911, 913.

vivent encore, le plus généreusement, conscientes ou non, les valeurs que nous défendons; qu'à gauche, il y a, par la défaillance des gens de droite, exploité ou non, masqué ou non, le grand courant des réformes sociales; que nous devons balayer, oui, l'énorme et écoeurante pourriture de gauche et tout un bazar d'idées de pacotille où l'on étouffe le cœur des simples, où l'on prostitue ses souffrances, ses pénibles conquêtes, ses somptueuses victoires obscures et déshonorées; - mais qu'à un moment où la moitié du monde de l'argent qui a échappé à la dernière rafle se couvre en face de l'autre d'une pureté usurpée, et entraîne d'aveugle et héroïques préjugés de classe dans une scission définitive avec le prolétariat des pauvres, il est criminel d'encourager en quelque manière la confusion par une présence même réticente dans leur camp ». ²¹

Après tout, Mounier défendra V. Serge dans *Esprit* et il approuvera, lors d'un congrès d'intellectuels antifascistes se tenant à Paris du 21 au 25 juin 1935 au palais de la Mutualité, la fronde de Salvemini, de Magdeleine Paz et le Plisnier lançant l'affaire Serge au milieu de ses débats, trouvant un appui chez Gide, pourtant encore trop plein d'illusions sur Staline (et sa clique). Mounier avait déjà compris :

« Que de conformisme, que de platitude avec le Grand Staline et l'U.R.S.S. infailible ! Même impression qu'à Rome : des séquences d'orateurs venant appuyer sur la même corde d'enthousiasme pour produire par la masse ce que j'appellerai un effet de conviction à l'usage des esprits dociles » ²²

Le Faisceau de G. Valois, la Jeune Droite, Ordre Nouveau... et beaucoup d'autres : les jeunes intellectuels des années 30 secouent le dictionnaire des idées politiques reçues et ils viennent à la contestation globale et totale du régime en place. Ordre Nouveau trace son chemin de façon originale, heurté comme tous par le 6 février 1934 qui a un mérite : réveiller et montrer que la France demeure un pays où des choses peuvent changer en dehors des cénacles de la NRF et des congrès radicaux. Ordre Nouveau, de 1929 à 1938, s'efforce de maintenir une grande originalité, en dehors de tout parrainage (cf. J. Maritain pour *Esprit*), allant chercher le dialogue du P.C.F. à l'Action Française. A l'origine, Alexandre Marc, Robert Aron, et Arnaud Dandieu, au dire de tous destiné à une brillante trajectoire, mais disparu dès 1933. Des hommes de tous bords ayant côtoyé, pour certains, le Front Noir d'Otto Strasser, pour d'autres les surréalistes. Et en 1930, dans un premier manifeste cité par P. Andreu, ils se définissent comme « traditionalistes mais non conservateurs, réalistes mais non opportunistes, révolutionnaires mais non révoltés, constructeurs mais non destructeurs, ni bellicistes ni pacifistes, patriotes mais non nationalistes, socialistes mais non matérialistes, personnalistes mais non anarchistes, humains mais non humanitaires. » ²³

21. *Esprit*, n° 19, avril 1934, page 202

22. Cité par M. Winock, *op. cit.*, page 116

23. P. Andreu : La Nation Française n° 336 in Loubet del Bayle, Seuil, réédité 1987 : *Les non conformistes des années 30*, page 83.

Balancement dialectique séduisant entre adhésions et oppositions vont faire de ce mouvement jeune, très jaloux de son indépendance, sans « maître à penser », un laboratoire d'idées plus qu'une véritable politique d'autant que la disparition de Dandieu a privé l'Ordre Nouveau de son « chef » naturel. Le mal français, le cancer américain appelaient un renouveau de la grande tradition révolutionnaire française, dans un pays livré aux petits scandales aux médiocres et aux faux « grands hommes »? Le 6 février représente pour ce groupe jeune, agité de querelles théoriques souvent assez vaines et de chocs entre personnalité antagonistes un choc salutaire puisque ce régime vomi a enfin été contesté de façon radicale :

« Il s'est trouvé de nouveau des Français pour sacrifier leur vie à un idéal. Ce premier sursaut nationale n'a servi qu'à remplacer des hommes corrompu par des liquidateurs de faillite. D'autres suivront. Pour qu'ils soient efficaces, il faut ce qui a manqué aux journées de février : une préparation tactique, un but, une doctrine... »²⁴

Sans doute, faut-il résumer l'engagement d'Ordre Nouveau en 1934 par ces lignes, écrites par Daniel Rops, quelque peu emphatiques, mais ambitieuses et lyriques :

« Que tous ils nous apportent :
non pas un bulletin de vote,
car nous ne sommes pas un parti,
non pas une paire de bottes et une chemise de couleur,
car nous ne sommes pas des caporaux,
non pas le goût du désordre et de la démagogie,
car nous ne sommes pas des insurgés,
mais cette adhésion lucide et totale que nous donne une
conscience libre et responsable.
Nous leur proposons plus même que le pouvoir,
plus même que la réussite :
Un nouveau Destin »²⁵

Ces quelques réactions, de droite ou d'extrême droite, d'indépendants qui veulent se tenir à l'écart (mais ceci ne saurait durer et ne durera pas très longtemps) démontrent à l'envi que, sans le vouloir (peut-être la Ruse de la Raison que Hegel voit à l'oeuvre dans l'Histoire), les Croix de Feu et autres mouvements, déclenchent ce putsch totalement raté, contribuent à jeter dans la mêlée de jeunes intellectuels qui ne souhaitent plus que perdure ce régime qui, au fond, a perdu toute ambition et tout projet. Cette génération refuse, elle ne propose pas encore. Sans doute ce régime méritait-il guère mieux en ces circonstances qui révèlent mieux que toutes les autres la médiocrité d'un certain per-

24. *Ordre Nouveau* n° 10, avril 1934.

25. *Ordre Nouveau* n° 9, mars 1934, page 32.

sonnel politique ? Car enfin, l'appel à « Gastounet de Tournefeuille » évoque ces irrésistibles comédies historiques suggérées à Marx par l'impossibilité pour l'Histoire de se répéter deux fois. Clemenceau en 1917 a tout de même une autre « gueule » que Doumergue en 1934...

Poèmes

Pierre Roy

Les temps s'approchent

Lazare Lissitsky :

« Avec un coin rouge tue les blancs »

Où l'abstrait devient concret

Dans son développement même

Sans se forcer sans s'asservir

O temps heureux temps difficile où

Par les mille et un canaux de la pensée

De l'émotion et de l'action

Unies comme les doigts de la main

Les diverses facultés de l'homme

travaillent pour le même objectif

Non pas aux ordres

Mais dans l'ordre du monde

Empêché entravé terrorisé

Par le désordre ancien

Qui dure et qui dure et qui n'en finit pas de mourir

Cheval tragique du pont-levis sur la Néva

Les femmes avec leur parapluie

achèvent ceux qui ont combattu les mains nues

Images de la vérité

Images de la réalité

Images de ceux qui tuent et torturent et mentent et dissimulent

Ce sont les mêmes

Toujours les mêmes aujourd'hui comme hier

Aujourd'hui fils d'hier où les fils distendus se retissent

POEMES

81

La-bas ici tout près très loin

Partout

Une nouvelle aube sa lueur encore incertaine mais il fera bientôt
jour

Et comme un phare qui a brillé dans la nuit

Parfois dissimulé par un brouillard ou un nuage de fausses paroles

Le Vieux comme un roc-repère à l'horizon de notre engagement

Homme pleinement homme avec d'autres hommes avec toute

cette rumeur d'hommes et de femmes

Agissant s'émouvant cherchant réalisant

Patience

Les temps s'approchent

La vieille graine s'est enfouie sous la dure croûte de l'hiver

Et par les gerçures du premier dégel

Cela se met à croître en-dessous vers la lumière

Et les temps sont proches où

Léon Davidovitch Bronstein

Redevendra

Trotsky

Vladimir Claude Fisera¹

Esprit d'opposition et trace de Léon Trotsky : la poésie tchécoslovaque (1947 - 1988)

Prague 1968. C'est l'heure de l'espoir légal et légitime suivie bientôt de celle de son écrasement par l'invasion soviétique. Comme en 1945-1948, l'opinion publique et la création artistique elle-même s'étaient alors prises d'euphorie, construisant avec le ciment concret du rêve le renouveau politique et son jumeau la renaissance culturelle. De plus et simultanément, le pays renouait avec ses traditions littéraires non-conformistes niées par le pouvoir précédent. Il en avait déjà ainsi été à deux reprises, lors des années menant à 1848 et à 1914.

La chape de plomb pesant sur la vie publique dès 1948 — pendant les terribles années cinquante — et après 1968 a fait que la littérature a du prendre en charge et la dimension charnelle, émotionnelle de la protestation politique désormais interdite et jusqu'à sa fonction de porte-parole des convictions civiques et sociales de la nation. Ainsi la principale revue d'opposition tchécoslovaque actuelle se nomme *Listy* (Lettres) reprenant le titre de l'hebdomadaire de l'Union des Ecrivains qui fut le journal le plus populaire et le plus radical du printemps de Prague jusqu'à en devenir le symbole durable, par delà son interdiction dans les années sombres qui ont suivi.²

En Tchécoslovaquie, les chefs de file de l'opposition politique sont souvent en même temps des auteurs importants, victimes donc doublement de la répression mais aussi par là même doublement prestigieux aux yeux de l'opinion. Et même quand ils ne sont pas des militants politiques en tant que tels, l'audace de leur indépendance littéraire en fait presque malgré eux des

1. Université des Sciences Humaines de Strasbourg

2. Voir Claude Vancour, « La poésie témoigne et proteste » in *La Nouvelle Alternative*, Paris, n° 11, 1988, p. 13.

symboles et des diffuseurs de l'esprit d'opposition. C'est le cas des trois poètes présentés ici comme cela l'a été de Karel Čapek dans les années de Munich, comme cela le fut toute sa vie de Jaroslav Seifert, prix Nobel de littérature 1984 et comme cela l'est aujourd'hui du grand dramaturge et animateur de la Charte 77, Václav Havel.³

Ainsi, les trois témoignages que nous présentons ici, oeuvre de trois auteurs qui pour le régime pragois n'ont jamais existé, ont, outre leur beauté propre, deux vertus supplémentaires : ils reflètent sous une forme concentrée l'esprit de résistance à l'étouffement et font ressortir trois bornes importantes de l'espace-temps contemporain.

D'abord 1947 avec le poème de Jindřich Heisler « Qu'en dis-tu Jean-Jacques ? ». L'auteur venait de s'installer définitivement à Paris, l'étau de l'intolérance des appareils politiques se refermant en premier, dès avant le Coup de Prague de février 1948, sur les surréalistes qui ne transigeaient ni sur la révolte, ni sur l'audace, ni sur l'internationalisme. Ce poème fut publié dans le catalogue de l'exposition « Le surréalisme international ». Celle-ci, qui reprenait une partie de l'exposition de Paris, fut le dernier flamboiement de la création libre, en surface avant le premier supplice de la baignoire auquel furent soumis, de 1948 à 1968, l'art et la société tchécoslovaques dans leur ensemble encore traumatisés par l'épreuve de 1938-1945.

Le second texte, d'Egon Bondy (pseudonyme de Zbyněk Fišer) fut écrit en pleine nuit des profondeurs de l'oppression, le 31 décembre 1950. L'auteur est depuis cette époque la figure centrale, quasiment légendaire de l'underground pragois. Cette oeuvre est reprise d'un samizdat qui circule clandestinement à Prague aujourd'hui. Quarante ans après, tragiquement, son actualité, sa pertinence et son « efficace » restent tout aussi neufs et acérés. Ce recueil clandestin est dédié « in memoriam au camarade Závist Kalandra, membre de la IVème Internationale, exécuté à Prague en juillet 1950 », à celui qui fut l'un des deux plus grands théoriciens et critiques littéraires du surréalisme tchécoslovaque, l'autre étant Karel Teige qui lui aussi disparaîtra tragiquement.

Quant au dernier texte, celui d'Ivan Blatný, s'il fut écrit à la fin des années 1970, il nous vient en réalité d'aussi loin et d'aussi profond que les deux textes précédents. Son auteur en effet se trouvait à Londres en 1948 au moment du coup d'Etat stalinien. Il y resta et bientôt s'y réfugia, à demeure, dans un établissement psychiatrique d'où s'échappent périodiquement, dans une contingence douloureuse, des pépites extraites du tréfonds de l'art et de la mémoire emboutie de celui qui fut le Rimbaud des lettres tchèques à la libération en 1945. Dans le même recueil fait de révolte et d'exigence intactes

3. Idem, « In memoriam Jaroslav Seifert » in *Across Frontiers*, Berkeley, Fall 1986, p. 46.

— recueil renvoyé clandestinement, par « tamizdat » en Tchécoslovaquie — il écrit dans le poème intitulé « Vieilles demeures » le passage suivant :

« A Nijni Novgorod
Un tramway abandonné était là
Trotsky le photographia
Pour nous laisser un souvenir
Sur la révolution russe
Je suis heureux car je n'ai plus
à jouer au bingo, au loto
heureux d'écrire. J'écris mon nom (...)

Jindřich Heisler

Qu'en dis-tu Jean-Jacques⁴ ?

Comme il appert de plus en plus
clairement
le désir qui se démultiplie
comme de très étroits couloirs
tout noirs
dans l'âge des troncs de bois
Le désir toujours
imprime ses formes
au courant du corps
aux sources brûlantes de nos nuques
et des miroirs
Tu inspires
et le métal des ruisselets de chair
se couvre de rosée
et la main touche l'aile

4. Jean-Jacques : en français dans l'original. Ce texte de 1947 referra surface en 1968 à Prague en particulier grâce à Vratislav Effenberger, Verá Linhartová et à Petr Kral.

l'aile épidermique
aux recoins les plus obscurs
de la vie
Nous sommes à découvert
souples
ossements en lutte
muscles aux creux des muscles
entrechocs dans le haut fond de la nuit
et de la lumière
Des étincelles en gouttelettes
qui respirent l'une dans l'autre.

Egon Bondy

La vie à Prague, chant deuxième

Je veux dire ce qui
me tue
Ce qui pourtant
réveille les autres gens
Vous a-t-on livré des citrons ?
On leur a livré vingt ans
de prison attribution
Supérieure à celle de l'année dernière
Il y a des poires sur le marché
mais nous restons sans maison
Les fleurs embaument plus encore
L'horizon est bleu
le soleil est ensoleillé
il a plu avant-hier
nous irons nous baigner

Hier ils ont tué
 mon ami
 dans un mois dans un an
 Je serai content
 (...)
 1917
**Pourquoi la vie ne fut aussi belle
 qu'une seule fois ?**
 Quelqu'un a chassé nos rêves dans le froid
 Notre écot : le fascisme
 Où est le monde que nous voulions aimer
 où est l'amour dont on nous a parlé
 sur quoi une fois se reposer ?
 Seul demeure
 le lyrisme de notre cynisme
 Debout, les mains nues
 pire encore : sans mains
 Tout ce que nous voulûmes
 celer s'est échappé
 Ton nom Lénine s'est écroulé
 seuls nos coeurs sont restés
 pâlis comme ta photographie
 Nous n'avons pas plus
 où reposer la tête
 L'Europe
 n'est que l'hospice de l'homme
 Tout ici a déperri
 sauf les gens
 C'est là le plus terri-
 fiant — Et la mémoire
 la mémoire saute comme une fièvre.
 (...)

Ivan Blatný

Vérité⁵

Le savon à la lanoline
 marque Prokházka
 Lavera plus blanc les clos sombres
 de la décadence.
 En bons gymnastes comme le disait
 Masaryk
 Nous marcherons sous les drapeaux
 de la Quatrième Internationale
 L'Internationale de la bonté
 et de l'amour.
 Léon Trotsky abandonné part pour
 la Turquie
 en bateau de guerre
 Les trotskystes se multiplient
 quarante mille en plein Paris.

Poèmes traduits du tchèque, présentés et annotés par Vladimir Claude Fišera

Les sources sont les suivantes : Jindřich Heisler « Aníž by nastal viditelný pohyb » (Sans amorce de mouvement visible), Toronto, Sixty Eight Publishers, 1977; Egon Bondy « Pražský život » (La vie à Prague), Munich, PmD, 1985 ; Ivan Blatný « Pomocná škola Bixley (L'école de soutien de Bixley), Toronto, Sixty Eight Publishers, 1987. Voir également les textes traduits par V. C. Fišera in *Change*, n° 25, 1975, Paris, Seghers/Laffont, les numéros 3, 10 et 13 de la même revue, le recueil de Vincent Bounoure et al. « La civilisation surréaliste », Payot, Paris, 1976, ainsi que la *Revue K* que publie Jiří Kolár à Paris.

5. En français dans l'original. Il a échappé au présentateur, par ailleurs très compétent, de l'ouvrage de Blatný en tchèque, que ce titre renvoie à un autre « titre », celui de l'organe de la principale organisation trotskyste française dans les années 1930 et 1950, *La Vérité*.

Note de lecture

P. B.

Faut-il récrire l'histoire de la montée au pouvoir du nazisme ?

Trois ouvrages récemment parus aux Etats-Unis ont ouvert ce qu'on n'ose appeler un « débat » sur l'histoire du national-socialisme. Michael Kater, Richard Hamilton et Henry Turner¹ remettent en question l'analyse traditionnelle du nazisme — qu'ils trouvent notamment trop empreinte de « marxisme », cette maladie qui empêche l'historien de garder les pieds solidement ancrés sur cette terre et les certitudes d'une société qui se proclame libérale et libre comme si c'était compatible. Bien entendu nous avons tout à fait conscience qu'il existe au sein de l'université américaine une concurrence féroce pour les chaires, qui exige l'élimination sans pitié des « canards boiteux » — marxistes ou sans saveur — et que l'historien, pour vivre, doit frapper et faire sa publicité par des travaux retentissants qui exigent évidemment le discrédit des auteurs et travaux antérieurs. Mais ce n'est pas tout. Incontestablement, une certaine histoire « révisionniste » du nazisme commence à se manifester en Amérique du Nord et elle se caractérise par un double caractère : le fait qu'elle répond incontestablement aux intérêts des classes dirigeantes du point de vue de ses perspectives historiques en dédouanant la bourgeoisie allemande de la responsabilité d'avoir engendré « la bête immonde » et son refus de toute analyse de classe, je dirais même de faire intervenir la notion de classe dans leur analyse. C'est bien entendu là le droit absolu des auteurs révisionnistes et je ne leur contesterai nullement le droit de « réviser » et de vouloir expliquer l'histoire par d'autres facteurs que les conflits de classe. Tout au plus peut-on leur reprocher d'avoir été présentés par une publicité tellement exagérée qu'elle ne peut être que mensongère. Il est des compliments qu'un auteur ne peut laisser passer, au moins sans se poser de sérieuses questions et il semble que tel aurait dû être le cas de ces trois auteurs ! Le résultat est d'ailleurs à terme nuisible car les publicitaires mettent évidemment l'accent sur les points les plus faibles et les

1. Michael H. Kater, *The Nazi Party. A Social Profile of Members and Leaders, 1919 - 1945*, Cambridge, Harvard U.P., 1983. Richard F. Hamilton, *Who voted for Hitler ?*, Princeton U.P., 1983. Henry Ashby Turner Jr, *German Big Business & the Rise of Hitler*, Oxford U.P., 1985.

plus contestables des auteurs et font silence sur les riches informations qu'ils traitent avec honnêteté et prudence !

Kater et ses outils conceptuels

C'est sans doute un signe des temps qu'un auteur sérieux se croie l'impératif devoir de tirer des rafales de condamnations méprisantes sur Marx et le marxisme sans se soucier de démontrer auparavant qu'il en a une connaissance, même seulement rudimentaire. C'est en effet ce que fait dès ses premières pages M. Kater qui s'efforce d'y démontrer que sa conception des classes n'est pas identique à celle de Karl Marx, puisque ce dernier, selon lui, n'aurait jamais distingué que deux classes, celle des exploités et celles des exploités². Nous n'insisterons pas, n'ayant que trop d'occasion de revenir sur cet aveuglement scientifique qui frappe des auteurs pourtant respectables et incite malheureusement à leur manquer de respect !

Michael Kater voit la société allemande sous la forme du modèle dessiné pour le premier XX^e siècle par Max Weber : une construction hiérarchique pyramidale dans laquelle se superposent de bas en haut la « classe inférieure », la « bourgeoisie inférieure » (*lower middle class*) que nous appellerons pour la commodité « petite bourgeoise » et la « bourgeoisie supérieure » — que nous appellerons « bourgeoisie » et qu'il se laisse aller, sans doute par une concession aux préjugés marxistes, à qualifier d'« élite ».

La « classe inférieure » est la seule qui paraisse à Kater correspondre en gros à ce que Marx appelait le prolétariat, les ouvriers en bleu. Il y distingue trois sous-groupes, les travailleurs non-qualifiés, les travailleurs qualifiés, dont l'emploi est lié à l'artisanat ancien ou nouveau, et les autres travailleurs qualifiés. Il émet à ce sujet l'hypothèse selon laquelle les membres de cette classe auraient une certaine « conscience de classe », mais reprend aussitôt cette concession en assurant que cette conscience est indiscutablement plus liée au désir des travailleurs d'améliorer leur conditions économiques qu'à celui de renverser les classes dirigeantes : seconde preuve qu'il n'a pas lu ce Marx qu'il veut tellement contredire ! Il classe l'« aristocratie ouvrière » — les ouvriers les plus qualifiés — avec des arguments qui font appel à ce qu'il appelle la « mentalité subjective » et surtout parce qu'il croit faux de la ranger avec la petite bourgeoisie.

La petite bourgeoisie est hétérogène et M. Kater la subdivise en six sous-groupes : artisans indépendants, spécialistes indépendants sans formation académique, employés inférieurs et moyen, commerçants indépendants, fermiers, pêcheurs. Le fait qu'elle soit constituée de strates historiques le pousse à justifier la séparation entre l'ancienne et la nouvelle, *Alte et Neue Mittelstand* qui évite toujours le mot « bourgeoisie ». Il souligne que nombre d'éléments nou-

2. Kater, *op. cit.*, p. 3.

veaux sont des salariés mais qu'il faut les rattacher à la petite bourgeoisie parce qu'ils font un travail intellectuel (« cols blancs », diront d'autres) et parce que leur conception du monde, de la société, de leur propre rôle, les range du côté de leurs employeurs.

Au sommet enfin, Kater situe l'« élite », la grande bourgeoisie dont il décrit soigneusement les modifications historiques au tournant du siècle, au moment de sa fusion avec l'aristocratie en déclin. Cette grande bourgeoisie, qui est aussi une « oligarchie » et, plus simplement, « les classes possédantes », ne devient pas « moyenne » du moment qu'on l'appelle, selon le vocabulaire scientifique britannique la « middle class » (classe moyenne), même « upper » (supérieure) ! M. Kater y distingue trois sous-groupes : les « managers », gérants de l'industrie et du monde des affaires, les hauts fonctionnaires, les spécialistes diplômés, les étudiants des grandes écoles et universités, les entrepreneurs indépendants.

La pyramide se rétrécit singulièrement en approchant du sommet. Il évalue, dans l'Allemagne des années trente, la « basse classe » à 14 700 000 personnes « socialement classifiables », soit 54,5 %, la petite bourgeoisie à 11 500 000, 42,6 % et l'élite à 700 000 soit 2,7 %³. Ce sont ces différents groupes dont il entend étudier la représentation dans le parti national-socialiste, à la base, puis au niveau des cadres.

La base du parti nazi de 1919 à 1939

M. Kater effectue une périodisation avec une première période qui se termine en 1923 avec l'échec du putsch hitlérien de Munich, une seconde, de résurrection pacifique, commençant avec l'année 1930, le lendemain de l'explosion de la crise, la prise du pouvoir marquant la césure avant les deux dernières périodes que nous nous n'examinons pas.

Pour la première période, il note, en regard de l'affirmation des premiers membres de ce parti du caractère ouvrier de ce dernier, la très évidente sous-représentation des ouvriers, très peu nombreux et parmi lesquels les statistiques ne permettent pas de distinguer ce qui est d'« industrie » et ce qui est « agricole ». Il y a, assure-t-il, un type « idéologique » d'ouvrier adhérent au parti nazi : nationalistes et antisémites, antimarxistes, recherchant une « ascension sociale » et ne ressentant aucune solidarité de classe⁴. En revanche, la petite bourgeoisie est fortement sur-représentée, surtout par des commerçants et patrons artisans, des fermiers à partir de 1923. Il relève les deux facteurs essentiels, selon lui, du succès du NSDAP dans ce milieu : la peur de la « prolétarianisation » et, selon son excellente impression, l'« antisémitisme prêt à porter »⁵. L'élite enfin est sur-représentée de façon très importante dans le NSDAP initial avec les couches supérieures d'origine bourgeoise et aristocra-

3. *Ibidem*, p. 12.

4. *Ibidem*, p. 23.

5. *Ibidem*, p. 26.

lique, et surtout chez les étudiants. On note une réticence à l'adhésion chez les hauts fonctionnaires.

Pour la période de 1924 à 1930, il faut d'abord souligner la croissante importance du clivage désormais établi entre les membres « fondateurs » — adhérents de la période antérieure — et les nouveaux. De gros efforts ont été faits en direction du recrutement des ouvriers : ils se sont montrés si vains qu'en 1928 le parti renonce pratiquement à chercher à recruter spécialement dans cette classe. Il n'y a que très peu d'ouvriers d'industrie mais plus d'ouvriers ruraux ou d'extraction rurale récente. On note un gros effort et un certain succès dans le recrutement de chômeurs, mais rien n'indique qu'il s'agit d'ouvriers en chômage. La petite bourgeoisie est l'un des axes de l'agitation des nazis (thème des juifs, des grands magasins, de la politique de crédit des banques, de la monnaie, des impôts, des salaires des fonctionnaires, etc.) : le parti recrute parmi les oubliés de la *prosperität* (artisans, boutiquiers) avant la crise, chez les petits fonctionnaires et employés, les chômeurs qui en sont issus à partir de 1930. En ce qui concerne « l'élite », on note toujours la surreprésentation des étudiants d'université, un important recrutement parmi les entrepreneurs, un important financement venant de ces derniers plus que des magnats et le début d'un recrutement chez les hauts fonctionnaires. Dans cette période de reconstruction, le parti nazi s'implante plus encore dans la petite bourgeoisie et semble repoussé par la classe ouvrière.

La période 1930-1933 est celle de la montée du nazisme au pouvoir dans l'ambiance de la crise économique et sociale, mais aussi de la guerre civile « protégée » que ce parti, à l'abri de la police et de l'armée, déchaîne contre les organisations ouvrières. Passant de cent mille à un million de membres, le parti change aussi sa composition. Il y a un plus fort pourcentage d'ouvriers parmi les nouvelles recrues (il est égal à celui des nouveaux chômeurs), beaucoup moins élevé dans les régions rurales et les petites villes. Le recrutement se fait plus au détriment du parti communiste — et particulièrement de ses groupes de combat — qu'à celui du parti social-démocrate et il y a des passages au nazisme de travailleurs communistes. Dans l'ensemble, malgré des efforts renouvelés, M. Kater estime que le NSDAP ne mord pas vraiment sur les ouvriers qui resteront fidèles aux partis social-démocrate et communiste jusqu'à leur interdiction⁶. La petite bourgeoisie continue à affluer, conquise sur les thèmes d'anticommunisme et d'antisémitisme. Le parti nazi réussit à percer dans la paysannerie et les cols blancs. En revanche, sa démagogie contre les « fonctionnaires » l'isole, dans leur milieu, et ils regimbent contre menaces et pressions. Surtout, le parti nazi progresse énormément du point de vue de sa crédibilité, comme parti de gouvernement, dans la grande bourgeoisie. La grande industrie, sans cesser de financer partis de droite et du centre, commence à verser d'importantes subsides; on constate le soutien grandissant des petites et moyennes entreprises, des fermiers capitalistes, le rapprochement avec les Eglises facilitant cette évolution. Parallèlement, on assiste à l'adhésion

6. *Ibidem*, p. 54.

d'intellectuels et de spécialistes, la conquête de la majorité chez les étudiants, les progrès des nazis au sein des différentes associations professionnelles. M. Kater note fort justement que, né avec la volonté d'être un parti « ouvrier », devenu parti de masse par l'afflux de la petite bourgeoisie, le parti arrive finalement au pouvoir, appelé par les représentants autorisés de « l'élite », ces classes dirigeantes qu'incarne le président Hindenburg.

De 1933 à 1939 enfin, le parti change de caractère dans sa composition sociale. Prêt autrefois à attraper n'importe quoi, il n'a plus besoin désormais de soutien populaire, car les organes de la dictature sont suffisamment solides. Les ouvriers demeurent sous-représentés tandis que la petite bourgeoisie continue à affluer, surtout chez les cols blancs, nettement sur-représentés et privilégiés dans l'organisation politico-sociale nouvelle. L'élite a tendance à être lourdement sur-représentée avec des variations significatives comme la baisse du nombre d'étudiants, l'augmentation de celui des entrepreneurs et managers ainsi que des professionnels spécialisés, tandis que les hauts-fonctionnaires et notamment les professeurs d'université refluent devant l'arbitraire et la violence.

En ce qui concerne la composition par âge du parti, M. Kater fait d'importantes remarques : le parti, à ses débuts, prétend gagner la jeunesse de toutes les classes, mais la moyenne d'âge en 1921 est de 33 ans ! Elle baisse jusqu'en 1923 où elle est à 23 ans, remonte ensuite, avec 29 ans de moyenne à plus de 30 à partir de 1930. Sur la période 1925-1932, la moyenne est de 31 ans⁷. Les jeunes ont effectivement afflué avant 1933, ils se détournent aussitôt. Les femmes, elles, ne jouent jamais de rôle et constituent une fraction réduite, avec un maximum de 7,8 % en 1932⁸ et l'attitude du parti à leur égard explique cette réserve. M. Kater estime qu'il y a un incontestable impact de la crise qui pousse les mécontents vers le parti nazi. Le lien, pourtant, n'est pas automatique ; on voit affluer les jeunes « cols-blancs », les moins touchés, et le nombre d'adhésions diminuer dans les villes ravagées. A cela il faut ajouter un facteur considérable de variation, le rôle des facteurs politiques, notamment des difficultés entre l'ancienne élite dirigeante et le parti à partir de 1934 où se dessinent les affrontements entre les nazis bon teint et les anciennes couches dirigeantes qui continuent à diriger l'armée, l'industrie, l'enseignement supérieur...

Composition sociale des cadres

Malgré son souci de considérer les nazis comme « des révolutionnaires », ce qui l'oblige à reconnaître tout de même qu'ils ont échoué dans leur objectifs de « révolution », alors même qu'ils s'étaient emparés du pouvoir. Michael Kater apporte ici sans doute encore plus d'éléments d'information utiles. D'abord, il souligne qu'il n'est pas question de remettre en cause la vieille thèse classique : la majorité des cadres du parti sortent bel et bien de la petite

7. *Ibidem*, p. 140.

8. *Ibidem*, p. 151.

bourgeoisie, portent l'empreinte de ses valeurs, expriment sa mentalité. Il fait à ce schéma général un certain nombre de réserves : l'importance de l'élite croît avec l'ascension dans la hiérarchie, alors qu'elle est déjà plus importante dans les cadres que le parti et elle joue le rôle décisif dans les périodes de crise. Il montre très bien le conflit entre les éléments de différenciation interne, la place des vieux-combattants avec un numéro de carte très petit, la mentalité petite-bourgeoise perturbant l'homogénéisation au sommet, et les éléments de l'unification, les mythes des sacrifices consentis et des souffrances subies et surtout l'élargissement de l'interprétation du pouvoir jusqu'à l'arbitraire et le droit de disposer personnellement, qui devient presque absolu après 1934.

En revanche, les cadres nazis ne sont pas une nouvelle « élite », une couche dirigeante nouvelle formée d'éléments marginaux se substituant aux anciens : la « révolution » nazie n'a pas chassé les classes dirigeantes et le nouveau régime introduit des éléments d'accommodation, de fusion, d'absorption, de compénétration mutuelle. Contrairement à une légende bien ancrée, les cadres nazis n'étaient pas issus de « marginaux plébéiens », ne sont pas en contradiction avec la structure de la société. M. Kater s'élève avec force et de solides arguments contre certains aspects de la légende nazie : les dirigeants ne sont pas des victimes de la crise sociale, ni des « marginaux » ayant à prendre une revanche. La réalité des cadres nazis, c'est le recrutement petit-bourgeois dominant, avec un rapport d'éléments déclassés des classes dirigeantes, des attitudes idéologico-politique, caractéristiques de cette couche ; haine de l'intelligence, attachement au prétendu néo-darwinisme, une philosophie de l'inégalité, de l'antisémitisme et de la xénophobie, un système de valeurs anti-émancipation, anti-moderne, une ambiance propice au développement des « personnalités autoritaires » qui voit se multiplier les petits chefs, l'arbitraire, la corruption et le vol ; le butin, au terme de la mission, était la juste récompense de ces cadres caractérisés dans leur vie quotidienne par leur goût pour la chasse sexuelle, l'alcool et les grosses voitures.

Ainsi cette thèse, présentée dans sa publicité comme affirmant que les nazis étaient des « niveleurs révolutionnaires », se termine-t-elle par la confirmation très bien étayée de la classique thèse « d'inspiration marxiste » sur le rôle de la bourgeoisie, grande et petite, et l'utilisation de la seconde par la première pour la destruction du mouvement ouvrier ! Malheureusement, M. Kater persiste à croire que les nazis avaient un « projet révolutionnaire ». Obligé de conclure que les nazis ont « nullement fait disparaître les vieilles divergences de classes et forgé une communauté du peuple »⁹, il se croit néanmoins obligé d'assurer que ses découvertes ruinent définitivement toutes les analyses « marxistes » du phénomène nazi. Notre unique question à Michael Kater serait de savoir s'il croit ce qu'il écrit là ou s'il ne l'écrit au début et à la fin de son livre qu'avec l'unique objectif d'être publié ?

9. *Ibidem*, p. 239.

Richard Hamilton sur l'électorat nazi

Richard F. Hamilton pose au sujet de l'électorat des nazis la question décisive en termes de pourcentage. Le NSDAP est passé en deux ans de 26 à 18,3 % des voix, de 1928 à 1930, pour atteindre 37,3 % en juillet 1932. Ces chiffres selon lui, commandent deux questions. D'abord le chercheur doit cesser à ce sujet de dire « les Allemands », pour se demander « quels Allemands ». Il doit ensuite se demander « pourquoi ? »¹⁰. On ne peut qu'être d'accord.

Hamilton relève pour commencer les conclusions des auteurs qui l'ont précédé dans cette étude. Il souligne que le vote nazi varie en fonction inverse de la dimension de la communauté concernée : la moitié des voix des nazis proviennent des circonscriptions de moins de 25 000 électeurs et le NSDAP a obtenu dans le même temps 41 % des voix dans les petites villes contre moins de 32 dans les grandes¹¹. Il souligne ensuite que les auteurs de travaux électoraux ont tous noté que le vote nazi était dans une forte proportion un vote protestant, en particulier chez les ruraux. Il relève également que contrairement à une idée répandue, les jeunes ne votent pas nazi et que les communautés de gens âgés donnent au NSDAP un très fort vote. Enfin, il souligne que ce qu'il appelle la petite bourgeoisie n'a pas voté pour les nazis, au plus trois électeurs sur dix de cette sociale ont voté NSDAP.

Les conclusions de Hamilton sur ses propres recherches sont évidemment plus affinées que le résumé qu'il donne des travaux des autres. Le parti nazi fait un bond en avant après 1928 où il s'est résolument tourné vers les campagnes¹². Il pénètre dans le milieu protestant rural avec un plan agraire « classique » dénonçant les impôts, la concurrence, les prix, la cherté du crédit et avec des accents antisémites et anti-libéralisme. Les notables se divisent et il pénètre profondément à parti d'éléments jeunes pour qui il constitue l'ouverture sur le monde, du fait notamment qu'il recrute sans concurrence pour les SA. En revanche, sa pénétration est très fortement gênée en milieu catholique, plus homogène et surtout dont les notables sont liés au parti catholique du Zentrum, ce qui permet sur le plan électoral une meilleure résistance que dans le milieu protestant politiquement divisé. Dans ce qu'il appelle les « villes moyennes », caractérisé par la présence d'ouvriers d'industrie, il n'obtient jamais le plus fort pourcentage de voix. Hamilton constate qu'il n'y a pas un lien mécanique entre « la crise » et le vote nazi. Pour lui, en effet, les électeurs nazis ne sont pas mus par des « faits objectifs », mais par la peur du communisme et la paupérisation, la crise n'ayant donc qu'un impact « psychologique ». Par rapport à la crise, les nazis, qui sont souvent dans ce milieu des notables, apparaissent aussi comme des gens qui sauront être efficaces et c'est ce qui explique leur succès¹³.

10. Hamilton, *op. cit.*, p. 4.

11. *Ibidem*, p. 37.

12. *Ibidem*, p. 420.

13. *Ibidem*, pp. 421-423.

Richard Hamilton souligne fortement l'existence, dans les grandes villes, d'une couche assez importante d'ouvriers qui votent nazi. Il admet que ce n'est pas un phénomène nouveau, que ces gens, qui votaient autrefois pour la droite, sont ce qu'il appelle des « ouvriers conservateurs » qu'il définit non d'après les résultats électoraux mais d'après leur histoire et leur mentalité : origine rurale, tradition impériale, nationalisme / autorité / hiérarchie, attachement à la Kame-radschaft de la guerre, croyance que l'Allemagne a été poignardée dans le dos. Pour ces ouvriers conservateurs, le NSDAP semble une option meilleure que les partis conservateurs pour lesquels ils votaient jusque-là. Hamilton constate ainsi que les nazis n'ont pas mordu sur l'électorat social-démocrate et communisme en milieu ouvrier. Ses connaissances sur les chiffres et les courbes lui permettent d'affirmer que les partis de droite perdent les électeurs au profit du NSDAP, tandis que les partis ouvriers se maintiennent.

L'interprétation des résultats de Hamilton

Richard Hamilton commence par passer en revue les diverses interprétations des progrès électoraux du nazisme telles qu'il les comprend. Il s'en prend d'abord à celle qu'il appelle curieusement la théorie du « centrisme »¹⁴ : selon cette thèse, c'est la petite-bourgeoisie qui a fait le succès du nazisme car elle craignait pour sa propre position sociale et cette crainte a été aggravée par des facteurs supplémentaires, la chute de la monarchie, les coups portés à la tradition, le déracinement, le rôle des Juifs. Selon Richard Hamilton, cette théorie est contredite par l'absence d'une véritable paupérisation qui contredit l'existence d'une base sérieuse à la crainte de la prolétarianisation. Le sentiment de peur a existé ? Il admet que cet argument « psychologique » est plus sérieux, mais constate qu'il n'a pu être fait aucune enquête sur l'anxiété et qu'il est désormais trop tard, ce qui empêche de le prendre en compte de façon sérieuse (*sic*). Il croit pour sa part que la petite-bourgeoisie a émis un vote très divisé et que c'est dans les circonscriptions de grande bourgeoisie que les nazis ont obtenu les meilleurs résultats. Enfin, ses prédécesseurs, au lieu de s'intéresser aux « communautés », réalités vivantes, ont cherché à déterminer le vote de « classe » dont les contours étaient et sont toujours mal définis.

Hamilton passe ensuite en revue ce qu'il appelle « la théorie marxiste »¹⁵, qu'il croit pouvoir résumer en ce qu'elle consiste pour l'essentiel dans la reprise de la théorie centriste avec comme additif la théorie qui fait du parti nazi un « agent » de la bourgeoisie laquelle finance, dirige en sous-main et contrôle donc l'ensemble d'une opération qu'elle a délibérément voulue. Richard Hamilton, prenant appui sur les travaux de Turner — que nous verrons plus loin —, conteste que la bourgeoisie ait appuyé et a fortiori dirigé le parti nazi, assure qu'elle est toute entière ralliée autour de celui qui est le symbole de

14. *Ibidem*, pp. 424-428.

15. *Ibidem*, pp. 428-433.

l'ordre, le maréchal et président du Reich Hindenburg. La « thèse marxiste » se fonde, selon lui, sur le rôle joué dans les milieux d'affaires par l'ancien président de la Reichsbank et futur ministre des finances du III^e Reich, Hjalmar Schacht, dont Hamilton conteste qu'il ait pu jouer le rôle qu'on lui attribue, car il n'était plus, toujours selon lui, depuis son départ de la Reichsbank, qu'un « aventurier ». Enfin, le fait que le régime national-socialiste ait apporté des limitations aux droits patronaux et taxé lourdement les profits lui paraît un argument supplémentaire contre la « thèse marxiste », pour laquelle il n'a cité aucun auteur qui puisse être ainsi qualifié.

La troisième théorie dégagée par Hamilton est celle qu'il appelle la théorie de la « société de masse »¹⁶ : elle souligne les facteurs socio-psychologiques comme le déracinement, la concurrence, l'urbanisation, l'isolement des individus, le développement des anxiétés consécutives poussant des millions d'hommes vers les solutions à court terme. Hamilton voit dans ces derniers deux types différents : la variante de droite, avec des démagogues suscités par les classes dirigeantes et dirigés par elles, et la variante de gauche, avec des démagogues nés dans les masses et les manipulant à leurs propres fins. Cette théorie est selon lui dénuée de sens car M. Hamilton pense que le soutien est venu aux nazis d'Allemands qui appartenaient à des couches sociales supérieures à celles qui ont subi les facteurs précités. Il pense qu'il est totalement faux d'affirmer que la presse aurait véhiculé ces anxiétés, diffusé ce désespoir et conduit ses lecteurs de cette façon vers le national-socialisme. S'il y a eut anxiété, elle avait, assure-t-il, des racines politiques plongeant dans les circonstances historiques, la défaite de 1918, l'humiliation nationale et la menace du « soulèvement rouge » dont la presse faisait état.

Richard Hamilton propose donc sa propre explication, sur la base d'une théorie générale selon laquelle, de façon générale, les choix de partis par les électeurs résultent d'influences personnelles, celle de la famille, de la tradition d'éducation, donc d'un ensemble qui fonctionne normalement de façon très conservatrice. Il existe bien des facteurs de changement, le déplacement géographique des individus, les événements généraux opérant des catastrophes (guerres, occupation, crises graves, etc.), mais on constate face à ces derniers de remarquables disparités dans les réactions : au moment où le NSDAP l'emporte en Allemagne, la Norvège voisine ne donne-t-elle pas 40 % des voix à son parti travailliste, le DNA, et 2 % seulement au nazi Quisling ?¹⁷ Renonçant à expliquer le particulier — la progression électorale des nazis — par le général — le développement historique —, Richard Hamilton est donc amené à chercher l'explication du succès nazi dans le parti nazi lui-même. Il y a, bien entendu, des raisons négatives, l'absence d'attrait des autres partis — considérée comme une donnée —, mais la plus forte des raisons positives de ce succès, selon lui, est que le national-socialisme a une « armée de militants », de gens qui sont ce qu'il définit comme des « dirigeants d'opinion », fournissant un lot dé-

16. *Ibidem*, pp. 433-437.

17. *Ibidem*, p. 440.

cisif et nouveau d'influences sociales, qui constituent, selon son expression, une source nouvelle de pressions sociales informelles. Il suggère donc de concentrer la recherche, les enquêtes, non plus sur les transformations de structure de classe, mais sur le problème « organisationnel » de la qualité de ce qu'il appelle cette armée unique et ses sources historiques. Il est convaincu que les travaux engagés dans cette voie démontreront qu'il existe aucun lien nécessaire entre les structures et les réponses politiques et que le facteur décisif qui sera ainsi mis en relief pour expliquer le succès électoral du nazisme sera l'influence personnelle...¹⁸

Reste évidemment la question d'expliquer précisément la genèse de cette « armée unique », de cette « armée de militants », de ces « dirigeants d'opinion ». Curieusement la réponse ici redevient historique. Ces hommes ont bénéficié d'une expérience historique unique, l'entraînement et la formation dans l'Armée, pendant la guerre, puis dans les Corps-Francis, dans les rangs du parti nazi et des S.A., ce qui, soit dit en passant, pour lui, est l'occasion de souligner que le « facteur militaire » doit être traité comme un « facteur indépendant ». En outre, pour ces dizaines de milliers d'hommes, il faut souligner le grand impact « structurel » du traité de Versailles, car le *Diktat* a changé leur « place structurelle », d'où leur ressentiment à l'égard de ceux qui en sont, à leur yeux, les responsables. Ces dizaines de milliers d'hommes vont avoir à reconstruire leur vie, une vie qu'ils ne peuvent concevoir autrement que comme une carrière militaire, dans un pays démilitarisé. L'explication est bien plus satisfaisante selon Hamilton : la « technicité » des nazis, incontestables à ses yeux, ne serait guère explicable par le rôle de la petite bourgeoisie alors qu'elle l'est par celui des militaires. Ainsi, réaffirmant le caractère lâche des liens entre structure sociale et réponse politique, conclut-il que les intérêts ne sont pas des entités objectives, mais ne comptent que par la façon dont ils étaient définis, ce qui donne au parti nazi le mérite de sa propre victoire.

Henry A. Turner contre les légendes

Le livre d'Henry A. Turner est probablement celui qui a bénéficié, aux Etats-Unis au moins, de la publicité la plus tapageuse. Il s'est en effet attaché à démontrer que, contrairement à une opinion généralement acceptée jusque-là, le Grand Capital n'a pas aidé à l'ascension du parti national-socialiste. Sans chercher à le contredire d'emblée, notons que son étude, menée dans les archives des grandes sociétés capitalistes allemandes, laisse peser un grave doute méthodologique : les documents irréfutables, décisifs, qui ne s'y trouvent pas n'ont-ils pu être détruits avant que Turner y accède ? L'idée n'a pas semblé avoir ébranlé ce chercheur, pour qui ce dont il ne trouve pas de trace ne peut pas avoir existé.

18. *Ibidem*, pp. 442-443.

Turner part d'une affirmation générale, celle de la relative indifférence — tradition qui se manifeste par exemple avec Bismarck — de la bourgeoisie allemande à la question des affaires publiques. Après la révolution de 1918 et les lourdes concessions qu'ils ont été contraints de faire à des ouvriers « qui poursuivent de façon unilatérale, égoïste et même impitoyable leur intérêt à des salaires élevés et un travail plus facile », ses dirigeants sont convaincus que leur activité à eux est d'intérêt général et entrent en politique avec un bagage léger, la croyance en la propriété et l'entreprise privée, leur « libéralisme », et leur nationalisme « anti-*Diktat* de Versailles ». Aucun n'entrera vraiment en politique et elle demeure, même pour les plus connus, une occupation annexe. Ils vont essayer de faire élire des hommes à eux, ou de gagner des parlementaires pour cela : M. Turner ne connaît pas leurs comptes, mais ne doute pas de l'existence de ces pratiques qui ont eu, assure-t-il, des résultats décevants, tant dans le domaine de la « pression » que dans celui de la presse.

La grande croisade d'Henry A. Turner est dirigée contre la croyance selon laquelle le Grand Capital aurait financé les nazis. De façon générale, il souligne qu'il n'en existe que de très maigres indices dans les archives qu'il a dépouillées et qu'il n'est pas possible que les traces d'une telle aide aient pu être toutes effacées. Mais il suit à la trace les quelques éléments qu'il a découverts ou qui ont été signalés par d'autres afin de les évaluer à leurs poids véritable.

Dans la première période, on connaît les mécènes de Hitler, le fabricant de pianos Blechstein, l'éditeur Bruckmann. Un seul contributeur important possible, Borsig, le magnat des constructions ferroviaires qui a amené aussi Siemens, des constructions électriques, pour parler argent avec les nazis. On ne connaît pas de chiffre. L'affaire a pourtant existé. Turner conclut qu'elle a eu « peu de succès ». A partir de 1923, on note des « rumeurs » concernant un financement du parti par Stinnes, mais on n'a aucun indice. Thyssen, en revanche, dit qu'il a financé Hitler et ses mémoires mentionnent « 100 000 marks-or ». Il n'y a pas de documents d'archives ; Turner juge tout cela « douteux »¹⁹. Hitler est reçu en 1922 au National Klub de Berlin où il vient demander un financement : résultats inconnus.

Pour la période de reconstruction, les indices sont nombreux. Hitler multiplie les avances. Turner pense qu'il a eu un certain succès auprès des « petites entreprises ». Toujours pas de chiffres. En avril 1927, le magnat du charbon Emil Kirdorf adhère au NSDAP. A-t-il contribué ? Il n'y a aucun document et pourtant Turner pense qu'il l'a vraisemblablement fait, ajoutant que ce ne fut « sans doute pas énorme », mais évidemment sans le moindre document à l'appui²⁰.

Après la percée des nazis dans les élections de 1930, le paysage change tout de même. Les nazis ont maintenant leurs hommes dans les milieux du Grand Capital : le banquier Georg von Stauss, Hjalmar Schacht, qui a été président de la Reichsbank de 1923 à 1930, « homme public » du Grand Capital al-

19. Turner, *op. cit.*, p. 54.

20. *Ibidem*, p. 91.

lemand, des hommes introduits par Thyssen, des officieux bien introduits comme le journaliste économique Walter Funk, von Loewenstein, représentant les patrons des mines et bien d'autres. Turner, de façon plutôt curieuse, admet que les milieux d'affaires ont versé des subventions à des individus appartenant au parti nazi comme Göring ou Funk, mais soutient qu'ils n'ont pas subventionné le parti nazi lui-même²¹ sans même envisager sérieusement que des individus membres du parti aient pu servir d'intermédiaires pour ce financement ! Il polémique ensuite contre la « légende » : Hitler a fait en septembre 1931 la tournée des magnats de la Ruhr, mais dans les archives on ne trouve que trois lettres...de refus²². La réunion de Bad Harzburg en octobre 1931 n'a rassemblé que de petits industriels. Il explique qu'à l'automne 1932 les choses deviennent difficiles car le parti nazi combat le gouvernement von Papen, proche du cœur du patronat. L'I.G. Farben cesse de payer les mensualités — qu'elle payait donc — à Funk. La rencontre du 4 janvier 1933 avec von Papen chez le banquier Schröder, personnage mineur, assure-t-il, n'a pas le sens d'un accord avec le Grand Capital qu'on lui a attribuée. Schacht se dépense mais, depuis sa démission de la Reichsbank, il n'est qu'un « aventurier ». Evidemment, les choses changent quand Hitler est devenu Chancelier du Reich. Le 20 février, chez Göring, les hommes d'affaires écoutent un long exposé de Göring sur l'inégalité naturelle et la lutte contre le communisme. Schacht traduit : « Messieurs, à vos poches ! » Ce qu'ils font, massivement — Turner ne le nie pas, bien que ses documents soient toujours aussi discrets²³.

Turner balaie donc tout ce qu'il considère comme des légendes. Ce ne sont pas les magnats qui ont provoqué la chute de la République, mais les ouvriers qui n'ont pas voulu qu'on porte atteinte à leurs droits acquis alors que c'était nécessaire du fait de la crise. Les magnats n'ont joué aucun rôle dans la montée de Hitler qu'ils ont « relativement peu soutenu », ont un peu flirté avec lui entre 1930 et 1932 pour s'en détourner ensuite. Turner ne peut nier qu'ils aient donné de l'argent, mais il ne peut rien chiffrer, demeure convaincu qu'ils ont donné beaucoup plus aux autres partis, versé « des contributions plus importantes à des individus » et que ces versements n'étaient pas forcément un appui, mais pour certains une assurance, pour d'autres une tentative d'influencer. Il dénonce sur un ton assez vif et avec beaucoup d'arrogance la répétition des « affirmations répétées sans preuve » sur les liens entre nazis et Grand Capital, l'ignorance des historiens en question sur la réalité du monde des affaires et le rôle considérable de leurs « préjugés » dans leurs erreurs. Il assure que le nazisme est incompatible avec l'économie « libérale ». Et il assène finalement son argument majeur : le NSDAP n'avait aucun besoin d'être financé par le Grand Capital. Il avait suffisamment de ressources et les patrons d'autres chats à fouetter.

21. *Ibidem*, p. 151.

22. *Ibidem*, pp. 149 sq.

23. *Ibidem*, p. 331 sq.

Le parti nazi et l'auto-suffisance

Et c'est ainsi qu'on en arrive à la partie la plus surprenante de ce surprenant ouvrage. Comment en effet le NSDAP a-t-il pu financer l'ensemble de ses activités, ses Sections d'Assaut dont les membres étaient habillés, nourris, souvent logés, son propre fonctionnement, les salaires de ses membres permanents, les frais de sa propagande énorme, des déplacements, des meetings, des réunions, des tracts, etc. ? La réponse de Henry Ashby Turner est très simple : « Exactement comme ils le disaient, ils finançaient les SA par leurs propres ressources, sur les cotisations du parti »²⁴. Il ajoute un certain nombre d'éléments supplémentaires, les innombrables « donations » de petites sommes de militants ou sympathisants dévoués, des initiatives commerciales, comme, par exemple, la fabrique des cigarettes « Sturm », la politique des grands rassemblements dans lesquels ils lèvent des sommes importantes (« En 1930, les nazis avaient porté à la perfection l'art de séparer les gens de leur argent »²⁵). A titre d'exemple, il mentionne trois grands meetings nazis à Berlin en 1930 parvenant à lever 38 000 marks pour une assistance de 30 000 personnes, à qui l'on a fait payer un droit d'entrée minimal de un mark (à cette époque, un salaire important est de 250 marks par mois, une bonne paire de chaussures coûte 25 marks). Il mentionne également l'existence d'un « système organisé de carnets avec feuilles de cotisation » de un mark par mois, et assure à ce propos que le parti « obtient plus ». Malheureusement son information est unilatérale, puisqu'il n'indique pas le montant des frais de propagande pour les meetings, les frais de transport des autocars loués pour le transport, de location des salles, etc, etc.

La réponse de Turner à la question qu'il a lui-même posée de la façon dont le parti finançait sa propre activité ne tient pas dans les chiffres qui pourraient seul être convaincants, mais dans une série de formules, d'appréciations et de qualifications :

« Remarquable innovation politique, une organisation combinant une direction charismatique avec une administration bureaucratique méticuleuse, un parti de mobilisation qui appliquait organisation socialiste et technique à des partisans plus nombreux que ceux du SPD »²⁶.

Ainsi Henry Ashby Turner rejoint-il Hamilton pour dire que la clé de la victoire du parti nazi, hors de tout contexte historique et de toute force sociale, c'est tout simplement le parti nazi lui-même. Appréciation délirante en elle-même : aucun thuriféraire n'a osé raconté la même version de la victoire en Russie du parti bolchevique !

24. *Ibidem*, p. 116.

25. *Ibidem*, p. 118.

26. *Ibidem*, p. 123.

Des thèses peu solides

Nous traiterons en même temps de Hamilton et de Turner qui ont en commun de travailler sur des chiffres et qui partagent aussi les « préjugés » qu'ils sont prompts à reprocher à tous les autres.

Relevons pour commencer que les chiffres sur lesquels ils appuient leurs démonstrations sont plus que fragiles quand ils existent. Hamilton les emploie en regard de définitions sociales extrêmement vagues, comme Kater, avec sa « middle class » « inférieure » ou « aisée ». Sa foi dans les chiffres demeure cependant inébranlée puisqu'il se prend à regretter l'impossibilité d'une « enquête » sur l'angoisse, dont la réalité ne saurait être niée. La fidélité qu'il manifeste aux « communautés » contre les « classes » qu'il manie si mal, n'empêche pas qu'il répartisse les circonscriptions en vertu de préjugés dont il n'est pas dépourvu non plus et non en vertu d'une analyse scientifique rigoureuse, ce qui fait peser un doute sur l'ensemble de sa démonstration. Turner est encore plus faible sur le terrain de l'auto-suffisance. Un homme qui veut démontrer qu'un parti se suffit à lui-même devrait au moins esquisser une évaluation de ses dépenses, ce qu'il n'essaie même pas. Il reconnaît lui-même n'avoir ni chiffres, ni documents d'archives pour les cas incontestables de financement du parti nazi par le Grand Capital, mais cela ne l'empêche pas de contester des chiffres quand ils sont avancés ou de nier l'existence d'un financement quand il ne trouve aucun chiffre dans les papiers de trésorerie des grandes sociétés et du parti nazi. Ses affirmations péremptives, par exemple sur l'apport des militants, et le rapport qu'il établit par rapport aux contributions levées par les partis ouvriers, font sourire : visiblement, il ne sait rien de la façon dont le SPD ou le KPD fonctionnaient et étaient financés. Brandler a écrit que le KPD — qui pratiquait mieux que personne l'art d'extorquer des contributions et de développer les affaires dont le trust Münzenberg est un exemple — n'aurait pu payer par ses propres moyens que deux permanents et que l'aide du Comintern lui permit d'en salarier cinquante. Combien de permanents au parti nazi, M. Turner, ce qui serait tout de même une donnée élémentaire, avant toute affirmation ? Beaucoup plus, c'est indiscutable, même si l'on admet que les SA n'étaient que de malheureux gamins au pair... Nous avons enfin noté au passage l'ahurissant parti-pris qui lui fait affirmer que certaines grandes sociétés subventionnaient des « individus » du parti nazi comme Göring et Walther Funk, mais pas le parti lui-même ! Il est même proprement invraisemblable que M. Turner n'ait pas eu l'honnêteté et le sérieux d'envisager au moins que les hommes aussi connus aient pu être simplement des collecteurs et de débattre sérieusement ce point. On reste un peu confondu.

Il en va de même avec les « partis pris » que ces deux auteurs dénoncent avec tant de véhémence chez les autres auteurs, mais dont ils sont, quant à eux, bien loin d'être dépourvus. La philosophie de Richard F. Hamilton, l'accent qu'il met sur les relations personnelles et leur addition pour expliquer les phé-

nomènes collectifs, porte l'empreinte des aspects les plus stériles de la « nouvelle Histoire » telle qu'elle a été traduite aux Etats-Unis et au Canada dans les départements d'histoire des universités. Nous avons déjà indiqué, cette fois à propos du P.C. américain, qu'on se refuse à étudier les appareils pour s'intéresser à la façon dont ils sont vécus à l'échelle individuelle en fonction d'une culture ou d'une sub-culture. On n'étudie pas les « programmes », mais la façon dont « les communautés », qu'elles soient raciales ou religieuses, ressentent tel ou tel mot d'ordre, telle ou telle analyse, et les « traduisent » à l'usage de leurs membres. Pour ces nouveaux historiens, historiens d'un genre vraiment très nouveau, l'histoire n'est plus qu'une série d'accidents et ils s'octroient à eux-mêmes le privilège de décréter souverainement quels facteurs historiques peuvent être intégrés aux explications et quels autres sont proscrits.

Henry A. Turner est peut-être plus adroit que R.F. Hamilton et il évite les déclarations trop générales révélatrices de l'absurdité du parti pris. Mais il est aussi plus manipulateur. Sur les faits incontestables, il émet systématiquement des doutes sans les justifier et, suivant une méthode, hélas courante dans les médias aujourd'hui, discrédite par le style sans apporter de début de preuve : ainsi, à propos du magnat Borsig, tire-t-il bruyamment argument de sa démission en 1929 du parti nazi — qui ne diminue pas ses contributions antérieures — et reste muet sur le fait que ce démissionnaire n'est pas si éloigné puisqu'il réunit en 1930 d'autres magnats de l'industrie pour organiser un financement pour les nazis. Surtout, il se garde de répondre à des questions qui se posent tout naturellement à la lecture de son propre travail. Par exemple, si, comme il l'assume, le NSDAP se suffit à lui-même et s'il n'a nul besoin de l'argent du Grand Capital, pourquoi tant d'efforts pour les solliciter, tant de relations avec des hommes à certains égards compromettants pour la politique qu'il affiche ? Pourquoi Hitler a-t-il commis la sottise de se réunir pour rien chez « l'inexistant » Schroeder avec « l'aventurier » Schacht ? Turner ne fait même pas mine de tenter d'expliquer cette contradiction patente !

Il se pose enfin, toujours pour Henry A. Turner, un problème de sources. Par exemple, il tire argument de la présence dans les archives qu'il a dépouillées pour 1931 de la présence de trois lettres refusant l'« aide » sollicitée par Hitler. Bien. Mais pourquoi ne se demande-t-il pas pourquoi il n'a trouvé que trois lettres, sur des dizaines qui ont dû être envoyées (nous prenons à dessein un chiffre très bas) et pourquoi les lettres qu'il découvre, des années après la fin ignominieuse du nazisme, sont toutes les trois des refus ? Pourquoi ne donne-t-il aucun élément d'explication à l'absence dans les archives des intéressés, à cette date, de toute lettre acceptant de subventionner le parti de Hitler ? Nous avons mentionné son appréciation de la personnalité de Schacht comme un « aventurier ». Pourquoi ne justifie-t-il pas cette appréciation ? Schacht ne se targuait-il pas, et à juste titre, à la fin de la guerre, d'avoir des contacts avec le président Roosevelt ? N'a-t-il pas été choisi pour être jugé à Nuremberg et finalement libéré ce qui ne serait pas probablement échu à un aventurier ? Quoi qu'il en soit, il ne suffit pas d'affirmer. Kurt von Schröder était un insignifiant banquier ? Pourquoi pas, si on le démontre et si on apporte des éléments sé-

rieux pour contredire l'opinion d'Anthony C. Sutton²⁷ qui démontrait qu'il représentait en Allemagne d'importants capitaux anglo-saxons, liés à Morgan et ITT ?

Il y a plus grave encore. Pourquoi, alors qu'il souligne que les grands capitalistes nourrissent quelque méfiance à l'égard des projets nationaux-socialistes, admettre qu'ils sont tout de même prêts à les aider pour « extirper le marxisme et la démocratie », même s'ils leur donnent moins de marks qu'aux conservateurs ? Tout en reprochant véhémentement à ceux qu'il tient, de toute évidence, pour ses adversaires « de gauche », de sous-estimer la superstructure, ne tombe-t-il pas dans un défaut inverse en retraçant une histoire qui n'a aucune ligne de force puisqu'il ne tente même pas — à la différence de Hamilton — d'expliquer comment un tel parti a été mené jusqu'au point où il pouvait jouer le rôle qu'il a joué et se suffit à lui-même dans ses besoins financiers. Et l'on peut, à cette étape, ajouter qu'il est bien d'autres points, dans cette histoire sans racines, qui éveillent doute voire suspicion : quelle confiance à l'égard de ces magnats de l'industrie, ce milieu que le professeur Turner « connaît » bien, à l'égard de ces hommes suroccupés et honnêtes, mais naïfs, finalement abusés par des canailles tout en restant tout de même jusqu'au bout plus méfiants que l'électeur protestant et rural ordinaire. C'est trop beau pour être honnête.

Richard F. Hamilton et Henry A. Turner ont en outre un point commun avec Michael Kater, c'est la suffisance avec laquelle ils portent des jugements définitifs sur ce qu'ils appellent l'interprétation « marxiste », qu'ils qualifient d'idéologique, se réservant à eux-même le monopole de la fabrication du « scientifique », et l'ignorance totale qu'ils manifestent de ces mêmes interprétations ou, pour mieux dire, de la littérature diverse et variée se réclamant du marxisme qui a abordé les questions dont ils prétendent aujourd'hui trancher. Nous ne multiplierons pas les exemples. Un seul suffira. M. le professeur Turner, par exemple, constate que le principal « argument marxiste » — comment un argument peut-il être marxiste ? — Peut-être veut-il dire que le « principal argument des marxistes » serait que « le fascisme représente la dernière étape du capitalisme ». De toute évidence, notre spécialiste ignore que, d'un point de vue tout à fait élémentaire, cette formule même est indéfendable en toute méthode marxiste, le « fascisme » désignant un phénomène politique et le capitalisme un phénomène « économique » : c'est aussi absurde que d'assurer, par exemple, que la différence entre X et Y est que le premier est chauve alors que le second porte des lunettes. Mais il y a plus. Il est exact que des arguments de ce genre ont été avancés dans les années trente, par le KPD, l'Internationale et ses partis, c'est-à-dire par les formations politiques représentatives du stalinisme. Ce fut un des arguments, en effet, employés par le stalinisme pour justifier une politique qui pavait la voie aux troupes de Hitler, un des ces « facteurs » que Messieurs les historiens de la nouvelle histoire et de la nouvelle droite veulent absolument occulter. C'est ainsi que, paradoxale-

27. Antony C. Sutton, *Wall Street and the Rise of Hitler*, pp. 79-81.

ment, ces gens qui n'ont jamais lu une ligne d'analyse marxiste de la situation allemande et baptisent « marxiste » n'importe quoi, s'érigent en spécialistes et distribuent eux-mêmes les labels. Candidats et membres du jury, ils sont sûrs d'être couronnés et c'est peut-être ce qui explique chez eux quelques négligences assez stupéfiantes et une garde qui est loin d'être suffisamment serrée.

Un certain acquis

Est-ce à dire que ces trois ouvrages n'apportent rien d'autre que le fruit de deux partis-pris et une prétention extraordinaire à trancher même en dehors du thème dans lequel ils se sont spécialisés ? Certainement pas. Nous avons déjà indiqué qu'il n'en était rien pour Kater et que ses préjugés et partis-pris idéologiques, parfois absurdes, ne l'empêchaient pas de mettre en lumière d'importants aspects du développement historique qui remettent en question y compris certaines de ses affirmations les plus péremptoires et les plus arbitraires. On peut constater de la même façon des aspects positifs dans les travaux de Hamilton et Turner. Ils ont sans doute démolé quelques légendes — moins décisives que ce qu'ils croient et disent avoir démolé — et il ne faut pas leur contester ce succès. Ils ont ensuite bien montré l'inanité de cette histoire-fatalité, positiviste, d'adoration du fait accompli qui a souvent remplacé l'analyse la plus élémentaire chez des gens qui se réclament du marxisme. Ils ont montré, à partir de plusieurs exemples concrets, que, dans l'histoire du parti nazi comme dans l'histoire humaine en général, il n'y a pas de relation automatique entre infra et superstructure et que l'histoire ne peut nullement être comprise comme un mécanisme dont il faudrait découvrir la clé, mais qu'elle doit l'être comme un développement complexe dont on peut pour le moment seulement approcher la complexité et l'orientation générale. Ils ont fourni de très claires illustrations de ce que certains historiens un peu « mécanistes » ont très souvent négligé, notamment sur la survivance des mentalités et des traditions en dehors et au-delà des structures qui leur ont donné naissance et qui les expliquent. Compte tenu des lacunes indiquées plus haut et du mépris du contexte historique concret réel, leur analyse du rôle des militants nazis est intéressante, même si elle ne tient pas compte des acquis de l'histoire mondiale qui en éclairaient bien des aspects, mal ou pas compris. Enfin, en montrant que ce qu'ils appellent l'élite, les classes dirigeantes, les « pourvus », n'ont finalement en tout cas pas vu d'un trop mauvais oeil les nationaux-socialistes et ont très tôt songé à les utiliser à leurs propres fins, ils rejoignent, non les présupposés mais les conclusions scientifiques des travaux de Kater sur le fait que les nationaux-socialistes, loin vouloir « niveler », bouleverser l'ordre économique et social, n'aspiraient plus qu'à le corriger un tout petit peu en leur propre faveur.

Je ne conclurai pas sur l'aspect international de la publication de ces trois ouvrages dans un courant dont je ne sais si on peu le qualifier de « mode » ou de « campagne », de dépréciation systématique du marxisme, de la réduction /

déformation qu'on lui fait systématiquement subir pour mieux le discréditer, ni sur le fait que ces auteurs-là trouvent plus facilement que d'autres des éditeurs. On notera seulement, en attendant que ces livres soient traduits en français, que les comptes-rendus de presse dont ils ont bénéficié aux Etat-Unis sont beaucoup plus forcés, voire à certains égards malhonnêtes, que les travaux eux-mêmes, mais que, de toute façon, il faut avoir lu les livres pour se faire à leur sujet un opinion.

Ceci précisé, il faut bien dire que ce ne sont pas ces trois ouvrages qui rendront nécessaire une nouvelle rédaction de l'histoire de la montée du nazisme en Allemagne. D'une certaine manière, ils confortent même quelques-uns des éléments fondamentaux de ce qu'ils appellent de façon générale l'interprétation « marxiste ». Ils ne nient pas que la montée du nazisme se soit produite dans le cadre d'une crise profonde de l'économie et de la société allemande, dont ils nient l'influence directe, mais admettent les conséquences « psychologiques ». Ils ne contestent pas l'existence, dans ce cadre, d'une offensive des classes dirigeantes — que H.A. Turner approuve vigoureusement — pour détruire les avantages acquis des travailleurs et les institutions du mouvement ouvrier en tant qu'obstacles sur la voie d'une reconstruction économique dont ils oublient tous de rappeler qu'elle passait notamment par la mise sur pied d'une économie d'armements. Ils doivent bien admettre que la classe dirigeante et la petite bourgeoisie, dans son écrasante majorité, se sont regroupés derrière les nazis face aux partis social-démocrate et communistes dont la clientèle militante et électorale est restée inentamée, mais qui sont jusqu'au bout farouchement divisés. Ces travaux ne s'intéressent nullement à la politique du mouvement ouvrier : la « basse classe » est pour eux un bloc étranger, en marge de l'univers où se prennent les décisions, et ils ne comprennent même pas en quoi elle constituait un obstacle majeur et sous les pas de quelle politique.

Ainsi nos auteurs en restent-ils en deçà de la compréhension minimale de la montée du nazisme telle qu'elle a été établie notamment par les travaux contemporains de Trotsky : l'unification de la bourgeoisie derrière ses bandes de guerre civile et, en face, la politique de division de la bureaucratie stalinienne ont permis aux classes dirigeantes d'éviter la révolution en préparant la guerre mondiale.

Mais peut-être n'ont-ils pas saisi le rapport ?

Documents

A. Rosmer à Mougeot

samedi le 6 juillet 1932

Cher Mougeot

J'avais compté terminer mon court voyage à Amsterdam en faisant, au retour, le crochet par Longwy, mais il m'a fallu de nouveau m'arrêter à Anvers puis aller à Gand et, après, je n'avais plus le temps de rentrer directement. Je me suis trouvé ainsi dans l'impossibilité de te communiquer de vive voix ce que j'avais appris au cours de ce voyage, en Belgique et en Hollande, ni, non plus, les dernières nouvelles de Paris. Sur tout cela, je n'aurais eu, d'ailleurs, rien de sensationnel à t'apprendre. Aujourd'hui, j'ai quelque chose de plus intéressant : un camarade vient de rentrer d'Allemagne, il a passé à Berlin une grande partie de la semaine qui a précédé les élections. C'est une bonne occasion d'avoir des renseignements précis sur une situation assez compliquée. D'abord, sur l'atmosphère, sur l'aspect de la ville. D'après les récits de fusillades qu'on lit dans nos journaux, on est tenté d'imaginer un état de terrorisme généralisé. Or, il n'en est rien. Notre ami a vu une grande ville absolument calme, sans déploiement de forces policières exceptionnel, sans parades fascistes. Naturellement, les attentats et crimes nazistes que relatent les journaux ne sont pas inventés, mais ils sont le fait de bandes spéciales, recrutées par les chefs nazistes parmi les pires éléments des bas-fonds et payés pour exécuter ce genre de travail. Les nazis ordinaires, qu'on rencontre dans les rues et aux alentours de leurs quartiers généraux, avec leur équipement neuf, font plutôt rire. Il y a dans le nazisme un élément de mascarade qui n'est pas négligeable et qu'il ne faut pas oublier quand on veut évaluer sa vraie force. Ce qui, par contre, est tout à fait sérieux, c'est le présent gouvernement de barons et de hobereaux : en particulier von Schleicher et sa Reichswehr — qui se donne pour tâche principale de mater les ouvriers et d'anéantir leurs organisations, aussi bien social-démocrates que communistes, utilisant les bandes fascistes pour compléter et renforcer ses mesures administratives. Au sein de ce gouvernement, il y a d'ailleurs, surtout en ce qui concerne la politique extérieure, de sérieuses divergences, von Papen faisant les yeux doux à la

France tandis que von Schleicher maintient l'attitude traditionnelle depuis Versailles, d'entente avec l'Union soviétique. En fait, cela permet à l'Allemagne de jouer sur les deux tableaux et d'améliorer ainsi sa situation internationale, sortant progressivement de sa position de vaincue à laquelle les vainqueurs dictent leurs conditions.

Les chômeurs se tirent d'affaire avec les secours qu'ils reçoivent (au minimum 450 francs par mois, avec des avantages divers et la possibilité de se nourrir à bon compte), les grosses dépenses (achat de vêtements, chaussures, etc) restant un problème difficile.

Les communistes ont été les premiers surpris de leur succès aux élections. On comptait qu'ils maintiendraient leurs forces et les social-démocrates également. Ces derniers ont visiblement souffert de la passivité qu'ils ont montrée lors du coup d'Etat de von Papen, de leur non-résistance quand on est venu les déloger de leurs postes. Leur pusillanimité a rejeté un certain nombre de leur sympathisants vers les communistes. Il faut dire aussi que la direction du Parti communiste, tout en sabotant le front unique, a renoncé à la politique imbécile de la « troisième période », quand elle dénonçait même les ouvriers social-démocrates comme autant de « petits Zörgiebel ». Elle a fait aussi du nationalisme à outrance. Le dernier discours qu'a prononcé Thälmann était d'un nationalisme si écoeurant que la salle se vidait à mesure qu'il parlait. Mais cela a permis de rattraper, au vote, pas mal d'éléments de la petite-bourgeoisie qui attribuent leur ruine aux exigences des Alliés et craignent que von Papen veuille encore payer « le solde » des réparations.

Comme tu l'as vu, le nouveau Parti socialiste ouvrier (SAP) a été complètement battu. Il a perdu les six mandats qu'il détenait dans le précédent Reichstag.

Quant à notre Opposition, elle reste faible, la scission opérée par Trotsky paralysant son développement. Cependant, le groupe du début — les camarades qui sont restés avec Landau — reste numériquement le plus fort. Et même son journal a une diffusion égale à celle de la *Révolution permanente* malgré que cette dernière apparaisse comme l'organe officiel de Trotsky et que les brochures de T[rotsky] sur l'Allemagne soient très lues et très discutées dans la presse, bourgeoise et socialiste.

Voilà, en gros, ce que nous a appris notre voyageur. Pour l'avenir, la perspective la plus probable c'est la guerre civile. Chacun en est, là-bas, absolument convaincu et les élections étaient considérées comme un simple épisode, sans grande signification. On a la certitude que les problèmes à résoudre se régleront ailleurs qu'au Parlement.

Ici, la situation est plus calme, sous tous les rapports, la crise se fait évidemment sentir mais on peut encore se débrouiller et les chômeurs sont bien paisibles. Le Parti et la C.G.T.U. demeurent très faibles, leurs tentatives de recrutement n'ayant pas grand succès.

A la Ligue, c'est toujours la même cuisine. Tu as vu sans doute que, finalement, Treint est parti. La plupart des camarades juifs se sont également retirés. C'est, de plus en plus, une façade sans rien derrière elle. Les camarades de la Gauche ont, ces temps derniers, trouvé de nouveaux appuis ; ils se sentent maintenant assez forts pour publier un bulletin mensuel imprimé.

Comment vous trouvez-vous de cet été orageux, pluvieux et froid ? Ici le monde est solide. Alice est en plein travail : Le Dré a passé un mois dans une colonie de vacances et la petite Marguerite vient de partir pour le Morvan où elle restera jusqu'à fin septembre.

Bonnes amitiés.

A. Rosmer

« Source : Musée Social (Paris) »

Extraits de lettres de Léon Sedov à Trotsky sur l'Allemagne à l'orée de la dictature nazie

Les passages qui suivent sont extraits de la correspondance Sedov-Trotsky. Nous avons choisi de présenter à nos lecteurs les fragments portant sur la situation politique générale, quelques jours après l'accession de Hitler à la chancellerie du Reich.

3 février 1933

... Il est difficile de dire quelque chose d'encourageant sur la question d'ensemble ici. Le Parti fait preuve d'une totale impuissance. Ce que nous vivons en ce moment ressemble à une reddition de la classe ouvrière au fascisme. Le Parti, épuisé par sa politique erronée, est sur le point de subir un fiasco fondamental dans ces jours historiques. Au sommet — le désarroi, personne ne sait quoi faire ; en bas, aucune foi en nos propres forces. Un grand fatalisme, par-dessus tout peut-être dans le S.P.D. Je crois que nous sommes maintenant dans les jours et les semaines décisifs. Si une action vigoureuse de la classe ouvrière — qui, dans son développement ne peut pas être autre chose que la révolution prolétarienne — ne se produit pas maintenant, une effroyable défaite est inévitable. Cette action n'est pas encore exclue, mais, à mon avis, elle n'est plus très vraisemblable.

Et c'est précisément à cause du caractère révolutionnaire d'une action contre Hitler — que le S.P.D. veut éviter à tout prix — que les « perspectives » du S.P.D. sont quelque chose d'incroyable (j'ai parlé à certains d'entre eux). « Nous attendrons les élections du 5 mars... Si Hitler a la majorité, nous verrons. Si Hitler commence quelque chose contre la constitution à ce moment (!) nous commencerons à passer à l'action ». Interdiction de la manifestation du S.P.D.

Il serait stupide de penser qu'Hitler usera des mêmes méthodes avec le S.P.D. et le K.P.D. Il les divisera, d'abord pour battre le K.P.D. plus facilement et aussi pour permettre aux têtes du S.P.D. de refaire le 4 août.

Les nazis parcourent les rues en musique. Pas de police, comme c'était le cas d'habitude. Ils sont eux-mêmes la police. Ils arrêtent déjà des gens dans les rues (pour le moment, il s'agit seulement d'incidents isolés mais en tout cas nous ne sommes qu'au commencement) et les emmènent au poste de police. Dans le cas de Schneeweiss, par exemple, à Oranienburg — un des rares endroits en Allemagne où les manifestations nazies sont dispersées — les nazis sont allés au commissariat pour demander qu'il soit arrêté. Comme la police ne l'arrêterait pas, les nazis répondirent : « Nous lui briserons nous-même le crâne ».

Un camarade m'a parlé à propos de son usine (1 200 ouvriers, la majorité sous influence communiste) : au comité d'entreprise, 7 communistes et 5 S.P.D. ; de l'autre côté seulement 12 membres dans la cellule ; les communistes, sur des instructions d'en haut, proposèrent de faire une grève de démonstration d'une demi-heure ; le S.P.D. répondit : « Nous ne prenons part à aucune action isolée, parlez-en à notre centre ». Les communistes furent incapables, en dépit de leur influence dominante, de provoquer cette grève d'une demi-heure ; l'instructeur du comité de parti accuse la cellule d'être à la remorque du S.P.D...

22 février 1933

Ici, comme vous pouvez le voir, les fascistes vont de l'avant à un rythme effréné. Ils sont en train de rattraper le temps perdu. Des rumeurs sur leurs préparatifs d'un coup début mars, le 5 mars, font obstinément le tour de la ville. C'est le jour où les S.A. se rassemblent à Berlin qui devrait servir à cet objectif.

Des rumeurs à ce sujet ont aussi filtré dans la presse, comme vous l'avez vu. Il y a rarement de la fumée sans feu (une rumeur circulait ainsi sur la chute de Schleicher — démentie, bien sûr —, cinq jours avant sa chute effective).

Von Papen est venu à l'université de Berlin ; il a parlé plutôt sèchement des nazis. Les affiches électorales — il s'agit des élections aux organisations autonomes étudiantes — des nazis étaient nettement orientées contre les national-allemands (le D.N.V.P.), leurs seuls rivaux : ils étaient qualifiés de « menteurs » !

La brutalité et le mépris de toutes les normes avec lesquels les nazis renouvellent l'appareil d'Etat sont attestés par le fait suivant. Görke, l'ancien directeur de la police politique, affecté plus tard par von Papen comme directeur de la police pour les étrangers, n'était pas « un homme de parti » :

proche du parti populiste, il travaillait en contact étroit avec les « traîtres de mars ». Il fut chassé de son service de la manière suivante. Il se rendait à son travail un matin, comme d'habitude, il trouva la porte de son bureau enclouée et un officiel qui était là lui suggéra de rentrer chez lui. Görke était au service de l'Etat depuis plus de 50 ans. Il est également caractéristique que pas un journal n'ait rapporté ce fait, pas plus que des centaines d'autres du même ordre.

Selon des histoires qui circulent dans le parti communiste et dans les cercles du parti, il y aurait des tendances putschistes qui se répandent. Je ne pense pas qu'il leur sera donné de se manifester ouvertement : le Parti est incapable ne serait-ce que d'un geste de désespoir.

Pour ne pas compliquer les relations avec les fascistes, Moscou ne fournira pas de visas aux responsables communistes allemands qui doivent se rendre à Moscou pour affaires : c'est pour ne pas contrarier Hitler.

La reconstruction nécessaire pour s'adapter aux nouvelles conditions se fait ici avec d'extraordinaires difficultés. Pas d'expérience ou de traditions, un amour pour les dossiers et l'« ordre ». Cela vaut aussi pour notre groupe. Les conseils et les instructions ne suffisent pas, ce qu'il faut c'est l'expérience personnelle.

... Le gros obstacle pour notre groupe s'avère sa faiblesse matérielle. La *Permanente*... ne pourra tenir longtemps dans la situation actuelle si *Germany*, *Tempo* et les *Münchener Nachrichten* sont interdits — le fait d'être prudents et de surveiller ses propos ne servira à rien. Il y aura aussi d'énormes difficultés à sortir le nouveau journal.

Il se dit — je ne fais que reporter, sans prendre aucune responsabilité, mais cela semble proche de la vérité — que le ministre Neurath a déclaré : « Je ne suis pas pour longtemps dans ce gouvernement ; j'y suis entré car le Comte Krosigk (ministre des Finances) n'y entrait pas lui-même sans ma participation et sa participation au cabinet était l'une des conditions d'Hindenburg »

Rapport d'Alfonso Leonetti à Trotsky, été 1933 sur le régime fasciste en Italie

Ce rapport, probablement rédigé directement en français, comporte beaucoup de fautes et d'obscurités auxquelles nous n'avons pas touché, faute d'un original.

Presse supprimée

Journaux quotidiens :

Il Lavoratore Il Comunista L'ordine Nuovo L'Unità	Organes du Parti communiste
--	--------------------------------

L'Avanti	Organe du Parti socialiste
-----------------	----------------------------

La Giustizia	Organe du Parti social-démocrate
---------------------	----------------------------------

La Voce Repubblicana	Organe du Parti républicain
-----------------------------	-----------------------------

Il Mondo	Organe de l'Union démocratique nationale dont le chef fut Giovanni Amendola, ancien ministre monarchiste, mort à Cannes à la suite des coups reçus au cours d'une agression fasciste
-----------------	--

Il Risorgimento	Organe d'opposition démocratique
Il Popolo	Organe d'opposition catholique
Umanità Nova	Quotidien anarchiste
La Stampa Corriere della Sera	Ces quotidiens libéraux qui n'ont pas été supprimés, ont été fascistisés, c'est-à-dire absorbés par le régime.

Plus de 300 hebdomadaires communistes, socialistes, libéraux, catholiques ont été aussi supprimés ainsi que toute la presse syndicale (40 et plus journaux des différentes catégories).

A noter les journaux suivants, qui étaient des journaux catholiques paraissant sous la vigilance et avec le consentement des évêques et du Vatican, et qui pourtant ont été réduits au silence comme les autres :

Il Cittadino, de Monza - *Il Corriere della Valtellina, Bandiera bianca*, de Bergamo - *l'Idée popolare*, de Bergamo - *Il Corriere di Clusone - La Val Gandine - L'Amico*, de Romano Lombardo - *Il Popolo cattolico*, de Troviglio - *Il Cittadino*, de Brescia - *La voce del popolo*, de Brescia - *Il Giornale*, de Mantoue - *Vita del Popolo* de Côme - *Era Novella*, de Crema - *L'Azione*, de Cremona - *l'Operaio cattolico*, de Vicenza - *Il Corriere Veneto*, de Vicenza - *Il Corriere del Mattino*, de Verone - *Il Lavoro*, de Verone - *Il Popolo veneto*, de Padoue - *L'Amico del Popolo* de Belluno - *L'Idée*, de Trévise - *Il nuovo Trentino*, de Trento - *L'Idée*, de Pésaro - *L'Ausa*, de Rimini et bien d'autres que nous oublions.

La protection aux requins

Dans le programme énoncé par Mussolini en 1920 on réclamait entre autre « la révision de tous les contrats concernant les fournitures de guerre ». Mussolini avait même insisté avec violence sur cette réclamation dans un article de son journal le *Popolo d'Italia* où le 30 mars 1919 il est dit : « Une richesse nouvelle a été constituée pendant la guerre. Les commerçants qui étaient près de la faillite, aventuriers et souteneurs, joueurs professionnels dans

les tripots où les fournitures étaient l'enjeu, députés, sénateurs fonctionnaires... gens louches...se sont gaiement engraisés en marge de la guerre... C'est un spectacle effronté. »

Mais, arrivé au pouvoir, il s'empressait de promulguer le décret du 19 novembre 1922 par lequel il ordonnait la dissolution de la « Commission d'enquête sur les dépenses de guerre », et il menaçait de punir très sévèrement quiconque oserait publier des informations sur le résultat par elle acquis au cours de ses travaux.

La loi établissant la confiscation des superprofits de guerre fut abrogée. L'impôt sur les successions et les donations fut supprimé, au lieu de procéder à la confiscation graduelle de la richesse privée au moyen de l'accroissement de ce même impôt comme dans le programme fasciste était promis.

Le pillage des salaires...

Les réductions des salaires appliquées par le régime fasciste n'ont pas cessé. Voilà quelques données frappantes :

Salaires Fiat, Lingotto (Turin)

Moyenne générale, Décembre 1920 : 32,64 les 8 heures

Moyenne générale, Juillet 1926 : 30,80 les 8 heures

(La réduction a continué ininterrompue dans les années qui suivront.)

Indice du coût de la vie à Turin :

en juillet 1920 : 118,33

en décembre 1926 : 156,05

Diminution des salaires : 6%

Augmentation du coût de la vie : 32 %

Salaires réels en décembre 1929 : 100

en juillet 1926 : 71

A noter que les salaires de 1920 étaient loin d'avoir atteint le niveau d'avant-guerre, par rapport au coût de la vie. En effet en 1920 tandis que l'indice du coût de la vie par rapport à l'année 1914 est de 501, l'indice des salaires est 489, soit le 97,60 pour cent de celui d'avant-guerre.

Prélèvements forcés sur les salaires et les appointements au lieu du prélèvement sur les gros capitaux

A la fin de 1926, de paire avec les lois exceptionnelles, le Gouvernement fasciste, par un simple décret, décidait de transformer d'autorité 17832 millions de Bons du Trésor à un an ; 1 672 millions de Bons à 5 ans ; 4 millions de Bons à 7 ans en Dette consolidée. Mais non seulement l'Etat, vu la situation du Trésor, se vit acculé à la nécessité de déclarer faillite vis-à-vis de ses

créditeurs ; il dût par dessus le marché faire recours à des emprunts forcés dont les travailleurs et les petits commerçants firent encore une fois les frais. Donc : souscriptions forcées imposées aux commerçants, prélèvement forcé d'une partie des appointements des employés de l'Etat et des autres établissements ; prélèvement forcé sur les salaires des ouvriers : au lieu de prélèvement forcé sur les fortunes des capitalistes !

La dégringolade de la lire

Voici les variations du cours de la livre et du dollar par rapport à la lire italienne avant et après l'avènement fasciste.

	1er semestre		2ème semestre	
	Dollar	Livre	Dollar	Livre
1919	8,05	37,33	13,07	50,08
1920	18,47	69,73	23,91	34,55
1921	23,83	92,02	23,57	90,23
1922	20,15	88,12	22,25	99,61
1923	20,77	96,75	22,87	102,84
1924	22,95	98,96	23,01	103,88
1925	24,68	188,65	25,67	124,43
1926	28,99	140,69	30,53	148,32

Augmentation des faillites et des effets protestés

Le nombre des faillites de 774 en décembre 1926 est passé à 858 en janvier 1927, à 779 en février 1927, à 894 en mars 1927, à 845 en avril 1927, à 1 030 en mai, à 911 en juin 1927. La moyenne mensuelle des faillites est de 886 dans le premier semestre 1927 tandis qu'elle avait été de 654 dans la même période de 1926, de 602 en 1925, de 607 en 1924, de 474 en 1923. (Bulletin Istituto Centrale di statistica, Luglio 1927).

En 1927 le total des faillites a été de 10 366, en 1929 de 11 106 (à peu près 1000 faillites par mois). L'année 1930 fut commencée par 1214 faillites en janvier et finit en décembre par 1494 en ayant atteint en octobre de cette même

année le record de 1785 faillites. Janvier et février 1931 ont vu ensemble plus que 3000 faillites.

Diminution des dépôts dans les Caisses d'Epargne, montée des prêts sur gage

En mai 1926 les dépôts dans les Caisses d'Epargne postales atteignirent 10 357 millions, en mai 1927 ils étaient descendus à 9 841 (Mazzucchelli, Rivista Bancaria). Les prêts sur gage aux « Monts de Piété » montèrent à 146 millions en 1921 à 330 millions en 1927.

Les impôts

D'après le calcul de Giorgio Mortara dans ses *Prospettive Economiche*, l'ensemble des impôts de l'Etat et du gouvernement local, évalué en liras au pouvoir d'achat moyen de l'exercice 1928-1929, est passé de 14,9 milliards de liras dans l'exercice 1925-1926, à 22,5 milliards de liras dans l'exercice 1928.-1929 ; de 24 milliards dans l'exercice 1929-1930, à 22,5 milliards dans l'exercice 1930-1931. Le poids effectif a donc doublé en cinq ans tandis que le revenu national est diminué.

Intensification du travail

Le salaire moyen depuis 1922 est réduit de plus que 15 %. L'exploitation de l'ouvrier est encore renforcée par l'intensification du travail. La rationalisation est pour l'ouvrier un effort physique plus grand, avec des salaires inférieurs et le chômage chronique.

Voici un cas de rationalisation : celui des Chemine de Fer de l'Etat

Année	Nombre des agents en service	Intensité du travail
1921-1922	100,0	100,0
1922-1923	91,7	109,7
1923-1924	77,7	103,3
1924-1925	79,1	127,8
1925-1926	77,1	131,6

Sous-alimentation de la classe ouvrière et rurale italienne

En janvier 1930 l'octroi municipale de Milan a donné un revenu inférieur de 316 000 liras en comparaison du mois correspondant de l'année 1929. En février la diminution a été de 329 000 liras et en mars a touché 417 000 liras. Avec le 1er mars 1930 a eu vigueur l'impôt sur la consommation institué par le gouvernement fasciste pour remplacer l'octroi sur la consommation. Sur plusieurs genres, le nouvel impôt est plus lourd que le précédent. Néanmoins au cours du 1er trimestre de son application (mars-juin 1930) il a apporté un revenu de 37 millions 965 415 liras tandis qu'à la période correspondante de 1929 l'octroi avait donné un jet de 46 millions 508 530 liras. La différence en moins est donc de 8 millions 643 115 liras. Et la réduction plus importante touche la viande, les salés, les boissons. Et tandis que la population urbaine augmente incessamment, la consommation est toujours plus faible. La misère est telle qu'on est de plus en plus obligés de serrer la ceinture...

Augmentation des dépenses

Voici un tableau des dépenses en millions de liras :

1924 - 1925	16 659
1925 - 1926	18 941
1926 - 1927	21 970
1927 - 1928	20 369

La dépense plus lourde est donnée par l'armée et la police.

Diminution des recettes

Toujours suivant les données officielles, les recettes en 1926/27 ont diminué de 1 126 millions et en 1927-1928 de 2 456 millions. Dans ces conditions la dette publique augmente; en effet la dette proprement dite a augmenté dans les six années 1922-1929 de 2 506 millions en passant de 82 195 millions à 84 701 millions.

Le chômage industriel en chiffres

1925, décembre	77 062	1928, décembre	236 578
1926	115 887	1929	268 056
1927	264 806	1930	428 432

Courrier des lecteurs

De Christopher Farley, historien, ancien secrétaire de Bertrand Russell, fondateur puis directeur de l'Institut Bertrand Russell et de l'Institut pour le contrôle ouvrier.

« Je ne suis pas familier des sources fondamentales sur le trotskysme dans la Yougoslavie royale et les phases de la guerre, mais il me semble vital de distinguer entre le trotskysme authentique et l'étiquette générale qui était donné à toute idée ou tout camarade dans une atmosphère de fièvre « anti-trotskyte » et de paranoïa engendrée par Staline et fidèlement reflété dans le comportement des partis communistes étrangers. C'est directement lié à la question-clé concernant Tito et ses proches collaborateurs à l'époque : comment ont-ils fait pour être reconnus par Staline comme dirigeants du parti yougoslave précisément à l'apogée des purges et des procès ? Comment ont-ils échappé aux soupçons de Staline et quels compromis ont-ils été forcés de faire eu égard au grand nombre (800 environ) de communistes yougoslaves exécutés en Union soviétique par Staline ? Il faut savoir comment travaillait le NKVD avec les partis étrangers et particulièrement la besogne de sa 4e section qui comprenait les pelotons d'exécution de Staline qui furent actifs en Espagne surtout, en U.R.S.S. et en Yougoslavie, mais aussi partout.

La pratique stalinienne qui consiste à faire des services de renseignements les gardiens de toute documentation significative, tant en U.R.S.S. que dans ses pays modèles, a assuré l'absence continue de la documentation élémentaire, mais il est possible que les archives de participants étrangers ayant un rôle clé (Togliatti, Thorez, etc.) livrent leurs secrets en temps. Togliatti était de loin le plus important mais il y a déjà eu des fuites des papiers de Thorez. Personne ne connaît l'avenir des réformes de Gorbatchev, mais, de toute évidence, les documents-clés de la période de Staline sont dans les archives de ses services secrets et constitueraient le moyen le plus ravageur dans la déstalinisation.

Si on considère les étapes à travers lesquelles l'opinion publique soviétique est préparée à la réécriture de l'histoire, on peut discerner certaines étapes qui semblent être des efforts fermes et délibérés pour contrôler ce processus, par exemple avec Boukharine : discussion, rumeurs diverses, critique ambiguë, réhabilitation légale et finalement réhabilitation politique. Mais la documentation adéquate n'est pas publiée. Cela pourrait constituer les premières étapes d'une vaste lutte contre la vieille garde, mais ce pourrait également faire part seulement d'un préalable de réformes économiques administratives. »

SOUSCRIPTION

jusqu'au 24 Octobre 1988

TROTSKY

Pierre Broué



Fayard

Les Cahiers Léon Trotsky se réjouissent de pouvoir vous faire bénéficier d'une **remise importante** sur le livre de Pierre Broué, **TROTSKY**

Cette remise, conformément à la loi, ne peut être accordée qu'en souscription avant parution en librairie.

A l'heure où Les Cahiers mettent sous presse, le livre est à la photocomposition, et l'éditeur n'a pu nous communiquer qu'un **pronostic du prix, 250 Frs**. La parution en librairie est prévue pour le 24 Octobre 1988

Afin d'accélérer la procédure, nous demandons à tous ceux qui sont intéressés par la souscription de nous communiquer **le plus rapidement possible** leur adresse pour leur envoyer les conditions exactes de la souscription dès que nous les connaissons. **Nous espérons disposer des exemplaires dès le début octobre**

Pendant plus de 30 ans Pierre Broué a patiemment rassemblé, consulté, interrogé les écrits publics et privés de Trotsky, les témoignages de ceux qui l'ont approché.

Avec l'exigence de l'historien et la passion du militant Pierre Broué fait revivre Trotsky dans toute son humanité.

Pour obtenir les conditions exactes de la souscription écrire à :
Cahiers Léon Trotsky
63 rue Thiers
38000 Grenoble

Les départs

Felix Morrow (1906 - 1988)

Felix Morrow, ancien dirigeant du Socialist Workers Party, vient de mourir. Il était né Felix Mayorwitz à New-York le 3 juin 1906. Ses parents, émigrés d'Europe orientale, appartenaient l'un et l'autre au courant hassidique de la religion juive; ils étaient de riches grossistes en épicerie. Sa mère lui donna une éducation religieuse stricte, mais son père socialiste et, en 1922, encore lycéen il rejoignait les Jeunesses socialistes (Y.P.S.L.)

Elève du Washington Square College, il manifesta goût et dons pour le journalisme, travaillant au *Brooklyn Daily Times*, puis au *Brooklyn Daily Eagle*. Etudiant en philosophie à l'université Columbia à New York, il eut parmi ses enseignants et proches Sidney Hook et James Burnham, tous deux adeptes du marxisme et proches de l'Opposition de gauche. C'est en 1929 qu'Elliot Cohen le convainquit de collaborer au groupe d'intellectuels juifs appelé « Groupe Menorah » du nom de la prestigieuse revue *Menorah Journal* qu'il éditait. Il y traita de problèmes culturels juifs, élargissant très vite son horizon à des questions culturelles proches de la politique. Il se destinait à l'enseignement mais fut déçu par le départ en retraite de Dewey, effrayé par la perspective de « consacrer sa vie à Kant ». Diplômé, il poursuivit cependant ses études à Columbia en vue d'un doctorat, collaborant à plusieurs journaux et revues. C'est à l'occasion de cette nouvelle inscription qu'il décida d'utiliser désormais le nom de Morrow qui devint le sien.

De plus en plus intéressé par le marxisme et attiré par l'action politique, il adhéra au P.C. en 1931, ce dernier gardant secrète son adhésion afin de l'utiliser comme agent d'influence. C'est à cette époque qu'il connut Alger Hiss. Il effectua pour le compte du *Daily Worker* et de *New Masses*, sous le nom de George Cooper, des reportages sur les grèves et les luttes ouvrières qui furent réunis en volume et édités en U.R.S.S. Il rendit compte également du mouvement des anciens combattants appelé l'armée du Bonus (sauvagement réprimé comme on sait, devant Washington, sur ordre du général MacArthur que flanquaient à l'époque de jeunes collaborateurs comme le major Eisenhower et le capitaine Paton), sur la « marche de la faim » des chômeurs des usines automobiles de Detroit ainsi que la grève de Paterson de l'été 1931. A partir de 1932, lecteur secret de *The Militant*, il est saisi de doutes à propos de la poli-

tique allemande de l'I.C. et de la division du front ouvrier face à Hitler. Bientôt il prend contact avec les trotskystes et sera l'un des premiers intellectuels du groupe Menorah à adhérer à la C.L.A.

Dans la C.L.A., puis le W.P.U.S., et pendant ses premières années au S.W.P., Felix Morrow est l'homme de confiance de Cannon notamment à la rédaction de *Militant*. Il fait partie de la direction de rechange du parti sous le nom de Cassidy et du groupe de responsables condamnés aux fameux procès de Minneapolis. C'est pendant la guerre qu'il commence à s'opposer à la direction du S.W.P., refusant la perspective simpliste qui voit la révolution surgir directement de la guerre et le pouvoir des soviets se substituer sans transition à l'Etat fasciste. Allié à Albert Goldman et Jean van Heijenoort, il se prononce pour la réunification avec le Workers Party de Shachtman puis pour un nouvel entrisme dans la social-démocratie en Europe. Sa tendance, qui a eu initialement le mérite de souligner le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme et de l'Armée rouge en Europe, est découragée par le dialogue de sourds de la discussion dans le parti ; subissant aussi la pression de la guerre froide qui monte, elle s'en va en morceaux. Morrow annonce fièrement que, même exclu, il ne renoncera pas à faire partie du mouvement, mais en réalité, lors de son exclusion du S.W.P. en 1946, il tourne définitivement le dos à l'action militante. Nombre de ses camarades ont ironisé sur sa conversion, qu'ils disaient tardive, à la démocratie dans le parti, dont il n'aurait pas été un adepte, selon eux, dans les années 30.

Après son exclusion, il trouve un emploi à la maison d'éditions Schocken Book dont il devint rapidement le vice-président. Selon Alan Wald, il aurait faibli pendant la guerre froide face aux enquêteurs puis se reprit, mais pour se consacrer à une affaire d'édition où il fit fortune. En 1980, il reprit quelques contacts politiques et répondit notamment aux questions que lui posèrent à New York Pierre Broué et Jean P. Joubert, lors de la première expédition d'une équipe de l'Institut Léon Trotsky à Harvard.

C'est par Albert Glotzer que les *Cahiers Léon Trotsky* ont appris sa mort, au mois de mai dernier, d'une crise cardiaque. Nous n'en connaissons pas la date.

Erwin Heinz Ackerknecht (Bauer) (1906-1988)

Un coup de téléphone de notre ami David Vogelsanger vient de nous apprendre la mort de Bauer, le Dr Ackerknecht, le 18 novembre.

C'est une des plus grandes figures du mouvement fondé par Trotsky qui disparaît avec ce grand intellectuel. Il était né le 1er février 1906 à Stettin, où son père, Erwin Julius (1880-1960) était bibliothécaire, lié à tous les grands écrivains de l'époque, qu'il accueillait et dont il organisait les tournées. Elevé dans ce milieu intellectuel, il était étudiant à Freiburg quand il rejoignit à moins de dix-huit ans les Etudiants révolutionnaires : il était alors fortement influencé, sur le plan politique et esthétique, par Franz Pfemfert, ami de Trotsky, mais gauchiste impénitent. L'air du temps devait cependant le conduire aux Jeunesses communistes auxquelles, étudiant en médecine, il adhéra à Berlin, en 1926. Il étudia ensuite à Vienne.

Son adhésion était presque celle d'un oppositionnel dès l'origine. Poursuivant ses études à Leipzig, en 1927, il adhérait au KPD et commençait à sympathiser avec l'Opposition de gauche exclue en U.R.S.S. En 1928, avec le Lituanien Well — plus tard démasqué comme agent du G.P.U. —, il fondait l'organisation oppositionnelle « Unité bolchevique » qui devait rapidement rejoindre le Leninbund et prendre place dans la nébuleuse des mouvements internationaux d'opposition. L'adhésion de la minorité du Leninbund à l'Opposition de gauche unifiée (VLO) l'amena dans le sillage du fondateur de l'Armée rouge.

Il fut actif dans les luttes fractionnelles. A Leipzig, il fut d'abord le bras droit de Roman Well, guerroyant avec lui contre Kurt Landau. Remarqué par Trotsky pour une étude qu'il avait faite sur « la révolution permanente », il fut toutefois surpris par la propension de Well à verser de l'huile sur le feu des luttes fractionnelles et sa proposition d'exclure Landau. Après la scission avec les partisans de ce dernier et le départ de Well pour Berlin, il demeura en Saxe comme le principal dirigeant oppositionnel, utilisant le nom d'Eugen Bauer.

Il s'était lié, à travers réunions et conférences, à Lev Sedov, fils de Trotsky, qui s'était fixé à Berlin. Aussi c'est à lui que ce dernier pensa lorsqu'il commença à nourrir de graves doutes sur la loyauté de Well, de son frère Sénine et de son acolyte Horst Sprenger. Bauer, qui était entre-temps devenu médecin, partagea ses inquiétudes et abandonna finalement le poste hospitalier qu'il occupait à Leipzig pour un emploi de psychiatre à Berlin dans un hôpital populaire : il s'agissait pour lui de « marquer » Well, de combattre son influence et d'épauler la lutte de Sedov dans le Secrétariat international contre un courant qu'ils prenaient encore tous deux comme une simple déviation de

l'objectif oppositionnel, traduisant simplement la pression du stalinisme triomphant en U.R.S.S.

C'est dans cette période, à l'initiative de Trotsky, que commença entre les deux hommes une correspondance dont malheureusement une partie seulement nous est parvenue. Il était sans doute à l'époque, après Sedov, l'un des hommes les plus proches du « Vieux », dont les lettres étaient particulièrement chaleureuses et qui lui confiait ses missions de confiance, travaux ou entretiens. C'est lui qui mena toute l'opération d'exclusion de Well en janvier 1933.

Il n'accepta cependant pas les conclusions de Trotsky sur la faillite du KPD et du stalinisme en Allemagne et commença par se prononcer avec énergie contre la perspective du « nouveau parti » ouverte par Trotsky. C'est son point de vue, contre celui de Trotsky défendu par Heinz Epe (Walter Held), qui l'emporta à la conférence de l'Opposition après la prise du pouvoir par Hitler. Il dirigea jusqu'en juillet la section allemande de l'Opposition de gauche dans la clandestinité et sous la répression et ne quitta finalement l'Allemagne que quand la décision en fut prise formellement par le S.I. sous la pression de Trotsky. Dans l'intervalle, il avait polémique contre Trotsky mais, après plusieurs jours de discussion à Prinkipo au mois de juillet 1933, il se retrouva d'accord avec le mot d'ordre de « nouveaux partis » et d'une « nouvelle Internationale », comme il l'indiqua dans une lettre au S.I. en date du 16 juillet 1933.

Venu à Paris au moment où Trotsky s'installa à Barbizon, il prit immédiatement en charge les contacts avec le S.A.P. et milita ardemment pour une fusion rapide; proche de Jacob Walcher, il crut un instant l'avoir gagné à la perspective de la IV^e Internationale. Il fut délégué à la conférence de Paris des organisations socialistes de gauche et l'un des signataires de la Déclaration des Quatre pour une nouvelle Internationale. Secrétaire international, il consacra beaucoup d'efforts à la situation en Allemagne, dans les discussions avec le S.A.P. d'abord et contre l'initiative de Trotsky qui s'efforçait de gagner Ruth Fischer et Maslow à l'égard desquels il nourrissait une méfiance irrécyclable. Il participa également à la discussion des thèses sur la guerre et fut avec Leonetti de ceux qui reprochaient à Trotsky de ne pas reprendre, face à la guerre qui venait, le « défaitisme révolutionnaire ». Il était alors « Emma », puis « Pernot ».

Il fut dès le début, en 1934 irréductiblement hostile au « tournant français », l'entrée des trotskystes dans les partis socialistes, et entraîna avec lui la majorité de la section allemande, contre Held, Fischer (Schüssler) et Johre (Josef Weber). Il repoussa toutes les ouvertures directes de Trotsky et celles qui furent ensuite transmises au nom du S.I. par Cannon. En mars 1935, il adhère au SAP — un des rares ex-trotskystes dont l'adhésion fut acceptée. Toujours personnellement lié à Sedov, il travailla avec lui en 1936 dans la période de lutte contre le premier procès de Moscou : il partageait la critique de Trotsky

contre la politique de Front populaire et constitua la même année, avec Walter Fabian, une opposition de gauche à la politique de Walcher de rapprochement avec le stalinisme à travers la constitution de Front populaire allemand. Il abandonna brutalement toute activité politique au milieu d'une réunion — en 1937 ou 1938, il ne se rappelait plus —, prit soudain son chapeau et sortit pour ne jamais revenir dans une de ces salles où les émigrés remâchaient déceptions et espoirs.

Interné en France comme ressortissant allemand en 1939, il fut libéré en 1940 parce qu'il avait réussi à obtenir un visa pour les Etats-Unis où il vécut des années difficiles. En 1942, il se lia au groupe de travail sur l'histoire de la médecine dirigé à l'université John Hopkins de Baltimore par le professeur Sigerit. En 1945, il devint assistant au Musée d'histoire naturelle de New York et fut de 1947 à 1957, professeur d'histoire de la médecine à l'Université Madison à Ann Arbor. Ses travaux, au premier chef une monumentale histoire de la médecine, en avaient fait un spécialiste de réputation mondiale. Il montrait à tout moment le rapport entre problèmes sociaux et maladie. Harcelé cependant par le FBI qui aurait aimé le rendre bavard et obtenir de ce savant des confidences que l'ancien militant lui refusait, il mit fin à son séjour américain et se retira à Zürich en 1957, continuant recherches et publications.

Bauer était l'un des amis de l'Institut Léon Trotsky qui n'avaient plus de sympathies politiques mais tenaient au sérieux du travail historique. Il avait reçu Maurice Stobnicer et entretint des rapports réguliers avec Pierre Broué qui lui rendit visite à plusieurs reprises. Il avait éclairci pour nous de petites énigmes et de gros problèmes. C'était un ami et son départ nous peina. *Les Cahiers Léon Trotsky* présentent leur condoléances à sa veuve et à ses enfants et petits enfants.

Livio Barreto Xavier (1900 - 1988)

Livio Xavier est mort le 5 novembre 1988 à São Paulo. Il était né à Granja, Etat de Ceara, le 25 avril 1900, dans une famille de riches négociants du Nordeste.

Venu étudier le droit à Rio de Janeiro, il y fit la connaissance de Mário Pedrosa : ensemble ils furent gagnés au marxisme par leur professeur Edgardo de Castro Rebello et ensemble ils entrèrent en 1926 au P.C. du Brésil où ils furent, dès le début, très critiques, prenant contact avec l'Opposition de gauche internationale par l'intermédiaire de la revue *Clarté* et de Pierre Naville.

Le 2 mai 1928, alors que Pedrosa se trouvait en Europe, Livio Xavier fut l'un des signataires d'un document adressé à la direction du P.C. critiquant l'absence de démocratie et exigeant la convocation d'une conférence nationale consacrée à cette question. Devant le silence de la direction, il fut l'un des cinquante démissionnaires, une attitude qui provoqua de vifs reproches à son égard de la part de Pedrosa. Peu après le retour de ce dernier, Livio Xavier participa néanmoins avec lui à la fondation du Groupe communiste Lénine qui devint en 1931 la Ligue communiste du Brésil, section de l'Opposition de gauche internationale.

Xavier, qui était depuis 1926 journaliste à Sao Paulo, se consacra à l'« agit-prop » dans laquelle il fut notamment aidé par Benjamin Péret. Hémiplégique, il dut cependant se cantonner finalement dans un travail théorique, élaborant, sous le pseudonyme de L. Lyon, quelques-uns des textes fondamentaux de l'Opposition brésilienne. Il s'était vu confier par Trotsky en 1933 la gestion au Brésil de ses droits littéraires et s'occupa des traductions et éditions d'ouvrages de l'exilé.

Bouleversé par la scission qui avait suivi le « tournant français » et l'« entrisme » dans la S.F.I.O., Livio Xavier abandonna en 1935 la politique active, se consacrant à son métier d'avocat et à la critique littéraire, ainsi qu'à un travail de traduction. Il a laissé plusieurs livres : *Tempestade sobre a Asia - A luta pela Manchuria*, sous le pseudonyme de L. Mantsô ; *Elmo de Mambriño*, ouvrage de critique littéraire, *Infancia na Granja*, ses mémoires, et *Dix Poèmes*.

Errata

Plusieurs erreurs se sont malencontreusement glissées dans l'article de notre ami Vladimir Claude Fišera, *des Cahiers Léon Trotsky* n° 34

- page 66, première ligne, lire « Tito près de quarante ans après »
- même page, par. II, ligne 6, mettre « moi aussi » entre « suis » et « personnellement ».
- page 68, troisième ligne à partir du bas, lire « lieu » et non « lien ».
- page 69, par. IV, après *Proleter*, janvier 1937 ajouter p. 7.
- page 70, deuxième ligne, après *ibidem*, ajouter t. 5.

ŒUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie «ouverte» des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe «Histoire du Communisme» du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie «fermée» des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987 ; le premier numéro (I) de la nouvelle série est commencé : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IVe Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie "fermée" pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers F 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis (10e) et de la Brèche, rue de Tunis.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART & C^{ie}



EN DECEMBRE 1988
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 3891. Imprimé en France

DÉPÔT LÉGAL : DECEMBRE 1988

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**

Photo de couverture :

Destruction des archives ouvrières par les nazis à Brunswick, le 9 mars 1933
(extrait de Manfred Scharrer, *Kampflose Kapitulation*).